



Les marchés financiers en 1994

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15532 - 7 F

MARDI 3 JANVIER 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Fragile Russie

QUAND le Kremlin aura réussi à réduire la dissidence tchétchène, il n'en aura pas fini pour autant avec les forces centrifuges qui menacent l'intégrité de la Russie depuis le démantèlement de l'URSS. Au contraire, la décomposition de la fédération russe ne fait sans doute que commencer. En employant la manière forte à Grozny, en étant peu regardant sur les moyens mis en œuvre pour écraser les combattants tchétchènes et effrayer les populations civiles, Boris Eltsine et ses conseillers du moment donnent peut-être à réfléchir aux potentats locaux qui seraient tentés d'imiter le général Doudeev. Mais c'est une politique à courte vue qui ne répond pas aux défis posés par la décolonisation d'un vaste empire créé par les tsars, soudé pendant soixante-dix ans par l'idéologie marxiste-léniniste et l'appareil de répression soviétique.

POUR fortifier son propre pouvoir et se débarrasser de son rival Mikhail Gorbatchev, Boris Eltsine avait dû en 1991 sacrifier l'URSS. Il promit alors aux républiques périphériques de la Russie d'autonomie d'indépendance qu'elles pouvaient en supporter. Il ne sut pas, toutefois, organiser de nouvelles relations au sein d'une fédération russe aux contours imprécis, plus réduite que la Russie pré-révolutionnaire et déséquilibrée, par rapport à elle, par la perte de régions slaves.

La Russie d'aujourd'hui est une création artificielle qui a hérité de l'Union soviétique une organisation complexe, comprenant une centaine de peuples, répartis dans plus de quatre-vingts « sujets » (républiques, régions autonomes, villes, etc.). Les Russes y sont souvent en minorité, tandis que 25 millions des leurs vivent en dehors de la Fédération. Largement fictives au temps du communisme, ces unités sont trop faibles pour constituer l'embryon d'une structure administrative moderne. Mais elles sont paradoxalement assez puissantes, en l'absence d'un État central fort, pour constituer la base d'un pouvoir régional.

MALGRÉ ses spécificités caucasiennes, la Tchétchénie n'est un cas particulier ni par son importance économique (les gisements de matières premières sont très souvent dans les régions périphériques), ni par sa signification stratégique aux marches de la Russie (la Sibirie est, elle, exposée aux convoitises asiatiques...). Or, de Vladivostok à Saint-Petersbourg, les dirigeants locaux ont compris qu'ils n'avaient rien à attendre de Moscou.

Assis sur les ressources naturelles ou intellectuelles de leurs régions, ils mènent leurs affaires à leur guise ; les plus réformistes font des réformes, les plus conservateurs gèrent avec les méthodes du bon vieux temps, mais tous sont réticents à partager les bénéfices de leur travail, en payant des impôts à l'État central.

Aucun pouvoir russe ne peut certes tolérer longtemps une situation qui porte en germe l'écroulement de la Fédération. Mais les dirigeants post-soviétiques, et en particulier Boris Eltsine, semblent incapables de trouver d'autre ciment à ce conglomérat que la force armée, comme si, entre le morcellement et l'impérialisme, la Russie n'avait pas de troisième choix.

M 0147 - 0103 - 7.00 F



Sous la présidence française depuis le 1^{er} janvier

L'Europe des Quinze va étudier son élargissement à l'Est

La France préside depuis dimanche 1^{er} janvier et pour six mois l'Union européenne, qui s'est élargie à quinze membres, avec l'entrée officielle, le même jour, de l'Autriche, de la Suède et de la Finlande. L'essentiel de cette présidence devrait être consacré à la mise en œuvre des dispositions du traité de Maastricht.

BRUXELLES (Union européenne)
de notre correspondant

Pour l'essentiel, la voie a été tracée : l'Union n'a pas ouvert de chantiers importants comportant des échéances proches. Aussi, le gouvernement français, dont l'action risque d'être gênée par l'élection présidentielle, pourrait-il se contenter de mettre en œuvre, sans forcer la cadence, les dispositions du traité de Maastricht et les quelques engagements complémentaires arrêtés, en décembre 1994, lors du Conseil européen d'Essen. Par exemple, l'adoption, avant la fin du semestre, de la convention créant

Europol, cet embryon de police fédérale qui suscite les réticences de Charles Pasqua.

Cependant, la présidence française ne sera pas jugée seulement sur sa réussite dans la gestion du quotidien communautaire (les sources de tension ne manqueront pas, notamment en matière commerciale et agricole, à la veille de l'entrée en vigueur des accords du GATT) ; elle devra donner de la chair, une tournure plus concrète, à des projets à moyen ou long terme, arrêtés dans leur principe, mais destinés pour l'instant d'une façon toute théorique. Il s'agit de l'élargissement aux pays d'Europe centrale et

Pendant ces six mois, la Commission de Bruxelles étudiera les conditions d'un élargissement éventuel de l'Union à des pays d'Europe centrale et orientale. Dans son message de Nouvel An, le président de la République a de nouveau appelé les Français à ne pas dissocier le sort de la France de celui de l'Europe.

orientale (PECO), du développement d'une politique méditerranéenne allant au-delà des déclarations d'intention, et de la préparation de la conférence intergouvernementale qui, en 1996, traitera de l'organisation politique et institutionnelle de la « Grande Europe ».

L'élargissement à l'Autriche et aux deux pays nordiques, le quatrième du genre, ne provoquera pas de bouleversements. Les nouveaux membres sont des États prospères, qui contribueront davantage au budget européen qu'ils n'en bénéficieront.

PHILIPPE LEMAITRE
Lire la suite page 4

Les vœux de MM. Mitterrand et Balladur

JE CROIS AUX FORCES DE L'ESPRIT !



François Mitterrand a présenté aux Français, samedi 31 décembre, pour la dernière fois dans ses fonctions, ses vœux de Nouvel An. Le chef de l'État a de nouveau insisté sur la justice sociale, pour souligner que le retour de l'expansion doit s'accompagner d'une réduction des inégalités, et sur la construction européenne, à laquelle est liée, selon lui, la « grandeur de la France ». De son côté, M. Balladur a affirmé dimanche que « ce qui rassemble les Français est infiniment plus important que ce qui les divise ».

page 7

La Chine menacée de sanctions par Washington

Les États-Unis ont menacé de prendre des sanctions commerciales contre la Chine si les deux pays ne parviennent pas à obtenir un accord avant le 4 février à propos du dossier de la propriété intellectuelle. Les Chinois ont répondu, dimanche 1^{er} janvier, en se déclarant prêts à mener une guerre commerciale si les Américains mettaient leurs menaces à exécution.

page 18

M. Cardoso à la présidence du Brésil

Le social-démocrate Fernando Henrique Cardoso, élu président en octobre dernier, a pris ses fonctions, dimanche 1^{er} janvier, identifiant le « justice sociale » comme sa priorité. Le même jour entrait en vigueur le Mercosur, zone de libre-échange du cône sud de l'Amérique latine.

page 6

La progression sereine de France 3

France 3 voit son audience et ses recettes publicitaires progresser tranquillement. Le fait est dû au renforcement de son identité régionale et à la qualité de sa programmation.

page 19

Les nouveaux bandits corses

Alors que les crimes se multiplient dans l'île les assassins ont succédé aux « justiciers », sous le couvert d'un nationalisme dévoyé

BASTIA

de notre envoyé spécial

C'est un petit bout de femme aux cheveux rouges, le visage livide et fier, une sorte de Môme Piaf. Justement, elle s'appelle Edith. Dans les montagnes de Conca, non loin de Porto-Vecchio, elle vient de conduire son mari vers son ultime refuge, le 31 décembre 1994. Accrochée au cercueil, sur le chemin du cimetière, elle n'a cessé de crier : « Pourquoi ? Pourquoi ? » Devant le caveau, elle a forcé la main du curé pour qu'il ouvre la tombe une dernière fois. Les hommes ont entamé un chant funèbre, mais leurs voix mêlées n'ont pas couvert ses plaintes. « C'est deux-ils ils s'aimaient comme des fous, confie le prêtre, ils n'avaient pas d'enfant et l'amour de l'un était tout entier dans l'autre. » Ivre de chagrin, seule malgré la foule, muette et si proche, elle répète qu'elle n'est plus rien car il n'est plus là. Veuve à trente-sept ans de Franck Muzzi, un employé de

banque sans haine et sans arna. Ancien trésorier de la Concoita - la vitrine légale du FLNC-Canal historique (clandestin) - il avait pris ses distances mais continuait de recevoir chez lui des membres du mouvement. Le 29 décembre, il est tombé sous les balles d'un tueur, au face de son domicile. Edith s'est maintenant redressée : « Je vous demande de me le venger ! »

Meis l'époque n'est plus aux vendettes familiales, ces lavages de sang pour l'honneur. Sur l'île de Beauté, les crimes sont parfois politiques, les plus souvent crapuleux avec des rejets effrayants ou maffieux. Sous le parapluie défilé d'un nationalisme fratricide, on compte peu de justiciers. Voici venu le temps des assassins. Aucun des trente-neuf homicides commis en 1994 n'a été élucidé. La Corse aurait-elle le secret du crime parfait ?

ÉRIC FOTTONINO

Lire la suite
et nos informations page 8

L'an neuf à Sarajevo

C'est 1995 qu'ont fêté les habitants de la capitale bosnienne, et non la paix, à laquelle ils ont du mal à croire

SARAJEVO

de notre correspondant

Leurs dernières cartouches ? Plusieurs heures avant minuit, des tirs ont retenti dans la capitale bosnienne, s'intensifiant à l'approche du Nouvel An. Sarajevo abordait 1995 dans le crépitements des armes automatiques. Tirs de joie, tirs de fête ou tirs d'ennui des hommes ancrés dans leurs tranchées. Mais, apparemment, peu de tirs pour tuer, même si certaines balles « perdues » virent fracasser des fenêtres. De rares explosions signalaient la participation des artilleurs à ce régal nocturne.

Sarajevo a fêté la nouvelle année jusque tard dans la nuit de samedi à dimanche, le gouvernement ayant levé le couvre-feu. Aucun Sarajevoien, en revanche, ne célébrait l'accord de « cessation des hostilités » qui a pris effet dimanche 1^{er} janvier à 12 heures, pour l'unique raison que personne ne croit à une paix soudaine.

La FORPRONU et les signataires sont pourtant optimistes. L'accord est « un grand pas vers la paix », a commenté le commandant de l'armée serbe de Bosnie, le général Ratko Mladic. « Je pense que les conditions sont réunies pour faire taire les armes et faire porter la diplomatie », a-t-il conclu. L'accord négocié par les Nations unies renforce le cessez-le-feu signé peu avant Noël. Serbes et Bosniaques s'engagent à séparer les forces combattantes, à accepter l'interposition des « casques bleus » sur les lignes de front, à garantir la liberté de mouvement de la FORPRONU et des organisations humanitaires, à libérer tous les prisonniers de guerre.

L'accord, conclu pour « une période initiale de quatre mois », précise également que les « troupes étrangères » devront se retirer de Bosnie-Herzégovine, allusion aux forces séparatistes serbes de Croatie qui participent à l'offensive contre l'enclave de

Bihac, au nord-ouest de la Bosnie. Les Nations unies espèrent créer sur le terrain, grâce à ce nouvel accord, des conditions favorables à la relance d'un processus diplomatique.

En cette soirée de réveillon, rares sont ceux qui auront prêté attention à la signature du pacte. Les mères de famille tentent de préparer un dîner convenable malgré la pénurie. Plusieurs centaines d'enfants regagnent leur foyer, enchantés par les aventures du Roi lion des studios Disney, projeté à l'initiative de l'association « Paris-Sarajevo ». Les hommes ont déjà entamé la bouteille de slibovica, les conversations se nourrissent d'eau-de-vie. Les jeunes filles achètent de se maquiller et attendent que les jeunes hommes viennent les quêrir. Dans chaque quartier, dans chaque immeuble, dans chaque bistrot, une soirée s'organise. Les plus malins tendent des câbles jusqu'à la station de police ou de l'armée la plus proche, afin d'y puiser l'électricité nécessaire à une fête réussie. Seul, quelques rares grognons, ou dépressifs, affirment que « l'entrée dans l'année 1995 ne mérite pas d'être célébrée ». Jusqu'à l'aube, Sarajevo va chanter et danser, occupée à ne pas perdre ces instants de bonheur, parce que convaincue que la guerre est loin d'être finie.

Les « casques bleus » ont, eux aussi, profité de la trêve. Chaque poste d'observation s'était approvisionné en vin du Bordelais. À l'aéroport, le bataillon français avait invité un groupe de rock bosnien, Erogena Zona, à animer la soirée. La détente après la frayeur... Samedi, un avion-cargo est venu s'écraser, sans faire de victime, sur un bunker que les « casques bleus » ont dû fuir précipitamment. À la résidence du général Michael Rose, les officiers de la FORPRONU faisaient sauter les bouchons de champagne, sans le représentant spécial de l'ONU, Yasushi Akashi, qui avait regagné son lit avant minuit, « fatigué par trois jours de négociations », selon un porte-parole. M. Akashi avait auparavant espéré que l'accord conclu allait permettre « l'ouverture d'un nouveau chapitre pour 1995 » en Bosnie-Herzégovine.

« Il faudra bien qu'un jour la paix arrive », dit un soldat accoudé au comptoir du Méridien, un restaurant du centre-ville. Toute la nuit, la brune Amela fredonne avec les fidèles des chansons d'amour. Le soldat arrive du front vers 1 heure, il a raté le « sretna nova godina » (bonne année) et les embrassades.

REMY OURDAN

Lire la suite page 4

Les entreprises, clés de la reprise

La consolidation de la reprise par l'investissement, le partage entre salaires et emplois : beaucoup dépendra des entreprises en 1995. Le retour d'une croissance, plus forte qu'annoncée, leur offre des perspectives de débouchés. Les restructurations menées pendant la récession ont accru leur compétitivité, comme le démontre l'excédent du commerce extérieur. Les firmes disposent de marges financières confortables.

Qu'en feront-elles ? Les attentes sont nombreuses, tant du côté politique - M. Balladur escompte l'amélioration de la courbe du chômage avant l'élection présidentielle - que de la part des salariés qui entendent bénéficier d'une part de la reprise. La compétition internationale interdit tout relâchement mais, en 1995, des merges de manœuvres existeront.

page 18

A L'ÉTRANGER : Allemagne, 3 DM ; Autriche, 3 S ; Belgique, 35 BF ; Canada, 25 C\$; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 200 PTA ; France, 700 F ; Grèce, 300 DR ; Irlande, 130 E ; Italie, 2000 L ; Japon, 120 Y\$; Luxembourg, 40 FL ; Maroc, 9 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; Royaume-Uni, 8 P ; Suède, 100 F ; Suisse, 10 S ; Tunisie, 800 m ; USA, 250 c ; N.Y., 2 \$.

هكذا من الأصل

Un entretien avec Hans Georg Gadamer

« Il nous faudra apprendre de plus en plus qu'autrui, lui aussi, nous considère comme un autre »

« Votre œuvre philosophique est consacrée à ce qu'on appelle l'herméneutique. C'est là une notion encore souvent mal connue ou mal comprise du public cultivé, même si elle suscite actuellement un intérêt croissant dans la communauté philosophique internationale. Pourriez-vous présenter l'idée de l'herméneutique à ceux qui n'en ont qu'une image très imprécise ? »

« La tâche que je m'étais fixée moi-même était, au départ, de cerner le concept d'herméneutique. J'avais rencontré l'expression dans les écrits des romantiques allemands, puis dans les usages qu'en avaient faits Husserl et Heidegger, en y voyant une nouvelle formule. Avant eux, la philosophie qui dominait, le néo-kantisme, parlait d'un fait : l'existence des sciences. C'était son premier et dernier argument. Je me rappelle avoir appris de mon maître Paul Natop, professeur à Marbourg : « Qu'est-ce que le donné ? Le donné est ce qui est à déterminer par les sciences. » Le débat philosophique tout entier s'en était vu extraordinairement rétréci et limité. C'est même encore visible dans le courant de pensée qui s'est dessiné en Allemagne dès après la première guerre mondiale sous l'appellation d'« existentialisme ». Ce courant consistait en un retour à une philosophie nouvelle, je suis devenu plus en plus conscient de cette situation au fur et à mesure que j'ai progressé dans mes propres recherches et au cours des rencontres que j'ai eu l'occasion de faire. »

« Je me rappelle en particulier mon voyage à Mendoza, en Argentine, après la seconde guerre mondiale et la rencontre que j'y fis de collègues italiens, français et anglais après la longue période d'isolement que nous avons connue en Allemagne. Je fus frappé par la masse de choses qu'on ne peut développer qu'à condition de parler à quelqu'un et d'avoir un réel échange avec lui. On jouit dans le dialogue d'une sorte d'avantage que la pure et simple transmission d'un savoir monologique, qui n'admet qu'un imposant sa vérité, ne peut atteindre. Autrui ne me donne en retour que ce qui nous préoccupe tous deux : le secret d'un échange authentique réside dans cette conviction. Cette idée était totalement inexistante dans l'Allemagne d'après-guerre, elle appartenait à un style plus littéraire que philosophique. Mais dans les milieux académiques cette idée du dialogue était tout à fait absente. La leçon magistrale était une lecture faite devant un auditoire, ce que dit exactement le terme allemand désignant une leçon : *Vorlesung*. »

« Le développement des sciences dans le monde occidental a provoqué un privilège pratiquement incroyable du monologue. Lorsque les mathématiques se sont libérées de l'envolement qu'elles exerçaient comme nouvelle rationalité pour devenir une sorte d'instrument de maîtrise de la nature, cela a constitué une sorte d'événement extraordinaire. C'est cela, la science moderne réside en ceci : le langage y est devenu un

Né en 1900 à Marburg, Hans Georg Gadamer est l'un des philosophes allemands les plus importants du vingtième siècle. Après avoir enseigné à Leipzig (1939) et à Francfort (1947), il fut professeur à l'université de Heidelberg de 1949 à sa retraite. Si le point de départ de sa réflexion doit beaucoup à Heidegger, qui dirigea sa thèse d'habilitation en 1929, le développement de sa pensée s'est éloigné de l'inspiration de son premier maître. Son œuvre majeure, « Vérité et méthode » (« Wahrheit und Methode », 1960, partiellement traduite aux éditions du Seuil, 1976), s'interroge sur cette forme de vérité dont chacun fait l'expérience dans l'œuvre d'art, indépendamment de la connaissance scientifique. Explorant ce qu'il appelle l'herméneutique, dont il donne une définition de base dans l'entretien que nous publions, Gadamer centre sa réflexion sur la question de l'interprétation, et sur l'idée que le langage, loin d'être un simple outil dont on fait usage, est constitutif du monde humain. Alors qu'en Allemagne ses œuvres complètes sont en cours de publication à Tübingen depuis 1985, les traductions françaises de ses ouvrages commencent à être plus nombreuses. Après les deux volumes d'études publiés aux éditions Aubier (« L'Art de comprendre », t. I et t. II, 1991), puis « L'Actualité du Beau » (Alinéa, 1992) et le fragment d'autobiographie intitulé « Années d'apprentissage philosophique », deux autres ouvrages de Hans Georg Gede-



mer viennent de paraître en français, « L'Éthique dialectique de Platon » (Actes Sud) et « L'idée du bien comme enjeu platonico-aristotélicien » (Librairie philosophique J. Vrin).

Dans l'entretien qu'il a accordé au « Monde », il éclaire quelques-uns des points essentiels de son parcours, et pose sur l'état présent des cultures un diagnostic porteur d'espoir.

instrument. Elle fait donc le contraire de ce que nous faisons lorsque nous nous entretenons en parlant.

« Nous ne trouvons jamais de mots capables d'exprimer quelque chose de définitif »

« Pensez-vous que ce soit cet engagement résolu de la modernité en faveur de la science qui a engendré ce que vous appelez des « déformations » au sein de la pensée philosophique ? »

« Oui, c'est absolument exact. Nous devons toujours garder présent à l'esprit que nous réfléchissons à partir de conceptions abstraites du langage, acquises dans l'horizon du concept de science des temps modernes. Ces conceptions ne nous viennent pas de la parole et de la vie elles-mêmes. Si mon intérêt s'est porté vers la philosophie grecque, c'est pour ramener les éléments positifs disparus au cours de cette destruction scientifique de l'expérience de la communication. »

« L'herméneutique consiste avant tout à comprendre que nous ne trouvons jamais de mots capables d'exprimer quelque chose de définitif. Nous laissons donc toujours ouverte la suite qu'il faudrait donner à nos propos. C'est là l'essence même du dialogue. Un dialogue n'a, en principe, aucune fin. De nouveaux éléments peuvent toujours

survenir, il peut toujours nous venir quelque chose de nouveau à l'esprit. Chaque idée nouvelle, chaque intuition soudaine est, en ce sens, une ouverture. C'est une différence entre la conception instrumentale du langage et sa conception herméneutique, est très profonde. »

« Longtemps indifférente ou hostile à la pensée herméneutique, la philosophie analytique n'est-elle pas en train de changer, et de prêter au dialogue une attention nouvelle ? »

« J'en ai fait récemment l'expérience à l'université Queen's, en Ontario, au Canada. Il y avait là un département composé au départ exclusivement de philosophes analytiques. L'un de mes anciens étudiants m'a un jour invité et nous avons eu un bon débat. Il m'y a réitéré cinq ans plus tard. Étant donné mon âge et la fatigue qu'occasionne ce genre de voyages, je lui ai répondu que j'avais déjà eu l'occasion de connaître ses collègues. Mais il m'a répliqué : « Non, il n'en est rien, car ils sont tous devenus herméneutiques, entre-temps ! » Pourquoi ? Ils avaient tout simplement compris que le même effort pour se libérer de toute construction théorique était à l'œuvre dans la devise phénoménologique d'« aller aux choses-mêmes » et dans l'orientation qu'avait prise la philosophie analytique. Eu outre, celle-ci s'était incroyablement rétrécie, au point d'être incapable de rayonner sur l'ensemble de la culture. Cela ne signifie pas que la philosophie analytique ne traite pas de questions sérieuses. Ses questions sont sérieuses et elles ont persisté jusqu'à aujourd'hui, puisqu'on les importe actuellement en Allemagne et que cette importation y constitue ce qu'il y a de plus neuf. Je n'ai rien contre. Je m'étais rendu compte que les frontières entre traditions devaient finir par disparaître. Mais nous, les Allemands, nous ne sommes malheureusement pas en mesure, et les Français non plus, de faire des tournures subtiles de la langue anglaise l'objet de la philosophie. Pour y parvenir, il faudrait être tout à fait familier des expressions idiomatiques de cette langue. »

« La sécheresse de ce type d'analyse n'a-t-elle pas également pour inconvénient majeur de laisser de côté la dimension proprement poétique de l'expression ? »

« Cela ne fait aucun doute. Je crois en effet que ce qui libère le plus et ce qui est le plus vivant dans toutes les langues, c'est leur capacité poétique, leur capacité à susciter des intuitions qui nous parlent véritablement. Ce que j'ai compris dans la phénoménologie, et en premier lieu chez Husserl, c'est la chose suivante : il écrit et présente les choses les plus triviales avec une telle subtilité de langage qu'on a l'impression qu'on voit littéralement ce dont il est question. On n'a, à vrai dire, même plus besoin de ses mots. »

« Vous parlez de déforma-

tions fondamentales de la philosophie. Où se trouvent-elles ? L'herméneutique est-elle une façon d'attirer l'attention sur ces déformations et, à terme, de s'en libérer ? »

« L'une des déformations introduites par la modernité en philosophie réside dans la séparation de principe entre la raison théorique et la raison pratique. Celle-ci est apparue tout d'abord chez Aristote, chez un Aristote compris, bien entendu, de façon très scolaire. La problématique de Socrate était encore neutre en ce qui concerne cette séparation de la raison théorique et de la raison pratique. Mais si l'on se demande ce que les Grecs, et en particulier Socrate, avaient présent à l'esprit lorsqu'ils se posaient la question du Bien, force est de constater que cette séparation n'y existait précisément pas. Comprendre l'ordre du monde, d'un côté, et s'efforcer, d'autre part, d'instaurer un ordre dans notre monde humain se formaient qu'une seule et même tâche. C'est à cette tâche qu'il nous faut revenir pour surmonter toutes ces déformations dérivées de la modernité. C'est certainement l'un des points à propos desquels il m'a été donné d'apprendre quelque chose d'Aristote, bien qu'Aristote n'ait jamais abordé directement cette question pour elle-même. Il n'en a parlé qu'occasionnellement et indirectement, par exemple lorsqu'il se demande ce que font « réellement » les dieux. »

« Le secret de tout art me semble résider en ceci : ce qu'on y appelle « progrès » est toujours aussi une forme de retour »

« Ces deux étaient pour lui des « êtres purement théoriques ». Mais que sont, pour Aristote, des « êtres purement théoriques » ? De tels êtres s'adonnent totalement à la tâche dans laquelle ils se plongent et qu'ils ont devant les yeux. Cela est d'une importance pratique considérable. Nous en faisons tous plus ou moins l'expérience lorsque nous nous sentons chercheurs. L'expression de « chercheur » est, elle aussi, un tant soit peu trompeuse, étant donné ses connotations géographiques et biographiques, qui nous donnent l'impression que des continents encore inconnus nous attendent toujours. Il n'en est pas véritablement ainsi, mais la question se pose quand même toujours de savoir si nous sommes réellement capables de prendre au sérieux l'opinion d'autrui. Or n'était-ce pas ce dont il s'agissait d'abord et avant tout pour Hegel lorsqu'il cherchait à

répondre à la question : « Qu'est-ce que la culture ? »

« La multiplication des rencontres et des dialogues entre les cultures dans le monde contemporain ne crée-t-elle pas une situation nouvelle, et des perspectives prometteuses pour le développement de nouvelles formes de pensée ? »

« En effet. Qu'autrui pense autrement que moi est évidemment positif. C'est ainsi qu'un monde nous ouvre des horizons les uns aux autres. Je pense même que la contribution majeure apportée par chacun à la culture du monde réside en fin de compte en cela. »

« Il va de soi qu'on ne peut espérer atteindre ce but directement : l'Europe a encore beaucoup à apprendre pour être un jour en mesure d'établir ce genre de communauté de dialogue. Mais le monde dans son ensemble finira par le faire, car il sera contraint de le faire. Pour la première fois en effet, toutes les grandes cultures du monde, y compris celles qui sont issues des religions autres que la nôtre, se trouvent pour ainsi dire soudées les unes aux autres par l'économie mondiale. Aussi devons-nous apprendre à nous entendre désormais les uns avec les autres. Il n'en a jamais été ainsi. »

« Nous admirons aujourd'hui le collègue japonais qui parvient à se retrouver dans le monde de nos concepts. Mais cela ne suffira pas, et de loin, à nous mener hors de notre langue et au-delà de nos propres barreaux conceptuels. Il pourra tout au plus, peut-être, nous donner en spectacle, de façon virtuose, la manière dont nous nous exprimons lorsque nous essayons de sortir de nous-mêmes sans parvenir à penser de façon productive. Et cela vaut bien entendu des deux côtés. Sortir de cette situation constituera à coup sûr une tâche pour le monde entier, si, par bonheur, nous parvenons à apporter des solutions appropriées aux problèmes écologiques ainsi qu'à ceux que pose l'organisation du monde. »

« Mais il nous faudra apprendre de plus en plus qu'autrui, lui aussi, nous considère comme un autre. Nous devons probablement accepter de plus en plus une coexistence réelle des différentes langues. Je me bats depuis toujours chez nous pour défendre l'idée qu'on devrait pouvoir parvenir soi-même à une deuxième langue si l'on veut pouvoir accéder à une compréhension là même où toute traduction échoue, c'est-à-dire dans le domaine de la poésie. »

« La communication artistique ne demeure-t-elle pas, considérée sous cet angle, le modèle dont cherche à s'approcher toute communication ? »

« Je pense pour ma part qu'il en est effectivement ainsi dès lors qu'on se sent, tant soit peu, chez soi dans une langue. Envisagée sous cet aspect, la musique, par exemple, constitue également l'une des pro-

messes essentielles de l'avenir. Le monde asiatique et, avec lui, le monde tout entier, s'est ouvert à la musique classique occidentale et vit dans cet univers. C'est là un phénomène que je ne parviens pas, quant à moi, à comprendre dans toute son ampleur, et peut-être n'y a-t-il personne encore qui soit à même de le faire. Mais il y a plus encore. On ne se contente pas d'en vivre. Il va de soi qu'on cherche aussi à la dépasser en se lançant dans les aventures musicales les plus audacieuses. »

« Le secret de tout art me semble résider en ceci : ce qu'on y appelle « progrès » est toujours aussi une forme de retour. C'est ainsi que de nouvelles choses se révèlent constamment à nos yeux. Pensons, par exemple, à la sculpture africaine, que nous avons appris à trouver magnifique au début de ce siècle. Si quelqu'un avait osé faire état de son admiration un siècle plus tôt, on l'aurait déclaré fou et enfermé dans un asile. »

« Le cas de la musique m'a particulièrement impressionné, mais j'admets volontiers qu'il en va de même pour la peinture. Paris m'a d'ailleurs donné l'occasion d'en faire l'expérience. Après bien des années, j'ai eu la chance d'y passer à nouveau quelques heures dans les musées. Et, comme cela arrive souvent à Paris, après avoir parcouru une collection extraordinairement riche, on en vient à déboucher sur les développements les plus récents de l'art pictural. On commence par se trouver surpris. On doit se reprendre pour s'en laisser imprégner, puis, lorsqu'on revient en arrière, c'est l'effet d'être étrangement pâle. Tous ces chemins, on peut les parcourir dans un sens ou dans l'autre. Ce sont là les chemins de l'art, le privilège véritable de l'art. La simultanéité d'expérience qu'il fait instaurer à l'égard de lui-même acquiert ici une toute nouvelle valeur. Elle n'a quasiment d'égal que la valeur revendiquée en propre par la religion, elle a valeur d'événement. »

« La vie sociale peut mener aux œuvres d'art, mais elle peut s'abîmer également dans les naufrages culturels, lorsqu'on exploite aveuglément les conquêtes scientifiques et technologiques contemporaines à des fins contraires à l'éthique de la compréhension mutuelle. L'herméneutique n'est-elle pas impuissante à enrayer ces désastres de civilisation ? »

« Ce destin propre à notre culture technologique et cette régulation qui s'étend de façon si puissante à toute la planète nous éveille et nous sensibilisent pourtant en même temps à la liberté. Il existe à cet égard un très bel exemple, dont je me sens volontiers. Il m'est donné par le texte de Walter Benjamin intitulé *L'Œuvre d'art à l'heure de sa reproductibilité technique*. L'auteur cherche à montrer que, dans le monde moderne, advient une nouvelle homogénéisation sociale. Celle-ci est liée à un nouvel ordre rationnel du monde social. Ce dernier, nous dit-il, nous pourrions désormais se produire qu'en se reproduisant, puisque l'aura propre à l'art y disparaît. Voilà une magnifique prophétie du contraire de ce qui arrive, car ce que nous voyons, c'est que nous ressentons à nouveau cette aura. »

« Partout on voit les gens se précipiter devant les originaux, malgré l'invasion des reproductions. Cette aura du « se comprendre l'un l'autre », voilà la nouvelle bonne nouvelle. Voyez ces visiteurs qui s'attardent un bon quart d'heure devant le tableau *Guernica*. Pourquoi resteraient-ils là un quart d'heure si ce n'est parce qu'ils ressentent cette aura ? Pourquoi s'attardent-ils s'ils ne pressentent pas que même ce qu'il y a de fragmentaire dans notre vie peut parvenir à s'élever grâce à notre faculté de compréhension herméneutique ? »

« J'ai moi-même fait l'expérience, partout où j'étais, de l'extrême importance qu'il y a à garder cette ouverture. On ne la maintient vraiment qu'en devenant conscient de l'incapacité radicale dans laquelle on sera toujours d'avoir le dernier mot. Voilà finalement en quoi consiste l'herméneutique. Elle consiste à savoir cette chose infimement simple : le dernier mot, eh bien, non, je ne veux pas l'avoir. »

« Merci... »

Propos recueillis par JACQUES POULAIN traduits de l'allemand par ELIE POULAIN

Du 2 au 14 janvier

Grandes Réclames Old England

HOMMES	FEMMES
- Pardessus 100 % cashmere : 3 600 F	- Manteau 100% cashmere : 3 600 F
- Imperméable raglan : 1 700 F	- Imperméable raglan : 1 700 F
- Costume : 2 950 F et 3 350 F	- Veste : 1 700 F
- Veste : 1 700 F	- Jupe : 495 F
- Pull lambswool col V et ras du cou : 395 F	- Pull cashmere 1 fil ras du cou et col cheminée : 990 F
- Pull cashmere 2 fils : 1 250 F	- Tunique col roulé cashmere 2 fils : 1 400 F
- Pyjama : 260 F	- Cardigan geelong : 750 F
- Chemise : 270 F	- Chemisier coton : 295 F
- Chaussures : 995 F	- Echarpe 100 % cashmere : 390 F

OLD ENGLAND
12, boulevard des Capucines 75009 Paris

Les forces russes s

مكتبة الأمل

INTERNATIONAL

TCHÉTCHÉNIE

Les forces russes subiraient de lourdes pertes dans Grozny

Les combats entre forces russes et indépendantistes tchétchènes se poursuivaient lundi 2 janvier dans le matinée à Grozny, notamment aux alentours du palais présidentiel. Ce dernier, au centre de la capitale, est pris en étau depuis dimanche 1^{er} janvier par les troupes russes, qui sont entrées dans la ville samedi. Les correspondants de l'AFP sur place ont signalé, lundi matin, la reprise des bombardements. Les forces armées russes ont perdu « des centaines » d'hommes depuis leur entrée dans le centre de Grozny samedi, a affirmé un député réformateur russe qui a quitté dimanche la Tchétchénie. Une grande partie des 250 blindés envoyés à l'assaut de la capitale tchétchène a été détruite par les forces tchétchènes, a affirmé ce député de la Douma, Viktor Cheiniss. Ce dernier a aussi démenti les informations du ministère russe de la défense affirmant que les forces russes avaient pris le contrôle du centre de Grozny. Par ailleurs, le colonel Vladimir Jiterenko, envoyé spécial en Tchétchénie du quotidien de l'armée russe « Krasnaïa Zvezda » a été tué dans la nuit de samedi à dimanche, a annoncé, lundi, l'agence ITAR-TASS.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Boris Eltsine a donc choisi la veille et le jour du Nouvel An pour décider ce qu'un commentateur russe a appelé la « culmination sanglante » de l'opération de reconquête de la Tchétchénie. En « cette plus belle fête de l'année », comme l'ont répété à satiété les présentateurs de la télévision, tandis que responsables politiques et vedettes du show-business poussaient vers le matin des vœux de « paix » voire « d'unité entre les peuples », des centaines de chars se sont lancés à l'assaut de Grozny, après une intense préparation d'artillerie et de nouveaux bombardements aériens. Les combattants tchétchènes ont gâché la fête, opposant une résistance désespérée, mais efficace : les rares images, les bribes d'informations fiables venues de la ville même ne permettent pas de dresser le moindre bilan. Pourtant, les tanks détruits, les corps de soldats russes en bouillie sur un trottoir, le fait qu'au terme de quarante heures de combats de rues, les Tchétchènes tenaient toujours le palais présidentiel et continuaient à acheminer des renforts, tout cela montre qu'à nouveau les responsables russes ont présumé de leurs forces, à moins qu'ils n'aient décidé que cette fois il fallait en finir et que le nombre des morts,

y compris russes, n'avait, à ce stade, plus d'importance. « Les chars russes tirent sur tout ce qui entrave leur progression. Il y a des centaines de victimes de part et d'autre, et il est impossible de compter les pertes dans la population civile. Si la ville est prise, le nombre des victimes se comptera par milliers », voilà ce qu'annonce, depuis un bunker où avec d'autres députés russes il s'abrite des bombes tout aussi russes, Sergueï Kovalov, l'homme qui a décidé de jouer sérieusement le rôle, au départ purement décoratif, que Boris Eltsine lui avait naguère confié, celui de président de la commission présidentielle des droits de l'homme.

Mines

radio-commandées

Rien de cela, bien entendu, ne transparaît dans les bulletins d'information officiels, où il est dit que « les forces du ministère de l'Intérieur et de l'armée poursuivent leur tâche de rétablissement de l'ordre constitutionnel », et que, dimanche soir, les « troupes fédérales contrôlaient complètement la situation ». Les seules victimes mentionnées sont celles des « bandes armées » du général Douaev qui sont considérées « d'actions criminelles sans précédent depuis la seconde guerre mondiale », à savoir l'utilisation « d'armes chimiques », des jerrycans remplis de chlore qu'ils font exploser, en même temps que des « mines radio-commandées au passage des unités des troupes fédérales ».

Le général Douaev lui-même, comme l'indiquent les services du contre-espionnage militaire, est « réfugié dans un bunker de la banlieue sud », et, pour faire face à la pénurie de munitions, il a donné l'ordre de « confisquer celles de la population civile, et de fusiller ceux qui s'y opposeraient ». Encore le bon peuple a-t-il dû attendre près de trente-six heures après le début de l'assaut pour obtenir ce genre « d'informations », les chaînes officielles ayant été quasiment muettes sur le sujet de samedi matin à dimanche soir, signe évident que les choses, sur le terrain, allaient mal. Au bulletin de 22 heures de la première chaîne russe, dimanche soir, il a d'ailleurs fallu attendre sept minutes consacrées au père Noël et une longue séquence répertoriant tout ce que l'année 1994 avait apporté d'événements positifs pour la Russie, pour avoir droit à un « reportage » inédit sur la Tchétchénie, où il était question des terribles souffrances endurées par les Russes et de l'aide alimentaire massive que l'on s'apprêtait à y acheminer. C'est seulement ensuite que fut brièvement évoquée la situation sur le terrain, bien entendu sous la forme exclusive des communiqués du « service d'information du gouvernement russe ».

Le service en question déploie tant de zèle que le ministre de la défense, le général Gratchev s'est, lui-même, cru obligé de démentir, dimanche soir, les communiqués par trop « optimistes » diffusés plus tôt dans la journée. Le « service » avait en effet diffusé dans la journée un texte affirmant que les troupes russes avaient « pris le contrôle du prétendu palais présidentiel » de Grozny, et laissent entendre que, d'une manière générale, l'affaire était dans le sac. Quelques heures plus tard, le ministre de la défense précise donc que seuls les « abords » du palais étaient contrôlés par l'armée russe (une affirmation elle-même contestée par des combattants tchétchènes cités par l'AFP), et que l'opération de « nettoyage » de la ville prendrait encore « cinq à six jours ».

Dans le souci de préserver une ombre de crédibilité, le « service d'information du gouvernement » a ensuite entrepris de discréditer la concurrence, à savoir les agences de presse et les radios internationales qui faisaient état de la très forte résistance opposée sur place à l'avancée des chars russes.

« Il n'y a pas de correspondants

étrangers à Grozny, les derniers sont partis samedi soir », a annoncé le porte-parole en chef, citant « les services de renseignement de l'armée ». Ce qui n'est ni vrai, ni tout à fait faux : l'Agence France-Presse, dernière agence sur place, a été contrainte de repier ses correspondants à une douzaine de kilomètres du centre, dont les journalistes s'approchent cependant quand les circonstances le permettent, recueillant les témoignages de combattants. Mais il devient de fait, de plus en plus difficile de constater, en connaissance de cause, une vérité officielle dont on sait d'expérience qu'elle a été jusqu'à présent complètement truquée.

Atmosphère

nauséuse

Le comportement de certains organes d'information russes, naguère « indépendants », a contribué à rendre encore un peu plus nauséuse l'atmosphère de ces journées « de fête ». L'agence Interfax, si précieuse au moment du « coup » d'août 1991, et devenue depuis une entreprise fort prospère, est allée au terme d'une évolution sensible

depuis plus d'un an, et a touché le fond : l'unique information – huit lignes – qu'elle ait diffusée samedi, journée de combats acharnés, était une mise au point officielle indiquant froidement qu'aucun assaut n'avait été lancé contre la ville. La radio privée Echo de Moscou, autre vieux compagnon des mauvais jours, a pris le même parti, celui d'accepter, sans la moindre réserve, l'information officielle, et rien d'autre. La surprise, et l'exception, est donc venue de la chaîne privée NTV, qui a « osé » dimanche soir une présentation des faits non seulement indépendante, mais féroce. L'assaut y fut présenté comme un patage sanglant, un nouvel échec des généraux russes, « qui ont cru bon de lancer l'attaque pour célébrer les fêtes de fin d'année, mais se sont retrouvés face à des musulmans qui, eux, ne boivent pas, y compris le 1^{er} de l'an ». Le présentateur n'a pas poussé l'audace jusqu'à la témérité, qui aurait été de désigner le principal responsable, Boris Eltsine. C'est le ministre de la défense, Pavel Gratchev, qui a été présenté comme le responsable de tout ce gâchis. Et,

par contraste, on a vu ses principaux rivaux, hostiles à la guerre, comme le général Gromov, qui est allé rendre ostensiblement visite, ces derniers jours, aux soldats russes blessés, et le général Lebed, qui, de sa voix cavernueuse, a expliqué qu'aucun Russe et aucun soldat ne pouvait comprendre qu'on rétablisse « l'ordre constitutionnel » à coups de bombes et d'obus. Pour couronner le tout, la chaîne a désigné Sergueï Kovalov comme son « homme de l'année ». Silhouette frêle, voix douce, l'ancien prisonnier politique, qui a si longtemps voulu croire à Boris Eltsine et qui s'était lui pendant l'assaut contre le Parlement de Moscou, est présenté aujourd'hui comme le successeur d'Andrei Sakharov, la conscience et l'honneur de la Russie. Une heure plus tard, sur la chaîne officielle, une « vedette » présente des vœux d'un autre genre : « Que la Russie soit forte et respectée, que plus jamais nous ne baissons la tête ». Et l'on annonce qu'à Grozny, l'armée a installé des cuisines de campagne qui distribuent « de la nourriture chaude » à la population.

JAN KRAUZE

« La terrible »

MOSCOU

de notre correspondant

En russe, Grozny veut dire « terrible ». Pourtant, la capitale tchétchène n'a rien de remarquable. Elle ressemble à beaucoup d'autres petites villes soviétiques, avec ses maisons immeubles du centre-ville alignées le long de larges prospect (avenues), avec ses pavillons, ses états de banlieue, ses faubourgs industriels pollués par les usines pétrochimiques et les raffineries. Parfois, quelques maisons, ébréchées derrière des pelissades, viennent pourtant rappeler le Caucase. Au centre de cette ville, qui comptait quelque 400 000 habitants avant le début des combats, trône le bâtiment de la présidence, symbole de la lutte en cours. C'est un grand immeuble morné de douze étages en béton, aux longs corridors, qui était destiné à accueillir et à montrer la domination des organes du Parti communiste local. Les alentours sont bordés d'immeubles de plus petite taille entre lesquels on peut se faufiler par des ruelles et des passages, bien connus des habitants et propices à la guérilla urbaine. Si Grozny est « terrible », c'est donc avant tout à cause de son histoire. La ville fut fondée en 1818, lors de la conquête du Caucase par l'armée tsariste, sur les rives de la rivière Soundja, par le général Alexeï Ermolov, réputé pour sa « politique coloniale brutale », selon les historiens officiels soviétiques. Alors fortifiée, elle servait de base aux expéditions punitives contre les Tchétchènes et les autres peuples montagnards qui ont poursuivi la résistance dans les mon-

tagnes, plus au sud. La ville a été baptisée « la terrible » par les Russes, précisément pour impressionner les « rebelles ». Apparemment avec le même succès : à l'époque qu'aujourd'hui. Même si les montagnards considèrent parfois ce nom comme une offense, il n'a jamais été changé, ni au temps de l'Union soviétique, ni après la déclaration d'indépendance tchétchène, en septembre 1991. Les Tchétchènes préfèrent cependant l'appeler « Sôfiya-Ghral », le « village de la Soufiane ».

Se développant avec le découverture du pétrole dans la région à la fin du XIX^e siècle, Grozny a, très longtemps, été peuplée en majorité de Russes, venus travailler dans les industries pétrochimiques.

Armes vendues

à ciel ouvert

Depuis l'indépendance, peu de choses ont changé. Peu de noms de rue ont été modifiés. Elles sont toujours indiquées en russe, même si la population russe quittait peu à peu la ville, d'ailleurs en raison de difficultés économiques nées du blocus de Moscou que de l'hostilité des Tchétchènes. Seul le bazar était vraiment animé, gorgé de produits, notamment turcs. Et il comptait une nouvelle marchandise chère à la population locale : des armes vendues à ciel ouvert. Après la farouche résistance armée des Tchétchènes pour défendre une « capitale » créée contre eux, cette petite ville banale restera sans doute « la terrible », mais cette fois dans la mémoire des Russes.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Une poignée de journalistes

A Moscou, le désinformation bat son plein : le pouvoir ment, manipule et dissuade la presse de se rendre sur le terrain. L'armée russe, de son côté, n'a pas pour habitude d'annoncer des correspondants dans ses fourgons. Bref, pour être informés sur ce qui se passe en Tchétchénie, les médias occidentaux ont dû essentiellement se reposer sur leurs bureaux moscovites. Pour le reste, c'est-à-dire le « direct », les témoignages sur le vif, les récits de bombardements aériens contre les populations civiles, il a fallu compter sur une poignée de courageux journalistes occidentaux restés à Grozny, en dépit de tous les dangers. Parmi les plus actifs, ceux de l'AFP – Isabelle Astiger-

rage, Sebastian Smith, Marielle Eudes – ont fourni une couverture remarquable de cette sale « petite » guerre. Sans eux, point de témoignages sur les bombes russes qui s'écrasent sur des immeubles d'habitation, un orphelinat ou des colonnes de femmes et d'enfants fuyant Grozny. Sans eux, pas moyen de prendre la mesure de la détermination de la population tchétchène à soutenir ses combattants – ceux-là mêmes que Moscou appelle « des bandits ». Sans eux, pas moyen de comprendre que la guerre russe n'est ni une guerre coloniale en Tchétchénie.

AI. Fr.

Le sénateur Bob Dole menace de bloquer l'aide financière américaine à Moscou

Le sénateur républicain Bob Dole a affirmé, dimanche 1^{er} janvier, que la crise tchétchène mettait en péril la démocratie en Russie et pourrait conduire les Etats-Unis à revoir leur politique d'aide financière à Moscou. « C'est une situation où Eltsine n'a rien à gagner et c'est un signe que la démocratie (en Russie) pourrait avoir atteint un point de rupture », a déclaré le futur chef de la majorité républicaine au Sénat, lors d'une émission télévisée de CBS. Tout en admettant le bien-fondé de la position de Moscou quant à la protection de son « intégrité territoriale », Bob Dole n'a pas caché que le Congrès pourrait être tenté de bloquer les futures aides financières à la Russie tant que l'option des armes ne serait pas abandonnée. Cette question se pose d'autant plus que le dossier des aides extérieures sera désormais supervisé par le sénateur ultra-conservateur Jesse Helms, qui s'est toujours montré hostile à un soutien financier à la Russie. Enfin, Anthony Lake, conseiller pour les affaires de sécurité nationale du président Clinton, a également critiqué la méthode musclée adoptée par Boris Eltsine. Elle ferait, selon lui,

« beaucoup plus de morts que ce qui devrait être », même si, d'après Washington, la position de Moscou est, politiquement, légitime. – (AFP, Reuters)

EN BREF

CHINE : nouvelles exécutions. – Vingt et un Chinois accusés de meurtres et de vols ont été exécutés mardi 27 décembre à Changchun (nord-est), a indiqué dimanche 1^{er} janvier le Quotidien du Jilin. Dix autres personnes accusées des mêmes crimes ont reçu l'ordinaire balle dans la nuque mardi 27 et mercredi 28 décembre dans l'île de Hainan (sud) après avoir été condamnées lors de grands procès publics, a rapporté le Quotidien de Hainan. Ces exécutions entrent dans le cadre de la traditionnelle campagne de sécurité précédant le Nouvel An lunaire, qui tombe cette année le 31 janvier. Dans la deuxième quinzaine de décembre, dix-neuf personnes ont ainsi été mises à mort à Xian (centre). La semaine dernière, huit ont été exécutées à Pékin, et neuf à Shanghai. – (AFP)

CORÉE DU NORD : Kim Jong-il est réapparu en public. – Le dirigeant nord-coréen Kim Jong-il, dont l'accession à la tête de l'Etat et du Parti des travailleurs (communiste) n'a toujours pas été confirmée, a mis fin à deux mois

d'absence publique, dimanche 1^{er} janvier, en inspectant pour le nouvel an une unité de l'armée, a rapporté l'agence officielle KCNA. Le successeur désigné du maréchal Kim Il-sung a adressé ses vœux aux hommes de la 21^e unité. Kim Jong-il n'avait pas été vu depuis le 1^{er} novembre 1994 ; il avait alors inspecté un pont en construction à Pyongyang. – (AFP)

UGANDA : élections générales en décembre. – Le président Yoweri Museveni a confirmé, dimanche 1^{er} janvier, lors d'une allocution radiotélévisée à l'occasion du Nouvel An, l'organisation d'élections présidentielle et législatives au mois de décembre. Il n'a pas précisé s'il serait candidat à sa propre succession. – (AFP)

TCHAD : la démocratie serait rétablie en avril. – La transition vers un régime démocratique arrivera « définitivement » son terme en avril 1995 et le Tchad devra se doter d'institutions démocratiques définitives », a déclaré, samedi 31 décembre, le président Idriss Deby. Indiquant que les prochaines élec-

tions seront « un événement important », il a appelé ses compatriotes « en âge de voter, ceux de l'intérieur comme ceux résidant à l'étranger », à s'inscrire « massivement » sur les listes électorales. – (AFP)

TURQUIE : deux morts et vingt-deux blessés dans un attentat contre un autocar. – Trois hommes et une femme armés ont tué, dans la nuit du vendredi 30 au samedi 31 décembre, deux passagers d'un autocar et en ont blessé vingt-deux autres, alors que le véhicule venait d'Ankara et se dirigeait vers Istanbul. Les assaillants ont jeté une grenade dans le car et ouvert le feu sur les passagers avant de s'enfuir à bord d'un taxi. On ignore si l'attentat est à imputer à la rébellion kurde, à l'activisme islamique ou à la guérilla urbaine d'extrême gauche. Neuf heures plus tôt, une bombe avait explosé au bar de l'Hôtel Marmara, établissement de luxe du centre d'Istanbul, tuant une personne et en blessant deux autres. Cet attentat n'a pas non plus été revendiqué. – (Reuters)

Le 9 janvier, vous découvrirez les pages « France » du nouveau Monde.

« La nouvelle séquence France », c'est la maison France, vue de l'intérieur, de la cave au grenier, toutes les pièces où se discutent et se prennent les décisions non seulement politiques, mais aussi économiques et sociales, celles qui nous concernent tous.

Patrick Jarreau, responsable de la séquence « France ».

Le Monde

EUROPE

Prévu pour une période de quatre mois

L'accord sur la « cessation des hostilités » en Bosnie sera long à mettre en œuvre

Des responsables militaires bosniaques et serbes de Bosnie ont commencé dimanche 1^{er} janvier à examiner la façon dont l'accord sur la cessation des hostilités, signé le 31 décembre 1994 au soir, allait être appliqué. Cette réunion s'est tenue en présence du général Michael Rose, commandant de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) pour la Bosnie, qui avait dirigé les négociations en vue de l'accord sur la cessation des hostilités.

Cet accord en neuf points a pris effet officiellement dimanche à midi heure locale, pour une période de quatre mois, éventuellement renouvelable. Il complète et organise l'accord de cessez-le-feu entré en application le 24 décembre. Des délais, parfois longs, seront toutefois nécessaires pour la concrétisation de certaines dispositions, a indiqué une source de l'ONU.

L'accord stipule notamment que la FORPRONU doit s'interposer dans certaines zones entre les belligérants. Le général Rose a indiqué qu'elle surveillerait les lignes de front avec un nombre limité de « casques bleus ». Les prisonniers pourraient commencer à être échangés à partir du 15 janvier avec l'aide du Comité international de la Croix-Rouge



(CICR). L'accord souligne la nécessité d'un retour à la normale de la vie, notamment à Sarajevo, par le rétablissement de la distribution de l'eau, de l'électricité et du gaz. Il prévoit aussi le départ « des troupes étrangères » de Bosnie, ce qui vise les Serbes de Croatie venus combattre dans la poche de Bihać. Ce départ était

l'une des conditions sine qua non pour la signature de l'accord par le gouvernement bosniaque. Dimanche matin, des tirs d'artillerie et d'armes antiaériennes par les Serbes de Croatie ont été enregistrés dans l'ouest de l'enclave de Bihać, a indiqué un porte-parole de la FORPRONU. (AFP, Reuters)

L'An neuf à Sarajevo

Suite de la première page

« Il n'y a aucune raison que ce cessez-le-feu soit plus respecté que les précédents », commente-t-il. Les Serbes n'accepteront jamais de rendre des territoires, et nous, les Bosniaques, nous ne capitulerons pas. L'homme en treillis commande un whisky, il ne veut pas parler de la guerre, pas ce soir... Dans son bulletin de dimanche, la télévision bosniaque

évoque l'hypothèse que la trêve de quatre mois serve surtout à préparer la reprise des offensives au printemps.

La balle est désormais dans le camp des diplomates. Des deux côtés des lignes de front, les armées et milices bosniaques paraissent prêtes à s'accorder un répit hivernal. Mais dans huit à dix semaines, la neige commencera à fondre. Le temps est donc compté pour ceux qui espèrent relancer les

négociations politiques. L'accord obtenu par Yasushi Akashi, s'il peut être saluatoire pour les populations civiles pendant cet hiver, n'a pas révélé une volonté d'en finir avec le conflit. Les signataires ne se sont pas rencontrés et ont apposé séparément leurs paraphe sur le document final.

Les Serbes n'ont, à aucun moment, paru revenir sur leur refus catégorique d'accepter le plan de paix du « groupe de contact », même s'ils ne cessent d'appeler à une reprise des négociations, et les Bosniaques préviennent qu'ils sont prêts à se battre pour récupérer les territoires que les Serbes ne voudront pas abandonner.

RÉMY OURDAN

GRANDE-BRETAGNE

1994, l'année-catastrophe de John Major

Au terme d'une année noire, le premier ministre britannique, John Major, a tenté de reprendre l'initiative à l'occasion du Nouvel An, en lançant un appel à l'unité du Parti conservateur et en s'en prenant vivement au projet travailliste de décentralisation pour l'Ecosse et le pays de Galles.

LONDRES

de notre correspondant

1992 avait été, pour la monarchie britannique, l'année horribile, qui culmine avec la séparation du prince de Galles et de lady Diana. 1994 aussi aura été, pour le premier ministre John Major, une année horrible au cours de laquelle rien ne lui aura été épargné : échecs électoraux en série, succession de scandales sordides, sexuels ou financiers, qui ont entraîné la démission de plusieurs ministres et fait chuter la popularité du gouvernement à un niveau jamais connu : 8 % d'opinion favorable en décembre, alors que les travaillistes caracolent avec 39 points d'avance sur les conservateurs. Sans oublier les querelles intestines du Parti conservateur, dans lesquelles les euro-sceptiques, appuyés en sous-main par Margaret Thatcher, font tout pour obtenir la tête de M. Major.

Devenue une telle situation, l'embellie économique et le cessez-le-feu en Irlande du Nord - succès personnel pour le premier ministre - ont pesé bien peu.

Face à des tristes qui, après avoir battu les records de longévité, semblent ne plus très bien savoir quoi faire du pouvoir, le Labour a sorti, en 1994, un atout

mettre en la personne de Tony Blair. Ce dernier, élu après le soudain décès de John Smith, a entrepris une opération de révélation d'un parti usé par des certitudes idéologiques d'un autre âge et les luttes de chapelle. En donnant naissance à un nouveau parti, moins à gauche et moins dogmatique, et donc moins inquiétant pour les classes moyennes qui désertent le camp conservateur, « Tony » a porté le fer au cœur même du dispositif adverse. Politicien le plus populaire de l'année, il a entrepris de rassurer, tout en laissant un certain flou planer autour de son futur programme.

Réduire la pression fiscale

Tout s'est donc conjugué contre M. Major, éclaboussé par les affaires - le « leaze » -, alors que personne ne met en doute son intégrité, et accusé de feblesse pour ne pas savoir remettre de l'ordre dans son parti alors que sa qualité principale est une ténacité sans laquelle il n'aurait pas survécu aux récents orages. En particulier sur l'Europe, terrain de bataille choisi par ses rivaux politiques, qui, bien que peu nombreux aux Communes, peuvent le priver d'une majorité stable. Le premier ministre se trouve dans une position similaire à celle de Harold Macmillan en 1963, qui écrivait : « une bande de quinze à vingt assassins » d'envoyer menaçant sa chute.

L'image de M. Major s'est tellement détériorée que rares sont ceux qui pensent qu'il survivra jusqu'aux élections, prévues au

printemps de 1997. Les couteaux s'affûtent, même au sein du cabinet. Quant aux milieux d'affaires, en dépit d'une indéniable reprise économique, ils doutent des capacités du gouvernement et restent impatients au « feel good factor », cet optimisme sur lequel comptait le premier ministre pour redresser la barre.

M. Major, qui joua son va-tout sur la réussite économique, a promis, dans ses messages de Nouvel An, de réduire la pression fiscale à 20 %. Parviendra-t-il à convaincre des électeurs qui ont vu ces dernières années - y compris dans le budget présenté début décembre - leurs impôts augmenter ? Le premier ministre a, aussi, lancé aux euro-sceptiques un appel à l'unité du parti, condition sine qua non de son « invincibilité ». Il s'en est, enfin, vivement pris à l'engagement de Tony Blair d'une dévolution de pouvoir à un Parlement local en Ecosse et au pays de Galles. M. Major l'a accusé de vouloir détruire le pays et ses institutions par « une des plus dangereuses propositions jamais présentées à la nation britannique ».

Tony Blair devra, aussi, présenter un programme de gouvernement cohérent, qui n'apparaîtra pas comme un catalogue électoral étreint tout. Car l'opinion, si elle le chérît, demeure plus anti-tory que pro-Labour. Et ce alors que l'impact de la reprise risque de se faire enfin sentir dans l'opinion. Comme l'écrit le *Sunday Times* : « John Major a rendu la politique à nouveau divertissante ».

PATRICE DE BEER

DIPLOMATIE

L'Europe des Quinze va étudier son élargissement à l'Est

Suite de la première page

Ils sont déjà intégrés au marché unique communautaire pour les produits manufacturés, mais leur adhésion implique, ce qui est appréciable pour la France, l'ouverture de leurs marchés agricoles, jusqu'ici protégés.

Le revers de la médaille, c'est qu'ils manifesteront peu de compréhension pour une politique agricole commune (PAC) tournée vers l'exportation, telle que l'entendent les Français. Favorables, comme les Allemands, à une agriculture suffisamment aidée pour maintenir les paysans à la ferme, gardienne des paysages et tournée vers la satisfaction des besoins intérieurs, ils seront des interlocuteurs difficiles pour Paris lorsqu'il faudra débattre d'une nouvelle réforme de la PAC, dans la perspective de l'élargissement vers l'Est.

Is renforceront le camp de ceux qui, au sein de l'Union, plaident pour davantage d'audace en matière de défense de l'environnement et qui, refusant l'ultra-libéralisme cher aux conservateurs britanniques, estiment nécessaire d'introduire, au niveau communautaire, un minimum de règles de protection sociale.

Les trois nouveaux, à l'instar des autres Etats membres, auront leurs exigences spécifiques. Malgré leurs bonnes dispositions, ils risquent d'alourdir encore le fonctionnement d'une Union qui, soumise ces dernières années à la pression de ses « eurosceptiques », n'a pas été capable d'aménager à temps ses institutions. De telles pesanteurs peuvent gêner la présidence française, de même que l'entrée en fonction d'une nouvelle Commission à qui il faudra deux ou trois mois pour « trouver ses marques », et dont aucun des membres ne s'identifie à une vision forte de l'Europe.

« Patouillage et marécage »

Les Allemands - c'est le principal acquis de leur présidence - ont fait reconnaître l'inéluctabilité de l'adhésion des PECO. Lesquels ? et surtout quand et comment ? Récemment, Hans Van den Broek, le commissaire (néerlandais) désormais chargé de la politique à l'Est, a exclu pas un élargissement de l'Union, au moins aux plus avancés d'entre eux, avant l'an 2000. Mais un haut fonctionnaire de la Commission, lui aussi en charge du dossier, nous expliquait que les Allemands, prenant conscience de l'étendue des difficultés à surmonter (notamment en ce qui concerne l'agriculture et les fonds structurels), devenaient moins pressés, parlant d'une première vague d'adhésion, la plus limitée possible, vers 2003... « Patouillage et marécage », selon l'expression d'un de nos plus brillants diplomates pour résumer la situation !

Les Français préféreront peut-être s'en tenir à la procédure annoncée à Essen. La Commission a été chargée d'étudier l'aménagement des politiques communes pour rendre l'élargissement possible sans désastre budgétaire. Surtout elle doit présenter, « à temps », avant le Conseil européen de Cannes, en juin, un Livre blanc décrivant la marche à suivre pour assurer « la préparation des pays associés à l'intégration dans le marché intérieur de l'Union ».

On lui souhaite bonne chance, s'agissant de pays aux structures économiques et au niveau de développement très différents et donc réfractaires à un modèle unique. La principale caractéristique de ce document pourrait être de mettre en relief l'ampleur de la tâche et de donner ainsi des arguments à ceux qui mettent en garde contre toute précipitation.

A l'initiative de Paris, il a été demandé à l'UEO (l'Union de l'Europe occidentale) de réfléchir sur les modalités possibles d'une intégration des PECO. Cette organisation, qui réunit, comme membres à part entière, dix des quinze pays de l'Union (le Dane-

mark, l'Irlande, l'Autriche, la Finlande, la Suède, etc.), ou auront un statut d'observateur) possède un statut hybride, à la fois « pilier européen de l'Alliance atlantique » et « bras armé de l'Union européenne ». Elle sort lentement du long sommeil où certains de ses membres ont cherché longtemps à la maintenir. Edouard Balladur a manifesté, ces derniers temps, un intérêt particulier pour le développement d'une défense européenne autonome et Alain Juppé a souligné la nécessité de répondre de manière concrète aux attentes des pays associés d'Europe de l'Est, en matière de sécurité. On peut donc penser que la présidence française activera l'UEO dans l'hypothèse où celle-ci éprouverait encore quelque difficulté à échapper à sa léthargie.

Des paroles vides sur la Méditerranée

« La Méditerranée constitue pour l'Union européenne une zone prioritaire d'importance stratégique », lit-on dans les conclusions de la présidence, publiées à l'issue du Conseil européen d'Essen. Comme le remarquait un haut fonctionnaire français, en dépit des tentatives qui ont été faites et qui se sont traduites par plusieurs générations d'accords, aux appellations toujours plus ambitieuses et océaniques sans grande consistance, il n'existe pas de politique méditerranéenne de l'Union. « L'Union donne de l'argent, elle en donnera davantage et ça ne changera rien. Est-on prêt à parler d'immigration ? de sécurité dans la Méditerranée ? Est-on d'accord pour une large ouverture commerciale, aux oranges, aux tomates, aux tomates ? Jusqu'à présent, ce ne sont que des mots, y compris dans la bouche de ceux qui réclament une telle politique », constate notre interlocuteur.

Peut-on changer la donne ? La France le souhaite, mais aussi l'Espagne, l'Italie, la Grèce. Agir est d'autant plus difficile que les problèmes sont multiples et divers, plus encore que dans le cas des PECO. Le Maghreb n'appelle pas forcément les mêmes solutions que la Méditerranée orientale. La Turquie, le plus ancien

pays associé de l'Union, en est moins proche aujourd'hui qu'il y a quinze ans. Ni le gouvernement d'Ankara, avec sa politique de répression au Kurdistan, ni le gouvernement grec, qui bloque la mise en place prévue d'une union douanière, ne facilitent les choses. De la même façon, l'absence de rapprochement entre les deux communautés de Chypre reste un obstacle à l'adhésion de l'île, que les Quinze se sont pourtant engagés à négocier, en même temps que celle de Malte.

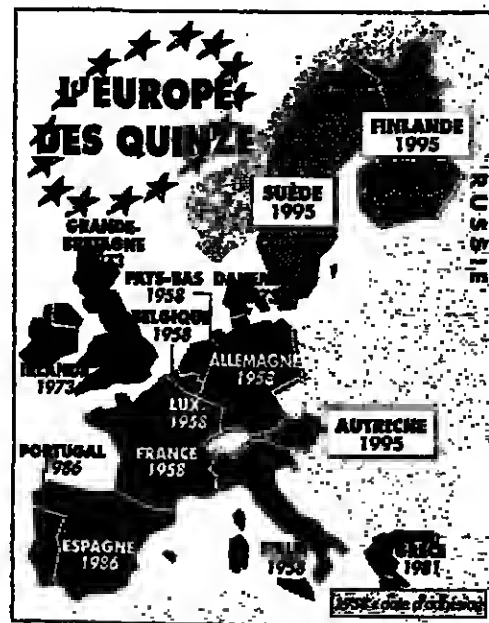
Dans l'immédiat, la France veillera à ce que la négociation de nouveaux accords d'association avec le Maroc, le Tunisie et Israël, qui aurait dû être achevée avant la fin 1994, soit rapidement menée à son terme. Au-delà, elle paraît désireuse de proposer un concept d'ensemble, mais hésitante sur la faisabilité d'un tel exercice.

La conférence de 1996

Les travaux du groupe chargé de préparer la conférence intergouvernementale de 1996 sur la réforme des institutions ne débuteront qu'en juillet, en même temps que la présidence espagnole, mais le débat engagé depuis l'automne dernier devrait se développer sans attendre. Apparemment les Français, si tant est qu'ils aient une vision unique de l'entreprise, ne croient pas à une mise à plat généralisée, à une refonte en profondeur de l'organisation de l'Union ; ils penchent plutôt, outre les correctifs institutionnels nécessaires pour éviter la paralysie, pour quelques pas significatifs, là où se dégageaient des consensus. « 1996 ne sera pas le Grand Soir », résume l'un d'eux.

En 1996, la France insistera pour qu'une avancée importante soit accomplie en matière de politique étrangère et de sécurité (PESC), ainsi que de défense commune. Il faut que le traité qui sera approuvé en 1996 ou 1997 fasse pour la PESC ce que le traité de Maastricht a fait pour la monnaie, à savoir mettre en place un système de préparation de la décision et de prise de décision », a expliqué à Essen, en marge de la réunion, Alain Lamassoure, ministre des affaires européennes, annonçant « un document de synthèse sur les grands choix politiques que l'Union aura à traiter au cours des prochaines années et durant la conférence intergouvernementale ».

PHILIPPE LEMAITRE



La population de l'Union européenne augmente de 6,2 %, avec l'arrivée des trois nouveaux Etats membres. Elle est désormais de 370,452 millions, soit 40 % de plus que la population des Etats-Unis et trois fois plus que celle du Japon.

L'Union européenne s'étend du Péloponnèse au cercle polaire, sur 3,235 millions de kilomètres carrés, l'équivalent d'un tiers de la superficie des Etats-Unis. Avec l'entrée de l'Autriche, de la Suède et de la Finlande, le revenu moyen par habitant dans l'Union augmente de 1 % environ, selon l'Institut de statistiques Eurostat. Deux des nouveaux pays membres se situent en effet nettement au-dessus de la moyenne de l'Union européenne (Indice 100) : l'Autriche (122) et la Suède (114), qui rejoignent le peloton de tête des pays les plus riches de l'Union, avec le Luxembourg (168), le Danemark (140), l'Allemagne (126) et la France (117). La Finlande (88), pour sa part, se situe en dessous de la moyenne communautaire, juste derrière l'Italie (91) et devant le Royaume-Uni (87).

Le produit intérieur brut total augmente d'environ 7 % à 5 837 milliards d'euros ; il devance celui des Etats-Unis d'environ 10 % et celui du Japon de 64 %, selon Eurostat. Le suédois et le finlandais s'ajoutent aux neuf langues officielles de l'Union. Le Parlement européen passe de 567 députés à 626 (22 Suédois, 21 Autrichiens et 16 Finlandais). La nouvelle Commission européenne, présidée par le Luxembourgeois Jacques Santer, aura 20 membres, dont un commissaire pour chacun des trois nouveaux pays adhérents.

L'armée change d

ROCH-ORANT

Trace d'un rhiperique au le site des Pyramides à

PANNAGES RAPIDES COPIEURS Canon Duriez

33-54-15-73

هكمانه الأمل

INTERNATIONAL

PROCHE-ORIENT

ISRAËL

L'armée change de chef d'état-major

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le chef d'état-major le plus « politique » de l'histoire d'Israël, personnellement associé à l'élaboration des accords de paix avec l'OLP, a été remplacé, dimanche 1^{er} janvier, par celui qui va être chargé d'en appliquer la phase la plus délicate. Le général Ehud Barak, cinquante-deux ans, dont l'étoile a progressivement cessé de briller au long de ces quatre dernières années au sommet de la hiérarchie militaire, a cédé la place à celui qui fut son adjoint pendant cette même période, le général Amnon Shazar, cinquante ans.

Le général Shazar a pris soin de ne pas donner le sentiment qu'il allait révolutionner l'armée. En prenant ses fonctions, il a d'ores et déjà laissé entendre qu'il continuerait « la voie entrepris » par Ehud Barak. Il aura pour principales tâches de redéployer l'armée hors des villes palestiniennes de la Cisjordanie occupée et de préparer le retrait éventuel des troupes du plateau du Golan. D'aucuns prédisent déjà des heurts avec les colons, qui se plaignent de plus en plus « d'être livrés à eux-mêmes ».

Nommé, en 1993, par Itzhak Rabin, le premier ministre, à la tête de la délégation chargée de négocier avec l'OLP l'autonomie palestinienne, il n'a cessé de s'attirer les foudres de l'opposition de droite, qui l'accuse de « faire le jeu » des travaillistes. « L'OLP n'est plus ce qu'elle était, rétorque-t-il, puisqu'elle reconnaît sans détour l'existence de l'Etat d'Israël ».

Contrairement à Amnon Shazar, désigné sans la moindre opposition, Ehud Barak avait pris

ses fonctions après une véritable opération de relations publiques qui avait finalement joué à son désavantage. Les Israéliens, auxquels on venait de rappeler les brillants faits d'armes du jeune officier de commando, attendaient de lui qu'il transforme de fond en comble leur armée, la rende plus efficace, et surtout redonne vigueur au fameux « bras long de Tsahal, capable de frapper partout avec précision et rapidité ».

Les tentations de la politique

Le général Barak quitte l'unité formée sur un certain échec que n'a pu effacer la création, par ses soins, des « unités spéciales », ces soldats déguisés en Palestiniens qui, depuis juin 1991, tentent avec un succès relatif de déjouer les attentats anti-israéliens.

Dans l'esprit de beaucoup de ses anciens admirateurs, il reste le chef d'état-major sous le

commandement duquel des soldats abandonnèrent leur poste tant face au Hezbollah, au Liban du Sud, que face au Mouvement de la résistance islamique (Hamas), près de la colonie de Netzarim, dans la bande de Gaza. Beaucoup ne lui ont pas pardonné l'échec de l'opération « Justice rendue », en juillet 1993, contre le Hezbollah, qui s'était soldée par un exode des populations civiles vers le nord du Liban et n'avait pas éradiqué, comme prévu, « le terrorisme proutien ».

« Lorsque Barak n'a pas mêlé armée et politique, il n'a systématiquement réussi dans ses entreprises », écrit le quotidien Yediot Aharnout. Mais lorsqu'il a mélangé ces deux ingrédients incompatibles en Israël, ses décisions ont été très controversées. »

Des ministres travaillistes ne lui ont ainsi jamais pardonné d'avoir apporté de l'eau au moulin de l'opposition en insistant publiquement sur « les dangers d'un retrait total du Golan » ou en met-

tant en garde contre un « redéploiement trop vaste » de ses troupes hors des villes palestiniennes de Cisjordanie. Il avait cependant su se racheter en maintes occasions, notamment en défendant avec brio ses officiers responsables de la sécurité dans le caveau des Patriarches, devant les juges de la commission chargée de faire la lumière sur le massacre de vingt-neuf Palestiniens par un colon, le 25 février 1994.

Ses « projets civils » demeurent obscurs et il se refuse à les évoquer en public. Des commentateurs l'ont déjà couronné « conseiller militaire spécial pour les négociations avec la Syrie », puisqu'il a déjà participé, à Washington, à une série de rencontres avec des officiers supérieurs de ce pays. D'autres le voient décharger le premier ministre de son portefeuille de la défense, d'autres succéder à M. Rabin à la tête du Parti travailliste, lors des prochaines élections géographiques de 1996. (Interim.)

Premier timbre aux couleurs de la Palestine

« Nous allons continuer la révolution palestinienne jusqu'au dernier martyr pour créer un Etat palestinien », a déclaré Yasser Arafat, dimanche 1^{er} janvier, à Gaza, à l'occasion des cérémonies qui ont marqué le trentième anniversaire de son mouvement, le Fatah. Le président de l'Autorité palestinienne a affirmé que cet Etat aurait pour capitale Jérusalem : « Ceux qui ne sont pas d'accord peuvent boire la mer de Gaza », a-t-il ironisé.

Des milliers de personnes ont assisté au rassemblement, organisé dans un stade. La veille, une marche aux flambeaux avait eu lieu dans les rues de Gaza, décorées de drapeaux palestiniens et de portraits du chef de l'OLP.

M. Arafat a posté, dimanche, à Gaza, la première lettre affranchie d'un timbre palestinien et destinée au bureau de l'OLP en Suède. Le cachet d'oblitération rond porte l'inscription « Gaza » en arabe et en anglais. Sur le premier timbre palestinien, figurent le Saint-Sépulcre et le Dôme du Rocher de même que le drapeau palestinien et l'ins-

cription « Autorité palestinienne ».

L'Autorité palestinienne va demander aux Etats arabes, lors de la réunion des ministres de l'intérieur de la Ligue arabe qui doit se réunir à Tunis, de reconnaître la validité du passeport qui sera prochainement distribué aux habitants des régions autonomes de Gaza et Jéricho. Imprimé en Allemagne, le passeport palestinien, en anglais et en arabe, est de couleur vert foncé. Sa couverture est ornée d'un aigle, surmontant le mot « Palestine ». (AFP)

EGYPTE

Le tracé d'un périphérique qui menaçait le site des Pyramides a été dévié

Les pyramides de Guizeh viennent d'échapper à une catastrophe, le béton ayant failli « tuer » les pharaons. Les travaux de construction du périphérique du Grand Caire avaient en effet commencé sur le plateau abritant la dernière merveille du monde antique. Ils ont été suspendus en attendant qu'une commission ad hoc propose un nouveau tracé.

LE CAIRE

de notre correspondant

Deux pylônes bérissés de fer, sur la route de Saqqara, marquent le lieu où devait passer le périphérique dont le tracé traverse le site des Pyramides. La route allait non seulement enterrer des vestiges, mais aussi entraîner toutes sortes de constructions à moins de 2 km des Pyramides. C'était « une défiguration du site, doublée de mini-séismes à répétition provoqués par les poids lourds », selon l'expression d'un archéologue.

Le projet de périphérique, long de 95 km et large de 42 m, a été conçu il y a une douzaine d'années, mais c'est seulement le 30 décembre 1985 que l'Organisation générale des antiquités donnait son feu vert « après fouilles » — elles ont duré une semaine ! — au tracé proposé par le ministère de la reconstruction pour la région des Pyramides. Selon le journal officieux El Akhbar, le tracé origi-

nel, élaboré en coopération avec l'IAURIF (Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France) en 1980, prévoyait d'éviter la région des Pyramides en allant plus au sud. Il aurait buté sur l'opposition des propriétaires terriens de la région, qui auraient réussi à dévier le tracé pour ne pas être expropriés.

Neuf ans plus tard, en novembre 1994, après une campagne de presse menée par El Akhbar et le mecenat de l'UNESCO de dénoncer l'accord signé en 1971 avec l'Egypte, ce projet a été considéré comme faisant partie du patrimoine de l'humanité, l'Organisation des antiquités a soudain découvert que le périphérique allait passer par une zone « renfermant très probablement des antiquités ».

Une logique contestée

En conséquence, le président Hosni Moubarak décide, fin novembre, de faire suspendre les travaux et le gouvernement — qualifié d'« aveugle, sourd et muet » par un editorialiste d'El Akhbar — coopte immédiatement un comité composé de responsables des ministères de la reconstruction, de la culture, du tourisme et de la défense (le tracé alternatif pouvait passer par une zone militaire). Le 14 décembre 1994, la décision est prise de modifier le tracé, d'autant que, quelques jours plus tôt, les égyptologues avaient découvert, « à quelque mètres de là », une momie d'enfant et sept sarcophages en bois, dont un royal de la XXVI^e dynastie, vieux de deux mille cinq cents ans.

Le comité n'a pas encore terminé son étude des tracés alternatifs, mais déjà le ministre de la reconstruction s'est prononcé en faveur d'une déviation de 2 à 4 km au maximum, pour que « la longueur du périphérique ne décourage pas ses éventuels utilisateurs ». Il s'est par ailleurs étonné de la virulence de la cam-

pagne « nhras que durant des années toutes les agressions ont été permises ». De fait, dans les années 70, l'organisme des antiquités avait laissé s'étendre le village de Nazlet-el-Sennan, qui a pratiquement atteint les pattes avant du Sphinx, et le gouvernement avait permis la construction d'un hôtel cinq étoiles et de tours à moins de 2 km à l'est des Pyramides.

Cette logique est contestée par les adversaires d'une telle solution, qui estiment que le ministère cherche en réalité à éviter le surcoût. Le tracé qui, selon les égyptologues, occasionnera le moins de dommages archéologiques possibles devrait passer au sud des Pyramides de Dahchour.

Ce détour allongera le périphérique de 40 km et augmentera le coût de construction de près de 20 millions de dollars. Les défenseurs des Pyramides estiment que cette somme est minime comparée à la perte du patrimoine et des recettes du tourisme. « On a bien trouvé de l'argent pour sauver les temples de Nubie, que presque personne ne visite. On devrait bien pouvoir en trouver pour sauver la dernière merveille du monde », commente un égyptologue.

ALEXANDRE BUCCIANTI

IRAN : le Parlement adopte la loi sur l'interdiction des antennes paraboliques. — Le Parlement a adopté, dimanche 1^{er} janvier, une loi, valable pour une durée de trois ans, sur l'interdiction des antennes satellitaires de réception des chaînes de télévision étrangères. A l'issue de débats souvent houleux, les différents articles de la proposition de loi ont été approuvés par la majorité du Parlement, dominé par des conservateurs islamiques. Le texte voté fixe un « délai d'un mois » aux utilisateurs pour démonter eux-mêmes leurs antennes. Ce délai passé, le ministère de l'intérieur agira pour saisir les antennes paraboliques avec le concours des forces de l'ordre. (AFP)

ASIE

CAMBODGE

Plusieurs provinces sont frappées par la disette

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Déjà confronté à un déficit chronique de sa production agricole, le Cambodge sera contraint, en 1995, de multiplier les importations de riz pour faire face aux graves conséquences d'inondations suivies d'une sécheresse. Dans un appel à la communauté internationale, les autorités ont déjà évalué à quelque 300 000 tonnes de riz les besoins du pays jusqu'aux prochaines récoltes.

Le tiers des rizières auraient été affectées par un mauvais temps dont les effets sont accentués par la déforestation. La province la plus touchée est celle de Prey-Veng, l'un des principaux producteurs de riz, dont les trois quarts des surfaces plantées auraient été d'une manière ou d'une autre, touchées. Dans d'autres grandes provinces rizicoles (Takeo, Kompong-Cham, Battambang et Kompong-Speu), le tiers des surfaces plantées ont également été affectées. Des signes avant-coureurs de disette se manifestent déjà dans plusieurs régions. Des paysans gagnent la capitale pour tenter d'y obtenir une aide. Des cas de choléra ont été rapportés à Prey-Veng et, dans de nombreuses campagnes, les signes de malnutrition sont évidents et les paysans se voient plus que de maigres réserves, qui s'épuisent rapidement.

Le gouvernement a commencé à distribuer du riz, des pompes, des engrais et des graines. Du riz remonte également du delta vietnamien du Mékong où la récolte a battu tous les records en 1994, en dépit de graves inondations qui y ont fait au moins trois cents victimes et provoqué la perte de 1 million de tonnes. Mais, selon le Phnom Penh Post, ce commerce du riz est victime de sévères entraves, parfois illégales, soldats

et policiers cambodgiens en taxant le transport sur les deux bras du Mékong. Toujours est-il qu'à la vente au détail le prix du kilo de riz a doublé à Phnom-Penh.

En 1989, le Cambodge avait produit 2,5 millions de tonnes de riz. On espérait alors que le pays pourrait rapidement renouer avec l'autosuffisance alimentaire, dont le seuil était, à l'époque, évalué à 2,7 millions de tonnes pour une population estimée, de façon bien approximative, à 7 millions de personnes. Mais, depuis, la situation n'a fait que se dégrader. La récolte de 1990 est repassée sous la barre des 2 millions de tonnes, affectant surtout les populations de l'est du pays. L'année suivante, la vallée du Mékong et les régions limitrophes ont été le lieu d'inondations catastrophiques.

Une population plus nombreuse que prévu

Une forte présence de l'ONU, en 1992 et 1993, a provisoirement caché ces difficultés, qui refont surface à l'occasion de premières intempéries. Des coupes massives de bois ont entre-temps accentué le rythme des crues et des décrues du grand fleuve, réduisant les cultures sur berges et affectant l'équilibre du Tonlé-Sap, le grand lac qui joue le rôle vital de régulateur des eaux du Mékong. De surcroît, l'ONU ayant recensé, en avril-mai 1993, près de 5 millions de Cambodgiens adultes, la population du pays est apparemment plus importante que prévu : comme au moins 40 % des gens sont âgés de quinze ans et moins, le Cambodge a sans doute nettement dépassé, aujourd'hui, le cap des 10 millions d'habitants. Enfin, les mines et l'insécurité interdisent l'exploitation, selon les régions, de 10 % à 20 % des rizières.

JEAN-CLAUDE POMONTI

POURQUOI FIAT LANCE LE "PRIX NET".

En automobile, les prix sont souvent assez flous.

Donc des prix à la tête du client.

Donc des discussions à n'en plus finir.

Donc Fiat invente le "prix net".

Donc un prix que l'on n'a même plus envie de négocier.

Cinquecento à partir de 43 800 F* net, Donc.

Sans compter l'aide gouvernementale de 5 000 F



CINQUECENTO FIAT

(Publicité)

DÉPANNAGES RAPIDES COPIEURS personnels Canon chez Duriez

112, bd Saint-Germain, Paris-6
5, rue Mignon, Paris-8

(1) 43-54-15-79

AMÉRIQUES

BRÉSIL

Fernando Henrique Cardoso veut établir la « justice sociale »

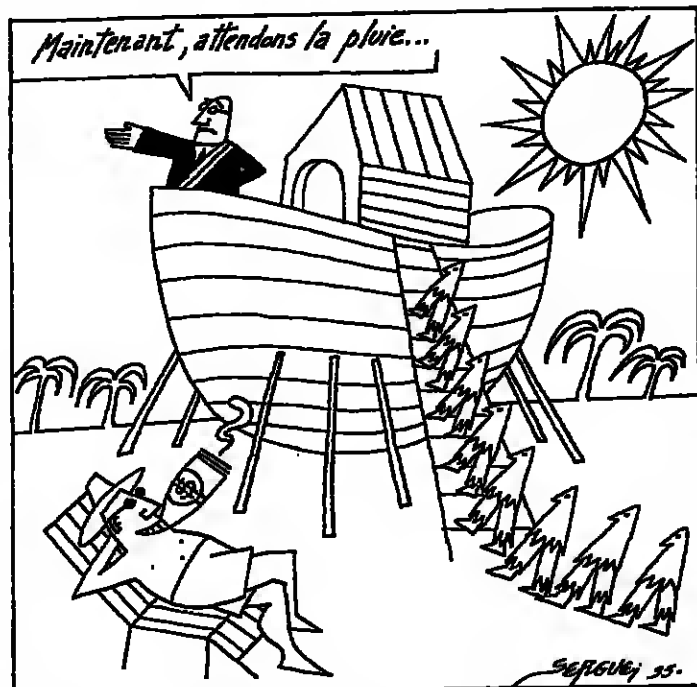
Elu président du Brésil en octobre 1994 des le premier tour de scrutin avec 54 % des suffrages exprimés, Fernando Henrique Cardoso a promis, dimanche 1^{er} janvier, lors des cérémonies d'investiture, que la justice sociale serait l'« objectif numéro 1 » de son gouvernement.

BRASILIA

de notre envoyé spécial

Le Brésil a connu, dimanche 1^{er} janvier, la passation de pouvoir la plus harmonieuse depuis le fin de la dictature militaire en 1985. Le président sortant, Itamar Franco, était visiblement heureux de passer l'écharpe vert et or autour du cou de Fernando Henrique Cardoso, élu au premier tour le 3 octobre 1994. Les résultats jusqu'ici peu probants de l'intervention de l'armée contre les trafiquants de drogue de Rio et les dangers de contagion de la crise financière mexicaine étaient oubliés pour un moment, dans un climat d'euphorie nationale. Selon un sondage publié par le *Correio Braziliense*, 77 % des Brésiliens sont persuadés que M. Cardoso sera un bon président.

Sociologue de formation, marxiste dans sa jeunesse, exilé au Chili puis en France du temps des militaires, M. Cardoso aurait souhaité une cérémonie plus sobre. Il avait milité en avril 1993, lors du référendum sur l'avenir institutionnel du pays, en faveur du régime parlementaire, de préférence au système présidentiel que les Brésiliens ont finalement retenu (la troisième option était le rétablissement de la monarchie). Il s'est cependant scrupuleusement plié au cérémonial traditionnel



d'investiture, dont les fastes détonnent un peu dans le sobre décor architectural voulu par Oscar Niemeyer à Brasilia. C'est donc dans la Rolls-Royce Silver Wraith décapotable offerte en 1952 par les Britanniques au dictateur Getulio Vargas, et encadré par les « dragons de l'indépendance », à cheval et en grande tenue, que le président Cardoso a parcouru l'axe central de la capitale.

Le discours qu'il a prononcé devant le Congrès a été d'une tonalité résolument de gauche, le maître mot de son propos étant la « justice sociale ». Quelques dents ont dû grincer à ce moment parmi les membres des deux partis de droite avec lesquels M. Cardoso a

fait alliance pour conquérir le pouvoir. « S'il faut retirer les privilèges de quelques-uns pour faire justice à l'immense majorité des Brésiliens, que personne n'en doute : je serai du côté de la majorité », a affirmé le nouveau président.

M. Cardoso a rappelé qu'il venait d'une famille progressiste, son grand-père ayant lutté pour l'abolition de l'esclavage et son père ayant été l'un des animateurs de la campagne « Le pétrole est à nous ». Il a aussi évoqué sa jeunesse militante : « J'appartiens à une génération qui a grandi en rêvant d'un Brésil qui soit en même temps démocratique, développé, libre et juste. » Mais

« l'Histoire fait des détours qui nous confondent » et les espoirs de cette génération ont été sévèrement doublés par les « années de plomb » de la dictature militaire. Celles-ci « ont apporté le retour de la croissance, mais au prix de la liberté. Elles ont créé le progrès, mais pas pour tous ».

Le nouveau président estime que la démocratie est désormais solidement installée. L'hyperinflation est vaincue et « il n'y a pas aujourd'hui de spécialiste sérieux qui prévienne pour le Brésil une chose qu'une longue période de croissance », favorisée par l'entrée en vigueur, ce même 1^{er} janvier, du Mercosur, la première zone de libre-échange d'Amérique latine, rassemblant, outre le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay (lire page 18). Mais « ce qui manque », a ajouté M. Cardoso, « c'est la justice sociale, le grand défi du Brésil en cette fin de siècle ». C'est avec des accents dignes de Victor Hugo que M. Cardoso évoque le sort des « exclus, des Brésiliens les plus humbles qui payaient le coût de l'inflation sans avoir les moyens de se défendre, de ceux qui sont humiliés lorsqu'ils font la queue dans les hôpitaux et les bureaux de la sécurité sociale, ceux qui gagnent peu alors qu'ils donnent beaucoup à leur pays dans les usines, à la campagne, dans les magasins, les bureaux. A eux, je dois mon élection ».

Lutte

contre la corruption

La tâche du nouveau gouvernement est donc de réduire les inégalités. M. Cardoso entend aussi réformer l'administration fédérale, malade du « clientélisme, du corporatisme et de la corruption ». Il a le sentiment que pour « changer le Brésil » il a l'appui de la société. Dans un entretien télévisé diffusé dimanche, le nouveau président a insisté sur son rôle personnel dans la lutte contre la corruption. Son argument, qui pêche sans doute un peu par volontarisme, est le suivant : lorsqu'on verra qu'il y a désormais au sommet de l'Etat un président qui n'accepte pas ces pratiques, les entreprises cesseront de proposer des pots-de-vin aux fonctionnaires.

Cette journée d'investiture s'est terminée par une soirée de gala de 2 800 personnes à l'Itamaraty, le ministère des Affaires étrangères. Onze chefs d'Etat, tous latino-américains, à l'exception du Portugal Mario Soares, s'étaient déplacés pour l'occasion. Fidel Castro s'était annoncé, mais n'est finalement pas venu. Les Etats-Unis étaient représentés par le ministre de la Justice, M. Janet Reno, et la France par M. Simone Veil, ministre des Affaires sociales. Il y avait aussi les invités personnels du nouveau président, parmi lesquels de nombreux Français, dont l'ancien premier ministre Michel Rocard et le sociologue Alain Touraine.

DOMINIQUE DHOMBRES

Le Monde
EN POCHES



37F
Disponible en librairies et en grandes surfaces

NEIGE ?
L'information du ski

3615 LEMONDE

REPÈRES

AFGHANISTAN
L'ONU demande
un transfert
de pouvoirs

L'ambassadeur spécial de l'ONU, l'ex-ministre turkmen des affaires étrangères Mahmoud Mesdri, est arrivé dimanche 1^{er} janvier dans la capitale afghane pour inciter M. Rabbani à quitter le poste de président qu'il occupe depuis deux ans, afin de permettre la rapatriation du processus de paix. L'OCI (Organisation de la conférence islamique) a demandé l'instauration d'une trêve pour permettre à M. Mesdri de mener à bien sa mission. Un collaborateur de l'ex-chef de l'Etat a rappelé son intention de confier la présidence au président de la cour suprême. M. Rabbani avait été désigné comme président il y a deux ans, par une assemblée de moudjahidins qui avaient combattu l'invasion soviétique. Son principal adversaire, M. Hezmatyar, n'y avait pas participé. Il avait aussitôt déclenché une offensive contre le nouveau pouvoir. Cette lutte a fait plus de 7 000 morts à Kaboul en 1994. — (Reuters)

ANGOLA

Le président
veut réunir
tous les partis politiques

La commission conjointe qui réunit des représentants du gouvernement et de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) a commencé, samedi 31 décembre, à Luanda, ses travaux sur l'application des accords de paix signés le 20 novembre 1994 à Lusaka, en Zambie. La commission, à laquelle participe aussi l'ambassadeur des Nations unies en Angola, Alioune Blondin Beye, doit notamment régler les problèmes posés par le cantonnement et le désarmement des troupes, la rencontre entre les chefs des deux armées, les généraux Arlindo Chanda Pans « Ben-Ben » (UNITA) et João de Matos (gouvernement), l'organisation d'un sommet entre le président José Eduardo Dos Santos et le chef de l'UNITA, Jonas Savimbi. M. Dos Santos a rejeté toute idée d'un dialogue entre Angolais en dehors du pays. Jonas Savimbi a refusé, à plusieurs reprises, pour des raisons de sécurité, de se rendre à Luanda pour y rencontrer le chef de l'Etat. Le sommet Savimbi-Dos Santos a été l'un des sujets abordés par M. Beye lors de sa récente tournée dans les pays de la région.

Dans son message à la nation, le président Dos Santos a annoncé, samedi 31 décembre, l'organisation d'une conférence réunissant tous les partis politiques — y compris ceux de l'opposition — à une date restant à fixer. Jusqu'à maintenant, le gouvernement avait rejeté l'idée d'une telle conférence. Il a aussi affirmé que l'armée gouvernementale respectait « strictement » la cessez-le-feu issu des accords de paix et a appelé les rebelles de l'UNITA à « remplir leurs obligations ». — (AFP)

DJIBOUTI

Jean-Michel Pouchelle,
président de SOS-Africa
incarcéré
en France

Jean-Michel Pouchelle, un Français de quarante-cinq ans, président-fondateur de l'Organisation humanitaire SOS-Africa, est arrivé, samedi 31 décembre, à Paris, pour finir de purger une peine de huit mois de prison à laquelle il avait été condamné à Djibouti (la *Monda* du 31 décembre). Selon la chancellerie, il doit être présenté au tribunal de grande instance de Bobigny pour notification de son incarcération dans un établissement pénitentiaire de la région parisienne qui n'a pas été précisé.

Considéré par le gouvernement djiboutien comme un militant pro-Afars, M. Pouchelle avait été condamné, le 27 octobre 1994, à six mois d'emprisonnement pour être entré illégalement à Djibouti et avoir violé un arrêté d'expulsion de mars 1994. Sa peine avait été augmentée de deux mois par la cour d'appel.

Au cours de son procès, il avait invoqué « la droit d'ingérence humanitaire » pour expliquer qu'il était revenu à Djibouti dans le but d'aider les populations civiles souffrant du blocus alimentaire et médical mis en place par le gouvernement du président Gouled. — (AFP, Reuters)

SOUDAN

Entraînement militaire
pour la population

Le président Omar El Béchir a annoncé, dimanche 1^{er} janvier, dans un discours radiodiffusé, à l'occasion du 39^e anniversaire de l'indépendance, un plan pour entraîner, d'ici un an, plus de 1 million de Soudanais au maniement des armes « pour intimider nos ennemis et défendre notre foi ». « Nous nous faisons les avocats de la paix, a-t-il dit, mais nous devons nous préparer à repousser les ennemis de la religion et de la nation. »

D'autre part, les négociateurs du Soudan et d'Erythrée, réunis à Sanaa, ont échoué dans leur tentative de normaliser les relations entre les deux pays. « Tous les efforts sont dans l'impasse, a indiqué un responsable yéménite, le Soudan ayant refusé une demande de l'Erythrée de s'engager solennellement à ne pas s'immiscer dans ses affaires intérieures et de prendre clairement position sur la question des intégristes érythréens. » — (AFP)

SRI-LANKA

Vers une reprise
des négociations
avec les Tigres tamouls

Le ministère sri-lankais de la défense a annoncé, dimanche 1^{er} janvier, que les pourparlers avec les séparatistes tamouls reprendront dans les « deux ou trois prochains jours ». La présidente Chandrika Kumaratunga avait suspendu tout contact avec les Tigres du mouvement de libération de l'Eelam (LTTE), fin octobre, au lendemain de l'assassinat du dirigeant de l'opposition, Gamini Disenayake. Cette annonce survient alors que les rebelles ont, depuis quelques semaines, intensifié leurs actions de guérilla. Les hommes du LTTE ont ainsi tué, le 1^{er} janvier, les deux occupants d'un fortin de l'armée sur l'île de Mandaitivu, au nord du pays. Le 31 décembre, le secrétaire général de l'Organisation populaire de libération de l'Eelam tamoul (PLOTE) — un groupe de la guérilla ayant renoncé à la lutte armée pour rejoindre le camp gouvernemental — a été tué par balles, près de Colombo, par des hommes non identifiés. Selon la PLOTE, l'attentat a été commandité par les Tigres tamouls. — (AFP, Reuters)

ZAIRE

Des élections générales
annoncées avant juillet

Le président Mobutu a annoncé, samedi 31 décembre, dans un message de vœux radiodiffusé, que des élections (législatives et présidentielles) « libres, transparentes et démocratiques » seront organisées, avec le concours des organisations internationales, dans les délais fixés par l'Acte constitutionnel qui régit la transition, c'est-à-dire avant le 9 juillet 1995. Cet Acte avait fixé à quinze mois la période de transition.

D'autre part, la Banque centrale ne dispose plus au compte de « deux milliards de dollars et quelques francs suisses », selon la communication du dernier conseil des ministres. Les avoirs au monnaie nationale ne dépassent pas 9 millions de nouveaux zaires, soit environ 3 000 dollars. — (AFP, Reuters)

Pas de « casques bleus »
dans les camps
de réfugiés rwandais

Le projet des Nations unies visant à déployer une force internationale de 5 000 hommes dans les camps de réfugiés du Zaïre afin d'y rétablir l'ordre sera probablement abandonné, faute d'argent et de soldats, a déclaré, samedi 31 décembre, à Kinshasa, Sharihar Khan, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour le Rwanda. Il a précisé que le Conseil de sécurité devrait opter pour un accroissement de l'aide aux forces de sécurité zairoises.

Sharihar Khan a jugé le projet de l'ONU « trop coûteux et difficile à élaborer ». Boutros Boutros-Ghali avait proposé l'envoi d'une force internationale après que seize organisations humanitaires aient menacé, en novembre 1994, de quitter les camps de réfugiés pour protester contre le terreux qui font régner les extrémistes hutus. Ceux-ci ont tué dix personnes, mercredi 28 décembre à Kibungu, dans le sud-est du Rwanda, a annoncé le radio nationale. — (AFP, Reuters)

Le Monde
EDITIONS

Le nouveau
PLANTU
est arrivé

PLANTU
LE PIÈRE EST
DERRIÈRE NOUS!



176 pages, 98 F

EN VENTE EN LIBRAIRIE

Le Monde
EDITIONS

LE PIÈRE
DERRIÈRE NOUS!

ALBI MED FESTIVAL
D'AVIGNON 1994

LE PIÈRE
DERRIÈRE NOUS!

LES GRANDS ENTRETIENS
DU MONDE

EN VENTE EN LIBRAIRIE

هكنا من الأمل

POLITIQUE

Les vœux du président de la République et du premier ministre

M. Mitterrand invite les Français à « ne jamais dissocier la liberté et l'égalité »

François Mitterrand a présenté pour la dernière fois, samedi 21 décembre, ses vœux de président de la République aux Français. Après avoir rendu hommage au Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) pour son action contre la prise d'otages de l'Airbus d'Air France le 26 décembre, le chef de l'Etat a appelé les Français à ne pas dissocier la liberté et l'égalité et à veiller à ce que « le retour à l'expansion s'accompagne d'un véritable ajustement des conditions sociales ».

UNITÉ. — Randant visite, dimanche, au 27^e bataillon de chasseurs alpins, unité qui participe à la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) en Bosnie, Edouard Balladur a exhorté à l'unité nationale.

Voici le texte intégral de la déclaration faite par François Mitterrand, samedi 21 décembre, à la radio et à la télévision, à l'occasion du Nouvel An :

« Mes chers compatriotes, Parmi les événements qui marqueront l'année 1994, le sauvetage de l'Airbus d'Alger-Paris, il y a seulement quelques jours, à l'aéroport de Marseille, résume mieux que toute autre les menaces et les risques qu'un grand pays comme le nôtre doit savoir affronter ; la détermination, l'abnégation et le courage nécessaires pour les surmonter. »

« J'ai déjà remercié, en votre nom les acteurs de ce drame. J'ai

souligné la cohésion et la fermeté des pouvoirs publics et je dois redire l'admiration que m'inspire l'extraordinaire coup d'éclat du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale, le GIGN. Les membres de ce groupe et l'armée française dans son ensemble, qui a su les former, ont honoré la France. J'ajoute que beaucoup d'autres méritent d'être cités. Je pense, en particulier, à l'équipage d'Air France dont le sang-froid et la résistance à la fatigue physique et morale ont largement contribué au succès commun. »

« En dépit des difficultés actuelles, je trouve dans ces faits un véritable réconfort. Il est bon de pouvoir se dire, en cette nuit de Nouvel An, que les Français, si prompts à se quereller, sont également capables de s'unir et de monter au monde ce qu'ils valent quand le danger est là. Réservez également une pensée respectueuse et fraternelle aux familles des passagers en deuil et aux soldats blessés au combat, qui souffrent dans leur cœur et dans leur chair. »

« Ainsi se mêlent, dans toute communauté humaine, la joie et la douleur. Ce qui nous rappelle que nul n'est à l'abri du malheur et que le premier devoir de ceux qui ont la chance d'être égarés est de se montrer, plus encore, solidaires de ceux que frappe le destin. »

Dialogue entre employeurs et salariés

« Cette leçon vaut pour tout. Sur le plan international, où de nombreux peuples sont soumis aux horreurs de la guerre civile et de l'oppression étrangère. J'observe, à cet égard, que la France s'est toujours placée au premier rang des forces de la paix. Sur le plan national, où s'accroît le nombre de Français sans abri, victimes du chômage, de la pauvreté, de l'exclusion. C'est un discours, me direz-vous, que tout le monde tient aujourd'hui. Je constate seulement que les efforts accomplis par les uns et les autres n'ont pas guéri le mal. Le moment est donc venu de s'interroger sur les moyens que nous fournir la reprise économique, si souvent annoncée, pour que le retour à l'expansion s'accompagne d'un véritable ajustement des conditions sociales, trop évidemment inégales. »

« Car la croissance n'est pas une fin en soi. Elle doit être l'instrument d'une répartition plus équitable des richesses créées par tous et pour tous. Dès maintenant et dans les années prochaines, les gouvernements, quelles que soient leurs tendances, auront à répondre d'abord à cette question. »

« La lutte contre les injustices : j'y reviens toujours. Ceux qui portent le poids principal du travail et de la production, ceux qui peinent le plus, mais qui voient leur salaire augmenter faiblement, quand il augmente, les licenciements massifs se multiplier, et tout près d'eux ou dans leurs rangs, s'étendent l'exclusion, ceux-là ont bien le droit d'espérer un plus juste profit dans leur vie quotidienne. Mais on n'y parviendra que si employeurs et salariés parlent entre

eux, que s'ils engagent le dialogue, que si le gouvernement les y encourage, que si tous se décident à négocier ensemble des choses de leur vie. Pourquoi la discussion sur un nouveau contrat social pour l'emploi est-elle ainsi bloquée ? »

« Mes chers compatriotes, c'est la dernière fois que je m'adresse à vous pour des vœux de nouvelle année en ma qualité de président de la République. Aussi je me permets deux recommandations. La première : ne dissociez jamais la liberté et l'égalité. Ce sont des idéaux difficiles à atteindre, mais qui sont à la base de toute démocratie. La seconde : ne séparez jamais la grandeur de la France de la construction de l'Europe. C'est notre nouvelle dimension et notre ambition pour le siècle prochain. »

Elargir l'Europe sans l'affaiblir

« Sur l'Europe, deux échéances nous attendent. D'abord la mise en œuvre du traité de l'Union européenne. Ensuite l'élargissement progressif de l'Union à l'ensemble des démocraties européennes. Que d'énergie et d'enthousiasme seront indispensables si l'on veut qu'aboutisse cette entreprise audacieuse ! Elargir l'Europe, oui, mais sans l'affaiblir. Vous le voyez, nous avons du travail devant nous. »

« Or, dès demain 1^{er} janvier, et pour six mois, c'est la France qui présidera l'Union. Cette situation ne se représentera plus avant longtemps. Le gouvernement a préparé avec moi les grandes lignes de cette présidence. J'ai demandé au premier ministre d'accorder une importance particulière à la politique sociale, trop souvent négligée. A cet effet, nous recevons bientôt les grandes organisations professionnelles et syndicales, qui ont à faire valoir leur point de vue. Je vous le dis avec la même passion que naguère. N'en doutez pas, l'avenir de la France, passe par l'Europe. En servant l'une, nous servons l'autre. »

« Mes chers compatriotes, Je n'apprendrai rien à personne en rappelant que, dans quatre mois, aura lieu l'élection présidentielle. C'est un rendez-vous important que la France se donne à elle-même. Je souhaite vivement que ce soit l'occasion d'un vrai, d'un grand débat sur tous les sujets, y compris les règles morales de notre vie publique et le rôle et les limites des divers pouvoirs. Les problèmes que nous connaissons ne disparaîtront pas pour autant, mais la France y trouvera un nouvel élan. L'an prochain, ce sera mon successeur qui vous exprimera ses vœux. Là où je serai, je l'écouterai le cœur plein de reconnaissance pour le peuple français qui m'a confié si longtemps son destin et plein d'espoir en vous. »

« Je crois aux forces de l'esprit et je ne vous quitterai pas. Je forme ce soir des vœux pour vous tous en m'adressant d'abord à ceux qui souffrent, à ceux qui sont seuls, à ceux qui sont loin de chez eux. Bonne année, mes chers compatriotes. Bonne année et longue vie. »

« Vive la République ! »

« Vive la France ! »

Les réactions

« Jean Popere (PS). — Jean Popere, membre du bureau national du PS, estime que, « comme toujours, le président de la République est allé à l'essentiel » en proposant, « par la négociation, de parvenir au nouveau contrat social, celui de notre temps ». « Je me sens, pour ma part, tout à fait encouragé dans mes propositions », indique l'ancien ministre socialiste, qui pense que « la campagne du rassemblement à gauche pour la présidentielle, quel que soit le candidat d'union, devrait être centrée sur la mise en œuvre de cette proposition de nouveau contrat social ».

« Jean-Louis Debré (RPR). — Jean-Louis Debré, premier secrétaire général adjoint et porte-parole du RPR, a déclaré : « Dans cet exercice traditionnel qu'est la présentation des vœux du président de la République à la nation, François Mitterrand, à juste titre, a affirmé que l'élection présidentielle doit être l'occasion d'un grand débat. Il donne ainsi raison à ceux qui, comme Jacques Chirac, ont contribué à lancer ce débat. Pour le reste, on ne peut

qu'approuver le président de la République lorsqu'il lie la construction européenne à la grandeur de la France, qu'il affirme que la croissance n'est pas une fin en soi et qu'il faut lutter contre les injustices. On peut, cependant, regretter qu'il n'ait pas dit comment atteindre ces buts. Bref, exercice traditionnel parfois émouvant, qui est souvent resté au niveau des pétitions de principe. »

« Jean-Pierre Raffarin (UDF). — Jean-Pierre Raffarin, porte-parole de l'UDF, estime que « les vœux du président de la République s'inscrivent dans la continuité ». « Mieux que l'action, a-t-il dit, l'incantation lui permet toujours d'épanouir son talent (...). Il a parlé à nouveau avec force de l'Europe. François Mitterrand a raison de souhaiter un vrai et grand débat à l'occasion de l'élection présidentielle. La France a besoin que les différentes solutions à la crise soient en effet confrontées. Il manquait, cependant, un vœu dans les propositions du président : la guérison de la France de l'illusion socialiste. »

M. Balladur appelle à l'unité nationale

Le premier ministre a profité, dimanche 1^{er} janvier, d'une visite à des soldats habituellement en poste en Bosnie pour, indirectement, présenter ses vœux aux Français. Venant de Chamoni (Haute-Savoie), où il achevait ses vacances, Edouard Balladur a rendu visite, à Annecy, à des militaires, et à leurs familles, du 27^e bataillon de chasseurs alpins, en permission, alors qu'ils sont affectés en Bosnie dans le cadre de la FORPRONU.

Dans une courte allocution, le chef du gouvernement a souligné que « le rôle de nos armées est un rôle irremplaçable : défendre la paix et assurer l'influence de la France dans le monde, en Bosnie et au Rwanda au cours de ces derniers mois, ce dont nos armées s'acquittent parfaitement et à l'admiration de tous », mais aussi « lutter contre la violence et le terrorisme ». Comme François Mitterrand, la veille, à la télévision, le premier ministre a tenu, à deux reprises, à « rendre hommage à l'action de la gendarmerie » lors du dénouement de la prise d'otages de l'Airbus d'Air France, le 26 décembre, sur l'aéroport de Marignane. M. Balladur a formé « des vœux pour que la France continue d'être de par le monde un pays respecté et influent et enfin

qu'elle soit, à l'intérieur, un pays exemplaire par la solidarité, la tolérance, la liberté ».

« Nous sommes, les uns et les autres, les fils et les filles de la même famille », a assuré le premier ministre, ajoutant : « Ce qui nous rassemble est infiniment plus important que ce qui nous divise, et nos différences sont infiniment moins importantes que nos ressemblances. Ne l'oublions jamais et, spécialement, en cette année ! »

Appelé aussi « bataillon des Glères », le 27^e BCA fait partie, aux côtés d'autres forces de la 27^e division d'infanterie de montagne établie à Grenoble, du bataillon d'infanterie 5 (BATINF 5), déployé à Sarajevo et sur les hauteurs de la capitale bosniaque, notamment sur le mont Igman. Les détachements du 27^e BCA seront relevés par un bataillon du régiment de marche du Tchad, à la fin de leur mission, en mars prochain, a précisé M. Balladur.

Les vœux de M. Le Pen. — Jean-Marie Le Pen, président du Front national et candidat à la présidence de la République, présente, dans un communiqué, « ses meilleurs vœux (...) à la France et aux Français » et souhaite que 1995 soit l'année « de l'identité et de la moralité ».

La préparation de l'élection présidentielle

M. Chirac déplore l'« hypermédiation » des affaires

Jacques Chirac était, samedi 31 décembre, l'invité du chanteur Michel Sardou, qui animait le « Journal Intendit » de RTL. A cette occasion, le maire de Paris a déploré l'« hypermédiation » dont font l'objet les affaires mettant en cause des hommes politiques. « Cette hypermédiation, a-t-il dit, est de nature à faire douter tout un peuple de sa référence démocratique. Il faut savoir raison garder. La démocratie mérite un certain respect. »

Sur un plan plus personnel — et comme Michel Sardou lui faisait remarquer qu'à la télévision il est « un peu raide » —, M. Chirac a déclaré : « On me le dit depuis si longtemps que j'ai fini par en prendre l'habitude ! » Il a confié qu'il refuse de « s'imposer une discipline » pour remédier à ses

défauts télévisuels. « J'ai probablement tort », a-t-il dit, tout en justifiant une attitude qui évite de se « dépersonnaliser complètement ». « Je suis le contraire d'un exhibitionniste. (...) J'entends garder pour moi mes goûts et mes propres positions », a assuré M. Chirac.

Enfin, après que Michel Sardou ait dénoncé les « oisivetés » dont François Mitterrand avait été l'objet, selon lui, au sujet de son attitude pendant la guerre — « C'est l'hallali », a dit le chanteur. Je n'aime pas ça. Cet homme a eu une carrière respectable, à saluer. Un tel parcours n'est pas simple », M. Chirac a observé : « Je suis tout à fait d'accord. Je voudrais noter qu'aucun des grands résistants ne s'est associé à ces commentaires, et cela a, aussi, une signification. »

Inscriptions massives sur les listes électorales

Jusqu'à la date limite pour les inscriptions sur les listes électorales, samedi 31 décembre, les mairies ont vu défiler de très nombreuses personnes désireuses d'être en mesure de voter lors de l'élection présidentielle et des élections municipales du printemps de 1995. Selon une enquête effectuée par les bureaux régionaux de l'AFP, avant même la clôture des listes, plus de 30 000 nouveaux électeurs se sont inscrits à Lyon (contre 15 000 en 1993), 16 000 à Toulouse, 15 000 à Nantes, 12 000 à Rennes et à Bordeaux, 11 500 à Strasbourg, 8 000

environ au Havre et à Grenoble. Les chiffres définitifs ne seront pas connus cependant avant la réunion des commissions chargées de la révision des listes électorales. C'est ainsi qu'à Paris la centralisation des inscriptions effectuées dans les mairies d'arrondissement est prévue pour le 9 janvier.

Par ailleurs, le Conseil national des Français musulmans a annoncé, samedi, que, au terme d'une opération porte-à-porte menée depuis trois mois, 17 000 Français musulmans se sont fait inscrire sur les listes électorales.

Le Monde EDITIONS

LE PIRE EST DERRIÈRE NOUS !

Plantu

L'actualité de l'année croquée par le dessinateur-éditorialiste du Monde, en passant par l'Algérie, la Somalie, le Rwanda, l'ex-Yougoslavie, le Moyen-Orient, l'Italie, sur fond d'affaires, de présidentielles et de bien d'autres choses encore...

176 pages, dessins NB et couleurs, 98 F

L'ALBUM DU FESTIVAL D'AVIGNON 1994

Sous la direction de Colette Godard

Pour conserver la mémoire d'un festival dense, fort, passionnant. Le théâtre-roi en Avignon, de tous les temps et de tous les pays a effacé les siècles et les frontières, pour dire les tragédies de toujours et de maintenant.

156 pages, photos NB, 120 F

PRIX DU JEUNE ÉCRIVAIN 1994

Préface de

Jean-Marie Laclavetine

Neuf nouvelles écrites par des jeunes de 15 à 23 ans sélectionnées par un jury d'écrivains et de critiques.

240 pages, 98 F

LES GRANDS ENTRETIENS DU MONDE

Tome II

Penser la philosophie, les sciences, les religions

Préface de

Thomas Ferenzi

Des philosophes, des historiens, des théologiens s'efforcent de reconstruire un discours qui redonne un sens à l'existence individuelle et collective.

280 pages, index, 98 F

EN VENTE EN LIBRAIRIE



Remy

Elegance



Savoir-faire



artisanat



Charme



Création



80-82-83, Faubourg St-Antoine
75012 PARIS - Tél : 43.43.65.58

Le procès de la catastrophe du stade de Furiani

Le tribunal correctionnel de Bastia va juger treize dirigeants sportifs, administratifs ou économiques

Le procès de la catastrophe du stade de Furiani, qui, le 5 mai 1992, avait causé la mort de 17 personnes et fait plus de 2 000 blessés, s'ouvre mercredi 4 janvier devant le tribunal correctionnel de Bastia. Tous les prévenus, sauf deux, comparaitront pour répondre du délit d'homicides et blessures involontaires prévu par l'article 319 du code pénal.

TENSIONS. Quelques jours après l'assassinat de Jean-François Filippi, président du Sporting-Club de Bastia à l'époque des faits, ce procès s'ouvre dans une ambiance pour le moins tendue. La meurtre, le 29 décembre 1994, de Frank Muzi a, en particulier, ravivé les plaies entre les diverses composantes nationalistes. Dans ces conditions, chacun s'interroge en Corse sur la suite du dialogue qui semblait s'être engagé entre le ministre de l'intérieur, M. Pasqua, et les nationalistes du FNLC.



Il y a quelque temps encore, une catastrophe, dans le langage courant, c'était le drame créé par un raz-de-marée, la crue d'un fleuve, l'éruption d'un volcan ou un tremblement de terre. Pour un jour, pour désigner ces événements on préférait parler de catastrophes « naturelles ». Devant la multiplication de calamités jugées anormales, il fallait faire la différence entre celles qui sont, par nature, insupportables ; celles qui provoquent la plus grande colère car les responsables en peuvent être désignés. Elles sont souvent le résultat d'une inconscience que le code pénal avait déjà prévu de punir en se référant précisément à « la maladresse, l'imprudence, l'inattention ou l'observation des règlements ».

Il appartient à la justice de se prononcer sur les responsabilités individuelles, mais il est d'ores et déjà permis d'affirmer que ce que l'on a appelé la catastrophe de Furiani a pour origine la somme de ces quatre fautes.

Le hasard n'a eu que deux rôles : celui de désigner l'Olympique de Marseille comme adversaire de Bastia lors du tirage au sort des demi-finales de Coupe de France de football et celui de décider dans un même geste que la rencontre aurait lieu sur le stade de Furiani. Ce choix, opéré le 23 avril 1992, était une providence pour la Corse. C'était l'occasion de lancer une vaste opération destinée à hisser le Sporting-Club de Bastia au niveau

des grandes équipes européennes. Pour cela, le seul talent sportif ne suffisait pas. Pour une grande rencontre, il fallait un grand stade. Non seulement parce qu'un tel match doit rapporter beaucoup d'argent mais aussi parce qu'il paraissait inconcevable que le plus grand nombre d'insulaires ne puisse pas assister à la consécration de leur équipe. Le vieux stade Armand-Césari de Furiani pouvait contenir un maximum de 8 737 spectateurs. Aussi fut-il décidé de porter sa capacité à 18 000 personnes. Il ne restait que douze jours avant la rencontre fixée au 5 mai par la Fédération française de football. Le pari n'en fut pas moins tenu.

A l'audience, chacun expliquera son rôle et les raisons qui l'ont amené à prendre des décisions contestables, mais pour l'heure, les faits peuvent être résumés. Dans la nuit du 24 avril, la tribune nord, dite tribune Claude-Papi, construite en 1948 pour 750 spectateurs, était détruite. A la place, dès le 28 avril, commençait l'édification d'une tribune provisoire de 10 000 places qui ne sera terminée que la veille du match. Le 5 mai, vers 20 heures, on se sentait encore quelques bouillons alors que la tribune constituée d'éléments tubulaires vibrait sous la liasse des supporters.

Incompétence totale

A 20 h 16, la partie arrière de la tribune s'effondra, précipitant 3 500 personnes dans le vide parmi un amas de tubes enchevêtrés. Le bilan définitif s'établit à 2 357 victimes dont 17 morts, la dernière

étant une jeune femme de vingt-trois ans, décédée des suites de ses blessures dix-huit jours avant l'ouverture du procès.

Dernière ces chiffres, se cache une douleur qu'aucun bilan ne peut exprimer. Celle des victimes qui resteront tétraplégiques, paraplégiques ou aveugles ; celle de leur famille. Il y a enfin la douleur insidieuse de ceux qui ont aucune blessure apparente, mais qui ont mal chaque jour, chaque nuit ou qui vivent avec une peur insurmontable, la peur du vide, la peur de la foule, la peur du métal.

Les enquêtes judiciaires et administratives sont aussi d'ordonnées. En quelques jours, la commission d'enquête administrative a déjà fait le tour de la question. D'emblée, le 12 mai, Jean-Pierre Lemoine, son président déclare : « Il n'y a pas eu de fatalité. Cette tribune ne pouvait que s'effondrer et transformer le public en victime. » La commission dénonce l'« incurie » et l'« incompétence totale » du constructeur, Sud-Tribune, en relevant : « L'absence de plans et de notes de calcul, pour cette catégorie d'ouvrage, ne peut en aucun cas être justifiée. » Le rapport constate que Sud-Tribune s'abrite derrière un contrôle technique de la structure effectué par la SOCOPEC, laquelle affirme n'avoir reçu que la mission de contrôler la résistance du sol.

Sans traquer le litige, la commission souligne qu'elle ne dispose ni du contrat de location de la tribune ni de l'ordre de contrôle, chaque commande ayant seulement fait l'objet d'un accord « oral ». De la même manière, la commission départementale de sécurité est

accusée de n'avoir « pas rempli son rôle » et la commission d'enquête déclare : « La défaillance du contrôle technique, quelle qu'en soit l'origine, a été d'autant plus grave que ni le pouvoir sportif ni l'autorité administrative ne se sont inquiétés des modalités de sa réalisation. »

Les instances sportives sont sévèrement mises en cause par le rapport, qui critique l'attitude « irresponsable » de la Fédération française de football. Enfin, et là se situe peut-être le noeud de l'affaire, la commission d'enquête, après avoir constaté l'existence de faux documents, écrit dans son rapport que le Sporting-Club bastiais a « voulu faire une opération financière pour combler une partie de son déficit ».

Contrats verbaux

Parallèlement, l'enquête judiciaire progressait à partir de bases semblables. Dix-huit personnes étaient successivement inculpées et certaines étaient placées en détention pendant plusieurs mois. Le 23 avril 1993, soit moins d'un an après le drame, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Bastia renvoyait treize des dix-huit inculpés devant le tribunal correctionnel en faisant une analyse du dossier qui ne semble satisfaire personne. A l'indignation de certains prévenus s'ajoute la colère du collectif des victimes, qui considère que la justice s'est arrêtée aux « lampes ». En fait, l'instruction, puis la chambre d'accusation ont divisé le dossier en trois parties. Les responsabilités d'ordre matériel, les responsabilités sportives et les responsabilités administratives, presque toutes rassemblées dans le délit d'homicides et blessures involontaires.

Dans la première partie figure Jean-Marie Boimond, directeur de Sud-Tribune, auquel on reproche notamment des erreurs dans la conception et le montage de la tribune provisoire. Il sera aux côtés de Bernard Rossi, directeur de l'agence corse de la Société de contrôle technique (SOCOTEC), et c'est le tribunal qui devra dire s'il devait contrôler uniquement la résistance du sol.

Au chapitre des responsabilités sportives, Jean-François Filippi était en tête de liste. Président du SCB à l'époque des faits, c'est lui qui a passé les contrats sans forme juridique avec Sud-Tribune et la SOCOPEC. On lui reprochait de n'avoir pas sollicité l'autorisation du maire de la commune et de ne pas s'être assuré que la SOCOPEC vérifiait la solidité de la construction. Son assassinat, commis le 26 décembre, a fragilisé et peut-être même fissuré le procès de manière définitive pour plusieurs raisons. A son égard, l'action de la justice est éteinte, mais sa mort, quelles qu'en soient les raisons, fait de lui un suspect perpétuel, ni coupable ni innocent. Ensuite, ce crime, commis à quelques jours de l'audience, ajouta au climat de tension d'un procès dont certains prévenus pourraient décider de ne pas assumer de risques extrajudiciaires en ne venant pas ou, tout au moins, en se taisant. Enfin, avec la mort de l'ancien président du SCB, le débat sera incontestablement tronqué, notamment sur ses aspects financiers, et

l'expérience des tribunaux montre qu'à l'audience, les absents ont toujours tort.

Les instances sportives seront donc représentées par Michel Lorenzi, ancien vice-président du SCB, Ange Paolacci, directeur administratif de la ligue corse, Noël Bartoloni, vice-président, et Edienne Galeazzi secrétaire général. Ils sont tous les quatre accusés d'avoir participé à la rédaction d'un faux procès-verbal de la commission de sécurité. Outre le faux et usage de faux, Paolacci et Galeazzi comparaitront sous la prévention d'homicides et blessures involontaires comme Luc Piani, président de la commission d'organisation de la Coupe de France, et Michel Cagnon, directeur général de la Fédération française (FFF). Ces deux derniers sont accusés de ne pas avoir surveillé l'organisation d'un match comportant de grands risques.

Sur le plan administratif, Raymond Le Deun, ancien directeur du cabinet du préfet de Haute-Corse, comparaitra en raison des responsabilités qu'on lui impute en tant que président de la commission départementale de sécurité. Didier Cauville, alors directeur départemental de l'équipement, membre permanent de cette commission, est également poursuivi, l'accusation lui reprochant principalement de n'avoir pas tenu le rôle de conseiller technique du préfet que la loi lui attribue. Enfin deux officiers de sapeurs-pompiers, les lieutenants Michel Andrei et Christian Fili, figurent aussi parmi les prévenus en tant que responsables du bureau de la prévention. Leur mise en cause a provoqué la colère du Syndicat national des officiers professionnels sapeurs-pompiers qui s'interroge sur « les cheminement tortueux qui permettent de transférer les responsabilités de ceux qui disposent légalement du pouvoir de décision, vers les exécutants ». Un langage tenu également par le collectif des victimes, qui s'étonne de ne pas voir parmi les prévenus Jean Fournet-Rayard, président de la FFP, qui a bénéficié d'un non-lieu, et l'ancien préfet de Haute-Corse, Henri Hurand, jamais poursuivi. Cependant, ce dernier pourrait comparaître quand même, car il fait l'objet d'une citation directe délivrée par des familles de victimes et le tribunal se prononcera sur la jonction de cette citation au deuxième jour de l'audience.

Les débats promettront d'être techniques et cela à double titre. Tout d'abord, il y aura des querelles de chiffres sur l'expertise de la construction de la tribune provisoire. Mais la discussion sera aussi très technique sur le plan juridique car la responsabilité imputée à plusieurs prévenus n'est que le résultat de l'interprétation parfois discutable de textes de loi qui s'entrecroisent les uns aux autres. A cette circonstance pourraient s'ajouter les usages des tribunaux correctionnels, moins enclins, dans une procédure essentiellement écrite, à faire preuve de la clarté exigée en cour d'assises. Pourtant, les victimes et leur familles viendront pour savoir et pour comprendre. Sur le plan civil, la plupart ont été indemnisées et les derniers dossiers sont en voie de règlement. C'est donc principalement la vérité que les victimes viendront chercher.

MAURICE PEYROT

Les nouveaux bandits corses

Suite de la première page

Dans un climat où alternent violence et silence, l'impunité fait loi. Au grand dam du Comité Robert-Sozzi (1), qui accuse désormais ouvertement les coupables : « Ces meurtres sont possibles parce qu'un groupe armé s'oriente le droit, sous la protection de l'Etat français et de son ministre de l'intérieur, d'éliminer les militants de la cause nationale dans la plus pure tradition du SAC. » Des propos tenus publiquement, au matin du 30 décembre 1994, sur la place Saint-Nicolas de Bastia, par les responsables du Comité, des dissidents du nationalisme.

Parmi eux, Puniolo Alessandri, quarante ans, un militant de toujours, qui rejette l'« omertà » : « Je sais que je peux être tué, mais je n'ai pas peur. Maintenant, il faut parler. » Sont directement visés le FNLC, Canal historique et la Cuncolta. « Il y a un front ou sein du front », lâche un membre du Comité, allusion au groupuscule de jeunes et moins jeunes recrutés par les organisations, dépourvus de formation politique mais fascinés par les armes. La cause nationaliste tombe entre les mains de bandes d'individus qui éliminent physiquement les militants gênants et les petits dealers, qui menacent et rackettent les commerçants apeurés au nom d'une idéologie dont ils ignorent l'abc. « Ils arrivent en ville à huit, répartis en deux autos qui se suivent, explique un témoin. Ils se ressemblent tous un peu. Les jeans mal rasés, le parka large et ouvert, une dégaîne à la Mad Max. »

Déstabiliser les nationalistes

Ainsi décrits, ils rappellent étrangement ces nouveaux bandits que l'on voit surgir au Japon, aux Etats-Unis, en Inde, au Libéria. Leur morale s'inspire du modèle nijnja ou Rambo droit rogerien des vidéoclubs. Culte du muscle et de la force, passion des armes à feu qui est en Corse une véritable religion (avec la dévotion pour la Madone). Si les nerfs du nationa-

lisme ignorent la doctrine, ils lisent assidûment la revue *Cible* ou la *Gazette des armes*. Ceux qui les soutiennent à la Cuncolta évoquent un droit de « légitime défense préventive ». Leur présence est la plaie des mouvements de libération. Elle est surtout le fruit de leur inconscience. « Ces hommes de guerre, ce sont nos enfants... »

Mais l'heure n'est pas au meo culpa. Après les assassinats qui ont ensanglanté la fin d'année, on cherche des raisons. « En Corse tout le monde se connaît, observe un vieux nationaliste. Pour l'instant on ne sait rien. Mais bientôt quelqu'un va payer. » L'élimination, le 26 décembre 1994, de Jean-François Filippi, l'ancien président du Sporting-Club de Bastia, ne fait qu'embrouiller les pistes. Qui avait intérêt à le tuer huit jours avant l'ouverture du procès de Furiani ? « On a choisi ce moment pour régler d'autres comptes », entendent-ils à Bastia. De même, le Comité Sozzi affirme que la « condamnation » de Frank Muzi était programmée depuis dix-huit mois, et sa mort n'aurait rien d'une vengeance après celle de Jean-François Filippi. Samedi, la veuve de ce dernier assistait aux obsèques de Muzi.

D'aucuns voient dans ces drames répétés une tentative pour déstabiliser les nationalistes à six mois des prochaines élections municipales. L'Etat français est montré du doigt. On s'interroge sur la stratégie de Charles Pasqua depuis que les membres (FNLC historique) du commando de Spérone, arrêtés l'été dernier, sont peu à peu relâchés. « Il y a des tractations entre la Cuncolta et le ministre de l'intérieur, assure un ex-militant. On dirait que ça arrange Pasqua que les nationalistes s'entre-tuent. »

Le dernier indice en date est la récente revendication du statut de TOM (territoire d'outre-mer) pour la Corse formulée par la Cuncolta. Un texte a aussi été circulé dans quelques milieux nationalistes. Il ne resterait plus qu'à l'insérer à l'ordre du jour du Parlement. Membre du Comité Sozzi, l'abbé Mondoloni s'empare : « C'est bien la première fois qu'un mouvement révolutionnaire réclame

un statut colonial ! Vous imaginez un département français devenir un TOM ? Réplique de la Cuncolta : les populations d'outre-mer ont droit à l'autodétermination par voie référendaire. Dialogues de sourds, idéologique, et fiscal : le RMI est moins élevé dans les TOM que dans les départements.

Une certitude émerge : la balle qui a tué Jean-François Filippi provient d'une arme encore jamais utilisée par le passé en Corse. « Un fusil à lunette Remington 223, précise un spécialiste. Le milieu régle ses comptes au P.38 et les dealers sont éliminés à la chevrotine. Les engins à vision nocturne existent, mais ils



n'avaient servi à aucun acte criminel. » Alors ? Toutes ces observations ramènent aux dissensions internes du nationalisme sur l'île. Ces dernières années, il a éclaté en mille morceaux, donnant naissance à des mouvements souvent sectaires qui refusent les opinions du FNLC-Canal historique et de la Cuncolta : le prélèvement de l'impôt révolutionnaire auprès des entreprises et même de certains hommes politiques, les plastiquages contre les structures touristiques ou les sociétés refusant d'acquiescer le fameux impôt ; le penchant d'une fraction nationaliste (mais pas seulement à la Cuncolta) à convoiter le pouvoir économique, qu'il s'agit de rapprocher des patrons étrangers à l'idéal d'indépendance. Ainsi l'ancien président du Sporting-Club de Bastia, Jean-François Filippi,

cumulait-il des fonctions de maire sous une étiquette libérale avec des activités florissantes de chef d'entreprise. Il payait l'impôt révolutionnaire ; offrait aux dirigeants de la Cuncolta des véhicules gratuits via sa société de location automobile. En contrepartie, l'organisation assurait sa garde rapprochée depuis la catastrophe de Furiani, un service qui n'était pas du goût de tous Robert Sozzi et Frank Muzi.

« Nous perdons nos valeurs »

En proie à la délinquance économique (les investisseurs sont découragés), la Corse vit des subsides du gouvernement et de la Commission de Bruxelles. Des familles entières se font salarier dans un emploi saisonnier ou sein d'une SARL pour toucher le chômage à l'année ; on gonfle des troupeaux de bovins en vue de raffer les primes européennes à la vache allaitante ; des marchés de travaux publics sont attribués sans appel d'offre, et l'île s'effondre dans une empoisonnante endémie. Les malfrats s'en donnent à cœur joie, qui coupent ici les doigts d'une personne âgée pour voler sa bague, qui braquent là un boucher (à quatre) pour 50 francs. Le 30 décembre, un employé des postes bastiais, installé devant sa télévision, a reçu une balle dans la joue, tirée par un agresseur parvenu jusqu'à son salon... « Nous perdons nos valeurs », se lamente un habitué du vieux port, et la police n'agit pas. « Les villages meurent, le maquis est abandonné aux chèvres et aux sangliers, les familles se dispersent, les entreprises vivent, la drogue circule. Une conduite d'échec triomphe. Des logiques de prédation, de sous-développement, d'implosion, voire d'autodestruction, les haines et les jalousies ressortent. Sauf quand la Corse enterre l'un des siens. Au cimetière de Conca, l'air vibrant de toutes les poignées de main et accolades silencieuses. Comme si la mort dans cette drôle d'île était un ciment plus fort que la vie. »

ERIC FOTTORINO

(1) Du nom de ce militant de la Cuncolta abattu en juin 1993 après son refus d'assurer la protection des amis-François Filippi. Sozzi mettrait en cause certaines pratiques du FNLC clandestin et de la Cuncolta. Lors d'un rassemblement de militants en août 1993, à Corti, les deux organisations ont reconnu être à l'origine de l'exécution de Sozzi.

la situation en Corse
M. Pasqua dialogue
avec les nationalistes

Le Père Henri Madelin,
nouveau directeur de la revue « Etudes »

هكنا من الأمل

et la situation en Corse

M. Pasqua dialogue avec les nationalistes

AJACCIO
de notre correspondant

S'il est vrai, comme l'affirme Machiavel, que « les hommes sont si simples et si occupés à céder au temps, que celui qui trompe en trouvera toujours qui se laisseront tromper », l'heure est sans doute venue, un mois après un échange public et inattendu de correspondances entre le FLNC et le ministre de l'intérieur, de se demander si l'un tente de tromper l'autre et, dans ce cas, quel est celui qui se laissera tromper.

Au départ, l'initiative est prise par le FLNC-Canal historique, branche « dure » du mouvement clandestin : le 24 novembre, la presse reproduit une lettre adressée à Charles Pasqua et annonçant que « l'organisation a décidé de s'adresser directement à l'Etat français » pour faire avancer la recherche d'une solution politique au problème corse. Les élandistes estiment qu'une telle solution ne peut s'inscrire que dans le cadre d'un projet de loi fondé sur l'article 74 de la Constitution, ce qui permettrait à l'île de bénéficier du statut de territoire d'outre-mer.

Pour preuve de sa bonne volonté, le FLNC-Canal historique suspend ses actions militaires sur le continent et, en Corse, contre « les fonctionnaires et ressortissants français ». En contrepartie, il demande que se manifestent, « d'ici à la fin de l'année, les prémices d'une démarche irréversible » sur le sort des prisonniers, alors au nombre de onze. Il demande aussi que « le ministre de l'intérieur signifié (...) sa réelle volonté de changement (...) [en] soulignant son intérêt pour une avancée institutionnelle ».

« Une politique d'apprenti sorcier »

De 1973 à 1994, le quotidien *Corse-Matin* publie une lettre de M. Pasqua intitulée : « A mes compatriotes ». Le ministre se dit « pas opposé à une réflexion approfondie » sur l'évolution des institutions. Il « note avec satisfaction que les principales forces en cause ont maintenant décidé de mettre fin aux actions violentes » (le *Monde* daté 27-28 novembre). Pour la presse insulaire et pour tous les élus et observateurs politiques, le dialogue est désormais noué entre les clandestins et le ministre qui, à Paris, est chargé des affaires de la Corse. La Cuncolta Naziunale, proche du FLNC-Canal historique, n'attend pas pour se déclarer « satisfaite ». Le mouvement va jusqu'à assurer que l'île est « à un tournant décisif ».

Les autres réactions, cependant, ne sont guère favorables. S'il s'agit pour le gouvernement de privilégier un dialogue direct avec l'organisation élandiste, d'autant que le dirigeant de la coalition Corsica Nazione - dont A Cuncolta représente la tendance « dure » - à l'Assemblée de Corse, Jean-Guy Talamoni, écrit dans *U Ribombu* : « La réponse du ministre français (...) veut reconnaître [du FLNC-Canal historique], le mot reconnaissance devant être pris non seulement au sens politique (...), mais encore (...) dans son acception diplomatique ».

A droite, ceux qui avaient dénoncé avec vigueur le statut Joxe adoptent, cette fois, un comportement prudent et réservé.

Ils déclarent partager l'analyse de M. Pasqua, ou lui faire confiance. Tel n'est pas le cas d'Emile Zaccarelli, ancien ministre, député (radical) de Haute-Corse et maire de Bastia, qui avait lui aussi combattu certains aspects du statut Joxe et qui juge qu'il n'est « pas conforme à la démocratie que le peuple doive assister à ce type d'échanges, qui s'opèrent au-dessus de sa tête, alors que c'est son sort qui est en jeu ». Nicolas Alfonsi, premier vice-président (divers gauche) de l'Assemblée de Corse, ancien député, déclare « s'opposer à cette politique d'apprenti sorcier », la même, selon lui, que celle des précédents de M. Pasqua, Pierre Joxe en particulier.

Pour le PS, à l'origine de deux statuts particuliers pour l'île, en 1982 et en 1991, le statut de TOM est à rejeter. Il situerait la Corse « dans une option d'indépendance non souhaitée par une immense majorité de Corse ». Les communistes n'accordent, eux, « aucune valeur à ces négociations » qui ne les engagent pas. Enfin, les mouvements nationalistes autres que Corsica Nazione expriment des doutes, mais font savoir qu'ils entendent bien être présents autour de la table des discussions éventuelles.

Alors, dialogue direct entre FLNC et ministre, comme le prétendent les porte-parole de Corsica Nazione ? M. Pasqua s'est employé à calmer le jeu, notamment dans un entretien accordé au quotidien *la Corse*, dès le 26 novembre, en se prononçant « pour un dialogue très largement ouvert », énumérant « les élus, l'Assemblée de Corse où toutes les tendances politiques sont représentées, y compris les nationalistes dans leur diversité (...) », [et] tous ceux qui veulent participer au renouveau de la Corse ».

Dans l'immédiat, deux des treize militants du FLNC-Canal historique arrêtés à Sperone, au début de 1994, viennent d'être remis en liberté, après trois autres qui l'avaient été en août et septembre. Corsica Nazione va préparer un ensemble de textes, dans le cadre du statut de TOM espéré, et les soumettre à l'Assemblée de Corse dans les trois mois. Sur quoi un tel débat peut-il déboucher ? Certains vont jusqu'à avancer l'hypothèse d'un référendum dans l'île.

PAUL SILVANI

Le FLNC-Canal historique dément son implication dans les derniers assassinats. « L'organisation nationaliste a diffusé, samedi 31 décembre, un communiqué dans lequel elle se déclare « totalement étrangère aux événements tragiques de ces jours derniers, en particulier les assassinats de Jean-François Filippi et Frank Mazi », et déplore « l'odieuse campagne menée contre le mouvement national par ceux-là mêmes qui ont depuis longtemps renoncé à la lutte », vivant ainsi les nationalistes du comité Robert-Sozzi. Ces derniers avaient publiquement demandé au FLNC de « ne plus nier », au lendemain du meurtre de Frank Mazi (le *Monde* daté 1^{er} 2 janvier). « Ce n'est pas un hasard, conclut le message du FLNC, si de graves turbulences surviennent après l'annonce de notre proposition de déblocage politique de la situation en Corse, seule voie susceptible de mettre un terme à la violence. »

Succédant au Père Calvez

Le Père Henri Madelin, nouveau directeur de la revue « Etudes »

Ancien provincial de France de la Compagnie de Jésus, le Père Henri Madelin devrait prendre la succession, dans quelques mois, à la tête de la revue mensuelle *Etudes* - dont la diffusion est de 13 000 exemplaires - du Père Jean-Yves Calvez, qui en était le directeur depuis 1988. Il devrait du même coup démissionner de sa responsabilité actuelle d'aumônier national du Mouvement des cadres chrétiens (MCC).

(Né le 26 avril 1936 à Guéville (Vosges), Henri Madelin est entré à la Compagnie de Jésus en 1957. Il a été ordonné prêtre en 1967, après des études de théologie à la faculté jésuite de Fribourg (Lyon), de droit et de sciences politiques à Paris. Après avoir collaboré au CÉRAS (centre d'action sociale) de Vanves, il a été provincial de France de la Compagnie de Jésus de 1979 à 1985, puis président du Centre Sèvres à Paris (faculté de philosophie et de théologie des jésuites) de 1985 à 1991. Depuis quatre ans, il est aumônier national du MCC. Docteur en sciences politiques, membre du conseil d'orientation du « Mouvement Diplomatique », Henri Madelin est maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.)

guie de Jésus en 1957. Il a été ordonné prêtre en 1967, après des études de théologie à la faculté jésuite de Fribourg (Lyon), de droit et de sciences politiques à Paris. Après avoir collaboré au CÉRAS (centre d'action sociale) de Vanves, il a été provincial de France de la Compagnie de Jésus de 1979 à 1985, puis président du Centre Sèvres à Paris (faculté de philosophie et de théologie des jésuites) de 1985 à 1991. Depuis quatre ans, il est aumônier national du MCC. Docteur en sciences politiques, membre du conseil d'orientation du « Mouvement Diplomatique », Henri Madelin est maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.)

Le militant anti-avortement auteur d'un double meurtre a été arrêté en Virginie

WASHINGTON

de notre correspondant

« Bizarre » et « taciurne », ce jeune homme solitaire était ainsi décrit par son entourage comme une sorte de « fanatique religieux » qui faisait une fixation sur la question de l'avortement. John Salvi, apprenti-coiffeur de vingt-deux ans, a été arrêté, samedi 31 décembre, à Norfolk, dans l'Etat de Virginie, peu après avoir ouvert le feu contre la clinique Hillcrest, un établissement connu pour pratiquer des interruptions volontaires de grossesse. Personne, cette fois-ci, ne se trouvait dans la salle de la clinique. La veille, dans le Massachusetts, il avait tué deux réceptivistes et blessé cinq autres employés de deux cliniques de Brookline (le *Monde* daté 1^{er} 2 janvier).

Après cette manifestation de « terrorisme domestique », selon l'expression employée par le président Bill Clinton, une vaste chasse à l'homme avait été organisée. Si l'arrestation de John Salvi lève une menace immédiate contre

d'autres centres médicaux, elle sera sans effet pour apaiser le climat d'affrontement de plus en plus violent qui s'est établi entre partisans et adversaires de l'avortement. Des agents fédéraux ont bien été postés à l'entrée de nombreuses cliniques, mais l'atmosphère générale, M^{me} Janet Renn, a reconnu que le gouvernement n'a pas les moyens de répondre à toutes les demandes de protection dont il est saisi.

Paradoxalement, l'administration porte peut-être une part de responsabilité dans ce regain de violence. Depuis le vote, en juillet dernier, d'une loi qualifiant de crime fédéral toute manifestation de violence dirigée contre des cliniques pratiquant l'avortement, certains extrémistes ont peut-être conclu que le meurtre était la seule arme efficace contre ces « camps de la mort » que sont, selon eux, les cliniques qui pratiquent l'IVG. Les menaces de mort adressées au personnel de ces établissements se sont multipliées ces derniers mois, notamment depuis que Paul Hill,

cet ancien pasteur presbytérien coupable d'un double assassinat « anti-avortement », a été condamné, en novembre dernier, à la peine capitale par un tribunal de Floride.

Escalade d'actions violentes

S'il est exécuté, a prévenu Daniel Ware, un responsable du mouvement anti-avortement de Houston, « le sang coulera dans les rues ». La menace n'a rien de gratuit. La folie meurtrière de John Salvi s'inscrit dans le cadre d'une escalade de violence et d'actions violentes. « Nous sommes en guerre », affirme Don Trushman, le directeur de Operation Rescue, le mouvement extrémiste anti-avortement, cité par le *New York Times*. Sans justifier le double meurtre de Brookline, il souhaite néanmoins remettre les choses à leur place : « Jusqu'à récemment, les pertes ne se comptaient que dans un seul camp : 30 millions de bébés morts, et seulement cinq per-

sonnes (1) de l'autre côté, donc il n'y a pas lieu d'en faire toute une histoire ».

Si la plupart des mouvements anti-avortement se sont désolidarisés du comportement fanatique de John Salvi, celui-ci, une fois condamné, pourrait bien devenir - comme Paul Hill - un martyr de la « cause ». Dans son dernier numéro, le magazine *Harper's* publie des extraits de l'*Armée de Dieu*, un livre qui constitue un manuel de l'action violente pour les militants intégristes « pro-vie ». Le mouvement anti-avortement dispose aujourd'hui de nombreux soutiens au sein de la droite religieuse. Au moment où l'Amérique entame une nouvelle ère politique marquée à droite, il n'est pas exclu que certains chrétiens extrémistes veuillent profiter d'un climat favorable aux valeurs conservatrices.

LAURENT ZECCHINI

(1) Depuis 1993, cinq personnes ont été tuées par des activistes du mouvement anti-avortement.

Selon un bilan provisoire

Cinq morts et une cinquantaine de blessés dans l'incendie d'un hôtel à Anvers

BRUXELLES

de notre correspondant

L'incendie d'un hôtel, qui a endeuillé les fêtes de Noël à Anvers, attire l'attention sur le caractère dangereux de certaines décorations souvent utilisées pour les réjouissances dans les lieux publics.

Il était environ 23 heures, samedi 31 décembre, quand le drame a eu lieu à l'Hôtel Switel, établissement de luxe en bordure du quartier des diamantiers juifs, où environ cinq cents personnes - parmi lesquelles de nombreux Hollandais - étaient venues réveillonner. Sans doute après qu'un sapin en bois pour une cause inconnue, tout le plafond s'est embrasé en quelques secondes. De nombreux ballons, gonflés de gaz divers, y étaient accrochés. « C'était comme si les gens étaient pris sous un énorme et terrible gril », a dit un pompier pour expliquer que la plupart des victimes soient brûlées à la tête et

dans la partie supérieure du corps. A cela s'ajoutent de très graves lésions pulmonaires provoquées par la fumée qui dégageait la combustion de matières synthétiques.

Malgré la rapidité des secours, le bilan, encore provisoire dimanche soir, est lourd : cinq morts, une cinquantaine de blessés en soins intensifs - dont la moitié dans un état critique - et une centaine de blessés moins gravement atteints. Des taxis ont transporté des victimes dans les hôpitaux débordés. Des hélicoptères ont survolé la capitale flamande pendant la nuit des fêtes pour acheminer de grands brûlés dans un hôpital militaire.

L'incendie s'est limité au rez-de-chaussée. Dimanche, à la télévision, une élite de l'hôtel a expliqué qu'on ne se rendait compte de rien dans les chambres avant l'arrivée des ambulances et des voitures de pompiers.

JEAN DE LA GUÉVRIÈRE

A la prison de Birmingham

Le tueur en série de Gloucester a été retrouvé pendu

LONDRES

de notre correspondant

Frederick West, qui avait été arrêté en février dernier pour le meurtre de douze femmes, a été retrouvé pendu, dimanche 1^{er} janvier, à l'entrée de la prison de Birmingham. Selon la police, le meurtrier en série de Gloucester se serait donné la mort, profitant de failles dans la sécurité un jour de fête. Un ancien codétenu assure toutefois qu'il était étroitement surveillé jour et nuit et que les gardiens emprisonnés avec lui révalent de le supprimer. Une enquête a été ouverte.

Apprenant la nouvelle, la mère d'une des victimes a estimé que c'était « la seule chose bien qu'il ait fait de sa vie ». Un autre parent a déclaré qu'il ne pourrait même pas aller en enfer, car il fallait pour cela avoir une âme, et West n'en avait pas. Il faut dire que les découvertes macabres faites dans la « maison des horreurs » du 25, Cromwell Road dépassaient l'imagination, même des Britanniques.

PARIS. Un gardien de la paix tue un jeune Marocain. Dans la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier, un gardien de la paix qui réglait la circulation rue Traversière, à Paris (12^e), a tué le passager d'une voiture qui fonçait sur lui. Selon la police, le gardien de la paix, qui intervenait après un accident de la circulation, avait demandé au conducteur de s'arrêter, mais la voi-

tur s'est dirigée vers lui à vive allure. Projeté sur le capot, il a dégrainé son arme de service et tiré à cinq reprises à travers le pare-brise. Attent à la tête, le passager de la voiture, un Marocain âgé de vingt ans, domicilié à Montfermeil (Seine-Saint-Denis), est décédé. Le conducteur du véhicule a été grièvement blessé. Le parquet de Paris n'a saisi l'inspection générale des services (IGS).

PATRICE DE BEER

Ancien bras droit de Jacques Médéric

Jean Oltra est recherché par la police

NICE

de notre correspondant régional

A la suite de sa condamnation, par la 5^e chambre du tribunal correctionnel de Nice, mardi 27 décembre, à deux ans de prison dans l'affaire de surfacturation de Monaco-sponsoring, Jean Oltra, 45 ans, ancien directeur général du comité des fêtes et de l'association paramunicipale Nice-communication, s'est volontairement soustrait à la justice. M. Oltra était poursuivi pour faux en écriture de commerce et usage, complicité et abus de confiance. Il avait comparu, libre, en compagnie de Philippe Prat, ancien gérant de la société Monaco-sponsoring, extradé du Maroc en avril 1994. Philippe Prat avait été condamné à la même peine et maintenu en détention. M. Oltra ne s'étant pas présenté à l'audience de délibéré, le tribunal avait délivré un mandat d'arrêt à son encontre.

Pour son avocat, M^{re} Yves-Bernard Gabay, Jean Oltra n'est pas en fuite mais attend, « quelque part », que la chambre criminelle

Surpris par des avalanches

Six skieurs ont été tués dans les Alpes

Dans les Alpes, où la douceur des températures et le vent ont rendu extrêmement fragile la couche de neige, six personnes qui skiaient hors des pistes balisées ont été tuées et sept blessées au cours du week-end du nouvel an. Un guide expérimenté de quarante-sept ans, Richard Bozon, a été surpris par une coulée de neige alors qu'il évoluait à 2 400 mètres d'altitude sur le domaine des grands Montets, à Argentières (Haute-Savoie). Un skieur qui l'accompagnait a été blessé.

Effectuant également du hors-piste, un Suédois de vingt-quatre ans a été tué dimanche et l'un de ses compatriotes, blessé à Val-d'Isère (Savoie), à la suite d'une avalanche. Plus au sud, dans le massif de la Meije (Hautes-Alpes), une skieuse a été emportée par une coulée, alors qu'elle évoluait vers 2 900 m d'altitude. Par ailleurs, le corps d'un skieur, lui aussi emporté par une avalanche dans la journée de samedi, a été découvert dimanche matin au-dessus de la station des Arcs 2000 (Savoie), où il était employé saisonnier.

Samedi, une Londonienne de trente ans, qui skiait hors des pistes à Tignes (Savoie) et qui était pourtant accompagnée d'un membre de l'Ecole de ski français, avait été tuée dans les mêmes conditions. De même un Allemand de dix-neuf ans, qui pratiquait le surf des neiges hors piste à La Plagne à 2 200 m d'altitude, a été enseveli. Enfin, une skieuse belge, emportée samedi par une coulée à Courchevel (Savoie), se trouvait dimanche soir au service de réanimation de l'hôpital de Chambéry (Savoie).

de la Cour de cassation statue sur le pourvoi qu'il a formé, dès le 27 décembre, contre le mandat d'arrêt dont il a fait l'objet. Selon M^{re} Gabay, si la Cour de cassation juge la requête de M. Oltra recevable, l'exécution du mandat d'arrêt sera aussitôt suspendue. « M. Oltra a-t-il déclaré, n'a pas envie d'attendre la décision en prison ». L'ancien bras droit de l'ex-maire (CNI) de Nice, Jacques Médéric, « oublié », ensuite, de l'opportunité de faire appel du jugement prononcé contre lui (cet appel n'étant pas suspensif).

G. P.

Les conséquences de la tempête

Deux sauveteurs allemands portés disparus en mer du Nord

Deux membres de l'équipage de la vedette de sauvetage *Alfred-Krupps*, qui intervenait dans la nuit de dimanche à lundi en mer du Nord, sont portés disparus, ont annoncé lundi 2 janvier les autorités allemandes. Les deux hommes sont passés par-dessus bord alors qu'ils participaient aux recherches d'un sauveteur néerlandais disparu. Celui-ci a finalement été retrouvé sain et sauf après avoir séjourné deux heures et demie dans l'eau froide. Par ailleurs, le *Linbo*, le cargo norvégien, dérivait lundi face à l'île néerlandaise de Vlieland. Ce navire de 70 mètres de long a pris de la gîte après que sa cargaison, constituée de blocs de marbre, eut glissé sous l'effet de la tempête qui a formé au large des creux de douze mètres. Ses cinq membres d'équipage ont été évacués à bord d'un navire suédois.

Enfin, le nombre exact de barils de produits chimiques toxiques perdus jeudi 29 décembre dans les eaux territoriales britanniques de la mer du Nord par un cargo allemand, le *Roß-Buck*, s'élève à trente-quatre, selon les déclarations de l'armateur. Ces fûts contiennent chacun 200 litres de chlorure de thionyle, une substance explosive qui dégage au contact de l'eau de l'acide sulfurique et de l'acide chlorhydrique.

John Baillie
1883 - 1993
Tailleur de père en fils

SOLDES
costumes traditionnels

1, rue Auber - 6^e place de l'Opéra
Paris 9^e - Tél. : 47.42.49.17
47.42.49.24

Le Vésinet, ville pauvre habitée par des riches

Cette cité-jardin des Yvelines a su préserver un cadre de vie exceptionnel. Peut-elle encore s'en contenter ?

« Le Vésinet n'est pas une ville riche, c'est une ville habitée par des gens qui le sont. » L'auteur de cette formule est bien placé pour connaître les réalités de cette cité des Yvelines : Alain Jannemann vient de passer trente ans à la tête de la municipalité. Le maire sortant, qui avait déjà reconstruit l'Assemblée nationale en 1993, a décidé de passer la main à l'occasion des élections municipales de juin. M. Jannemann est poussé vers l'abandon de la vie politique départementale par la fédération du RPR (dont il a démissionné en décembre 1993) pour avoir aidé, moyennant rétribution, un promoteur britannique à développer des programmes en France alors qu'il était vice-président de l'Agence française et technique de la région parisienne (le Monde du 19 juin 1991).

Son successeur devra choisir entre la préservation des espaces verts et la revitalisation de la ville : née en 1875 de l'imaginaire créatrice de l'urbaniste Alphonse Pailu, Le Vésinet, qui compte aujourd'hui un peu plus de seize mille habitants, est, en fait, la première ville nouvelle française. Son concepteur l'avait voulu ouverte aux gens de toute condition : la ville est un mélange d'habitations cossues et de pavillons modestes. Au fil des décennies, les municipalités qui s'y sont succédées ont préservé le site, en limitant l'urbanisation et en refusant les implantations d'activités.

Une taxe professionnelle dérisoire

En précurseur de l'urbanisme paysager, Alphonse Pailu avait dessiné une véritable ville-parc inspirée des *cités jardins* anglais, transformant ce qui n'était qu'un bois avant l'apparition du chemin de fer en un lieu de villégiature au milieu d'immenses espaces verts, avec pelouses, rivières et lacs, d'ailleurs classés en 1983. Les trois cinquièmes du territoire sont ainsi occupés par des maisons et des jardins.

Dans ce havre de verdure, les tentations sont pourtant grandes. A quelques kilomètres à vol d'oiseau des quartiers d'affaires de la Défense, desservis par deux gares du RER, et à proximité immédiate de la future autoroute A 14 et de l'A 86, Le Vésinet est une cible bien tentante pour les promoteurs de tout poil qui se sont déjà attaqués aux villes voisines. Immeubles et zones pavillonnaires ont déjà remplacé les champs de carottes à Croissy-sur-Seine et ils devraient avoir raison des plantations de salades de la



plaine de Montesson, mais Le Vésinet a résisté. Le revers de la médaille est qu'aujourd'hui une majorité de jeunes quittent la commune, parce qu'ils n'y trouvent pas d'emploi, mais surtout parce qu'ils ne peuvent s'y loger. Le Vésinet devra faire un effort important, pour éviter de devenir une cité du troisième âge.

Un Neuilley de l'an 2000 ?

Une amorce de solution a été trouvée, inspirée du monde de la construction des résidences pour personnes âgées. La ville cède un terrain dont elle est propriétaire (ou qu'elle acquiert au prix du marché), pour le franc symbolique, à un constructeur social qui y réalise des logements. Deux opérations de ce type ont été menées, en 1984 et 1991, permettant la construction de soixante-dix logements aidés pour jeunes couples.

Les cinquante-cinq logements sociaux qui ont vu le jour au Vésinet en trente ans ne peuvent pas satisfaire la demande : « Ceux qui dénoncent le vieillissement de la population seront bien avisés de s'en préoccuper et d'accepter de mettre en

œuvre la solidarité de la communauté pour financer l'apport des terrains nécessaires », prédit M. Jannemann. D'ailleurs, dans le cadre de la loi d'orientation sur la ville, Le Vésinet devra peut-être ébaucher entre la coexistence de logements sociaux entre 1995 et 1998, ou le paiement d'une contribution de 3,2 millions de francs à l'Etat.

Depuis les origines, le cahier des charges scrupuleusement respecté et Le Vésinet accueille des « commerces et industries utiles aux besoins domestiques » de la ville. Encore ces activités ne peuvent-elles s'établir que dans des zones bien délimitées, en centre-ville ou à proximité des gares. De ce fait, le produit de la taxe professionnelle est dérisoire et ce sont les impôts locaux qui apportent 80 % des ressources de la commune.

L'arrivée d'une nouvelle municipalité devrait marquer une étape décisive. Les successeurs de M. Jannemann et de son équipe décideront-ils de consacrer la priorité à la protection du site, quitte à transformer la ville en une sorte de réserve d'Indiens aux portes de Paris ? Ou bien d'en faire un Neuilley de l'an 2000, terre de prédilection de sièges sociaux d'entreprises internationales ?

La solution se trouvera, sans doute, entre ces deux options extrêmes. Elle sera, en tout cas, au centre d'une campagne qui s'annonce agitée : plusieurs prétendants revendiquent, à droite, le titre de liste.

JEAN-CLAUDE PIERRETTE

REPÈRES

EMPLOI

Etudiants et anciens élèves au secours des chômeurs

Fondée en 1819, l'Ecole supérieure de commerce de Paris (ESCP), dont les cours sont suivis par plus de mille élèves, et dont sont issus, entre autres, Antoine Riboud, PDG de Danone, Michel Barnier, ministre de l'environnement, et Jean-Pierre Raffarin (UDF-PR), président de la région Poitou-Charentes, a fêté son cent soixante-quinzième anniversaire de manière originale.

Cant soixante-quinze élèves, doublés par autant d'anciens, ont décidé de prendre en charge cent soixante-quinze jeunes Parisiens titulaires d'un bac + 2 ou d'un bac + 3 et qui cherchent un emploi depuis plus de six mois. Chaque équipe, formée d'un élève et d'un ancien, offre à son « protégé » des conseils pour définir un projet professionnel, une technique de recherche d'emploi et des contacts avec les entreprises.

Engagement formel : ne pas lâcher le débutant tant qu'il

n'aura pas trouvé une situation. Cette opération est suivie attentivement par l'ANPE de Paris.

TOXICOMANIE

Des récupérateurs automatiques de seringues

La municipalité de Colombes (Hauts-de-Seine) a mis en place quatre récupérateurs automatiques de seringues, dans différents quartiers de la ville.

Les toxicomanes peuvent ainsi, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, déposer leurs seringues usagées dans l'appareil, qui, après avoir vérifié automatiquement qu'elles sont complètes, avec aiguille et piston, leur délivrera un jeton qu'ils pourront utiliser dans un autre appareil, pour obtenir un stérilisateur, contenant deux seringues, un flacon d'eau distillée, deux tampons alcoolisés, un préservatif, et un bon pour un test gratuit de dépistage du sida. Ces kits peuvent également être achetés 5 francs dans la plupart des pharmacies de la ville. La municipalité a consacré 120 000 francs à la mise en place de ces appareils.

Une visite dans des appartements attribués aux démunis

Jacques Chirac, l'Armée du salut et les sans-abri

Entre une visite au Futuroscope de Poitiers et à René Monory, président du Sénat, et un petit tour sur RTL avec le chanteur Michel Sardou, Jacques Chirac avait décidé de consacrer deux heures de sa matinée du samedi 31 décembre 1994 à une inspection éclair de l'application de sa politique en faveur du logement des plus démunis. Manifestement, le maire de Paris souhaitait aussi offrir une tribune à l'Armée du salut, une des associations caritatives qui travaillent régulièrement avec le maire, mais n'a pas l'entregent médiatique du Droit au logement (DAL).

Dix heures : départ de l'Hôtel de Ville dans un minibus bondé de journalistes avec caméras, appareils photo ou stylos. En cette froide matinée de réveil, Paris s'éveille lentement et les rues sont plutôt désertes. Entouré de quelques-uns des directeurs de sa municipalité, requis pour le circonstance, Jacques Chirac rappelle sa politique en matière de logement et les motifs de son recours à la procédure de réquisition : « Le nombre des sans-abri va croissant et l'existence à Paris de logements vacants crée une situation de provocation qui n'est pas acceptable. » Il révèle que, depuis deux ou trois mois, il avait échangé les responsabilités des grandes institutions financières de son intention de recourir à la procédure de réquisition. Bilan de cette opération et des

efforts de la Ville sur son patrimoine : 400 logements devraient être attribués entre le début et la fin février pour les familles les plus mal logées.

Une convention d'un an

Première étape de la visite : la 151 bis, rue de la Roquette dans le XI^e arrondissement. Dans l'escalier, les bruits de perceuses trahissent la présence d'électriciens et de peintres qui, le matin même, se sont attaqués à la rénovation de quelques-uns des 15 logements vacants. Le major Jacques Pierquin, de l'Armée du salut, à qui a été confiée la gestion de cet immeuble, est là pour accueillir Jacques Chirac et lui décrire l'avancement des travaux. Une convention d'un an renouvelable a été signée avec le groupe AGF, propriétaire de cet ensemble de deux bâtiments. La plupart des appartements sont des deux pièces qui seront sans doute attribués à des familles monoparentales.

« Les bénéficiaires de ces logements devront payer un loyer, nous leur apprendrons à connaître leurs droits », assure le major Pierquin, qui profite pour régler ses comptes avec le DAL en ajoutant : « Il est difficile pour nous de nous associer avec des gens qui forcent les portes. Nous voulons leur faire de la manière correcte avec comme objectif de les faire revenir dans la société normale. » Et pour

ceux qui n'auraient pas compris, Jacques Chirac précise : « Contrairement aux associations avec lesquelles nous avons l'habitude de travailler, le DAL ne s'occupe pas du suivi et de la réinsertion des gens. »

La seconde étape de la visite est un immeuble appartenant à la Ville de Paris, 6, rue Momey dans le IV^e arrondissement. Au deuxième étage, trois enfants africains, un peu intimidés par les caméras de télévision, et leur mère n'ont pas encore eu le temps de débarrasser les lits et les matelas livrés dans ce deux pièces rénové. Trois autres logements ont été attribués. Deux autres devraient l'être en février. Au rez-de-chaussée, un grand local servira à l'Armée du salut pour y installer son équipe chargée du suivi social.

Quel sera le coût de ces opérations ? La réhabilitation revient de 1 000 à 1 500 francs le mètre carré, soit une moyenne de 40 000 francs par logement. « Mais plus on travaille dans l'urgence, plus cela coûte cher », remarque Philippe Lefouge, délégué général à la construction et au logement à la Ville de Paris.

Mais Jacques Chirac est déjà sur le départ. « D'abord, la une, puis la deux, puis la trois », lance-t-il. Avant de s'éclipser, il consacre quelques minutes à ces exercices télévisuels. Il est 11 h 15. Pile dans les temps pour les journaux de 13 heures !

FRANÇOISE CHIROT

Mal-logés

Accord sans réquisition à Ris-Orangis

La préfecture de l'Essonne ne procédera pas à la réquisition d'appartements dans les immeubles de la rue du Château-d'eau, à Ris-Orangis (Essonne), comme le lui avait demandé le conseil municipal de cette commune, fin octobre.

Un accord est intervenu, jeudi 29 décembre entre la municipalité communale, la préfecture et le propriétaire, la société Propria. Celle-ci s'est engagée à louer les vingt logements vacants à des mal-logés, présentés par le bureau d'aide sociale, puis à céder sa résidence à une société de HLM dont les emprunts seront cautionnés par le commune.

Cette convention, en permettant de reloger des familles rissoies, marque aussi, en principe, l'épilogue du contentieux entre les locataires et la société Propria.

En 1991, celle-ci avait racheté cent treize appartements construits avec des fonds du 1^{er} patronat, mais les locataires avaient refusé les fortes hausses de loyer décidées par le nouveau propriétaire.

La bataille juridique a été perdue par ce dernier et entre-temps plusieurs familles avaient quitté les lieux sans être remplacées par de nouveaux occupants.

Les derniers mois d'un important stock de chlore

Choisy-le-Roi doit concilier la protection contre les risques industriels et la création de logements

Le début de l'année 1995 marque la dernière période d'un voisinage difficile entre les habitants de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne) et une installation industrielle à risque : 46 % du territoire de la commune, soit 205 hectares, relève d'un périmètre de protection en titre des installations classées, en raison de la présence d'un stock de chlore à l'usine de la Compagnie générale des eaux (CGE), exploitée pour le compte du propriétaire, le Syndicat des eaux de l'Île-de-France (SEIDF). En conséquence, tout permis de construire devra être gelé dans un rayon de 900 mètres autour de l'usine, en attendant la disparition de ce stock de chlore.

Cette usine des eaux est la plus importante de France à utiliser le chlore, en complément de l'ozone pour désinfecter les canalisations. L'utilisation du chlore est donc marginale, mais, avec une production quotidienne qui oscille entre 400 000 à 600 000 mètres cubes, et qui peut monter jusqu'à 800 000, le stock dépasse le seuil admissible de 8 tonnes : en cas de défaillance grave dans la cuve, par exemple, un nuage de chlore

gazeux pourrait se former, avec des conséquences graves, même si aucun incident n'a jamais été signalé en quinze ans d'utilisation à Choisy-le-Roi. C'est pourquoi, en février 1993, le préfet de l'époque, Jean-Claude Le Taillandier de Gabory, rappelait au maire Louis Luc (PC) les servitudes liées au périmètre de protection.

L'épreuve de force n'a pas eu lieu

De son côté, le SEDIF décidait de mettre en place une nouvelle technologie : pour un coût de 13 millions de francs, afin de supprimer son stock de chlore, l'usine utilisera de l'eau de javel diluée qu'elle produira sur le site à partir de sel marin, au plus tard le 1^{er} janvier 1996. L'eau de javel ne présentant pas les mêmes risques industriels, les restrictions s'en trouveront levées de facto.

Les textes, cependant, n'ont pas été appliqués dans toute leur rigueur. Huit permis de construire étaient en cours d'instruction lorsque Louis Luc fut rappelé à l'ordre. Il s'agissait, d'une part, essentiellement de maisons individuelles neuves, d'autre part, de deux opérations locatives de l'Office public d'aménagement et de construction (l'OPAC) du Val-de-Marne, d'un total de trente-cinq logements.

Pour le maire, il n'était pas envisageable de « bloquer tout développement sur la moitié de la ville pendant dix-huit mois », o fortiori à quelques mois des municipales. M. Luc prit alors contact avec la préfecture pour trouver une solution : il envisageait de passer outre à la circulaire et de délivrer les permis de construire. « Même si je dois ensuite aller au tribunal administratif », indiquait-il.

L'épreuve de force n'a pas eu lieu. Il a été décidé à la fin de l'été 1994, d'un commun accord, que les permis de construire pourraient être délivrés sans attendre, à la condition que les habitations ne soient livrées qu'à la fin de la période de risque. Autrement dit, la délivrance des permis de construire tient compte de la durée de chaque chantier, de façon à faire coïncider leur achèvement avec celui de la disparition du stock de chlore, à la fin de l'année qui commence.

FRANCIS GOUGE

LES FILMS NOUVEAUX A PARIS

KASPAR HAUSER. Film allemand de Peter Selver, v.d. : Cine Beaubourg, 3 (36-68-89-23) ; Réflex Médias II, 5 (43-54-42-34) ; Elysée Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; Sept Paroissiens, 14 (43-20-32-20).

3615 LE MONDE (minitel) ou 36-68-03-78 (téléphone) Tous les films, toutes les salles (Paris-Provincie) 2.19 F TTC/mnt

Le Monde ÉDITIONS

LA BATAILLE DE L'EAU

Roger Cans

De puissants groupes industriels se disputent le marché mondial... Inégalement réparti, de plus en plus cher, « l'or bleu » suscite bien des convoitises... Enquête sur un enjeu économique, industriel, géopolitique, une question cruciale pour cette fin de siècle.

220 pages, cartes et index, 125 F

EN VENTE EN LIBRAIRIE

LA DOCUMENTATION DU Monde SUR MINTEL

Vous voulez retrouver ce que le Monde a écrit sur telle ou telle oeuvre culturelle : livre, film, pièce de théâtre, concert, exposition, etc. Le Monde met à votre disposition deux services Minitel, avec plus de 200 000 textes en ligne :

36 17 LMDOC

recherche sur le titre de l'oeuvre et/ou le nom de son auteur, le titre et/ou l'auteur de la critique, la date, etc ; affichage immédiat des références de l'article.

36 29 04 56

même recherche + affichage du texte intégral de l'article.

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrit (toujours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

LES MARCHÉS FINANCIERS 1994

Une année paradoxale

En dépit de la reprise, qu'elle soit jugée vigoureuse comme celle d'outre-Atlantique, ou frémisante comme sur la Vieux Continent, les places financières ont, dans leur grande majorité, vécu une année difficile et paradoxale. Il y a eu encore un an, toutes les places espéraient une rapide sortie de la crise. Aujourd'hui, la croissance est bel et bien là, mais elle est loin de donner une suite au mouvement amorcé un an plus tôt. Les places financières pleurent leurs gains perdus.

Habituée aux records, Hongkong ne détient plus celui de la plus forte progression, à l'image de 1993,

mais celui du plus fort recul, avec une perte de 40 %. Plus près de nous, la tendance n'est guère différente : tous les marchés terminent l'année dans le rouge, à l'exception de Milan, mais surtout de Wall Street, qui termine la période à l'équilibre.

Cette année « pour rien » à Wall Street a de quoi faire rager plus d'un boursier. Car l'inquiétude des marchés financiers est bien venue des États-Unis : accélération de la croissance, tensions sur les taux, baisse du dollar, etc. Bref, du 4 février, date du premier relèvement des taux par la Réserve fédérale, à

la fin de l'année 1994, la conjoncture américaine a empoisonné les marchés financiers.

Cela étant, toutes les places ne sont pas égales devant la baisse : Paris est le marché européen qui a le plus souffert cette année. Francfort, Londres, Bruxelles et Amsterdam ont toutes terminé l'année avec un recul évoluant de 10 %. La Bourse parisienne a, pour sa part, reculé de 17 %. De là à penser que les « affaires » ont contribué un peu plus au recul français, il n'y a qu'un pas. Il y a deux mois, François de Givry, du cabinet d'analyse D. Phil, était de cet avis. Il estimait que si Paris était plus sensible, à la hausse

comme à la baisse, c'est parce que la place n'était pas contrôlée par des investisseurs résidents, mais par les étrangers, qui cherchent à Paris des gains rapides et spéculatifs. Ces mêmes investisseurs ne se préoccupent pas ou peu des données économiques de fond, mais sont en revanche attentifs à la dégradation de l'image économique et politique de la France. En clair, ils n'hésitent pas à arbitrer très rapidement leurs positions, et, quand on détient un tiers de la capitalisation boursière, les conséquences sont lourdes...

Bourse de Paris : espérances et... déceptions

Si l'année 1993 avait remis un peu de baume au cœur des boursiers, largement déçus par l'année précédente, celui-ci leur sera d'une grande utilité cette année pour penser leurs plaies. En effet, ils sont loin, les quelques 21 % de gains fidèlement affichés par l'indice CAC 40 à la fin de 1993. En toute logique (un tiers seulement des liquidations ont été gagnantes), les valeurs françaises ont terminé l'année en net recul de 17 %, l'indice CAC s'inscrivant à 1 890 points.

Pourtant, dès le début de l'année, tous les espoirs semblaient permis : la période débutait sur les chapeaux de roue. Les valeurs françaises ne cessant d'inscrire des records à la hausse, les analystes estimaient le potentiel de croissance du marché — certes de nature irrégulière — aux alentours de 15 %. En termes d'irrégularité, les analystes ne se sont pas trompés. Pour ce qui est des gains, c'est autre chose...

Globalement, le mouvement impulsé aux valeurs françaises en 1993, qui s'est accentué au cours du mois de décembre de la même année, ne s'est pas tari une fois passée la Saint-Sylvestre. Mieux, il s'est poursuivi jusqu'au début de février. La machine semblait bien lancée, les volumes de transactions

continuaient de s'élever, notamment en raison des achats effectués par les non-résidents. Bref, alternant bonnes séances et prises de bénéfices, mécanisme somme toute logique, les valeurs françaises continuaient leur chemin vers leur plus haut niveau historique. D'autant plus que, les mois de janvier étant traditionnellement orientés à la hausse, les liquidités procurées par le paiement des coupons obligataires se sont placées sur le marché des actions en l'absence de placements plus lucratifs.

Le plus haut niveau historique sera atteint, le 2 février, à 2 355,93 points. À partir de cette date, les valeurs françaises par paliers successifs baisseront pour atteindre un premier plus bas niveau annuel au début de juillet (1 866,18 points). Ce coup d'arrêt à la hausse n'est pas venu tout seul : à l'origine de celui-ci, une hausse des taux au jour le jour de la Réserve fédérale, le 4 février, et, accessoirement, le plongeon de Wall Street de plus de 100 points qui s'ensuivit. Mais, mis à part l'aspect ponctuel de ce dernier événement, il est certain qu'un ressort à bel et bien été cassé ce jour-là.

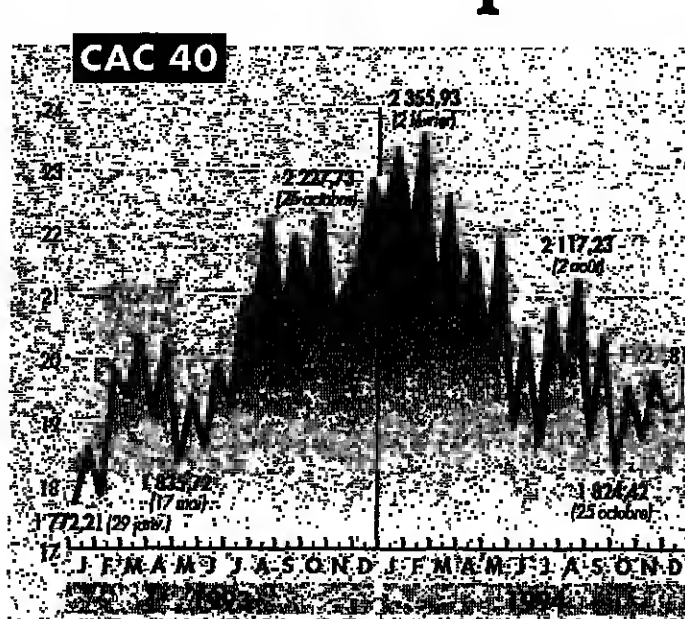
Depuis la fin de l'année précédente, le moteur de la Bourse de Paris était alimenté par les anti-

cipitations d'une baisse rapide des taux. Si le coup de semonce de la Fed n'allait pas fondamentalement remettre en cause la politique de baisse du loyer de l'argent, il allait sans nul doute y mettre un frein. Les acteurs du marché étaient maintenant intimement persuadés qu'il faudrait attendre plusieurs mois avant que l'institut d'émission fasse un geste.

Le spectre du krach de 1987

Après ce retour à la case départ, le spectre de 1987 commençait à se dessiner : les intervenants trouvaient quelques analogies entre les deux mois écoulés et les dix mois qui précéderont le krach de 1987. Ainsi, le programme de privatisations battait son plein — depuis le début de l'année, Elf, bientôt l'UAP, sans parler des AGF, de la SETTA, Renault... —, les taux américains continuaient de grimper. Pourtant il n'y eut pas de véritable krach. Tout au moins, à défaut d'être mécanique, celui-ci ne sera que psychologique et de courte durée. Les turbulences boursières allaient-elles remettre en cause le programme de privatisations ? Pas dans l'immédiat en tout cas. Celle d'Elf Aquitaine venait de s'achever, séduisant environ 3 millions d'actionnaires, et celle de l'UAP était dans les starting blocks, le gouvernement ayant profité, mi-avril, d'une embellie pour annoncer l'ouverture du placement. Celle-ci ne mobilisera que 1,9 million d'actionnaires. Pour Edmond Alphandéry, cette mise sur le marché a été « un succès d'outant plus grand que les vents boursiers étaient contraires ».

Allait s'ensuivre une longue période de doute. Jean Borjesson, de la société de Bourse Pionatton, expliquait alors que les Bourses européennes avaient vécu en 1993 une phase de hausse purement financière, caractéristique des fins de récession et construite sur la baisse des taux, notamment ceux à long terme. Cette phase était, selon lui, terminée et devait être relayée par une reprise bien réelle dont « l'ampleur restait difficile à mesurer », d'où une multiplication des crises. Le scénario quasi idéal de la hausse des cours basé sur une alternance entre les taux et les bénéfices devenait de moins en



moins évident : les taux ne baissent pas de façon imperceptible et les résultats des entreprises ont été sans cesse revus à la baisse.

À la fin du premier trimestre, en mars, les valeurs françaises touchent un premier « plus bas niveau » annuel à 2 081 points et elles évolueront ensuite dans une marge étroite de 50 points, entre 2 100 et 2 150 points. « À la mi-mai, elles entameront une descente qui ne trouvera un premier palier qu'à la fin du mois. Les mouvements sur les taux d'intérêt, tant aux États-Unis que sur le Vieux Continent, continuèrent de dominer la tendance. Le relèvement à la mi-mai des taux au jour le jour par la Réserve n'eut dans l'immédiat que peu de conséquences puisque les banques centrales allemande et française, dans la foulée, réagirent de façon inverse. Un répit de courte durée : une semaine plus tard, les taux à long terme s'envolaient aux États-Unis et, en Europe, les marchés d'actions chutaient lourdement. L'indice CAC 40 évoluait très légèrement au-dessus des 2 050 points. À ce niveau, les chartistes, spécialistes de l'analyse graphique, estimaient que, une fois ce seuil de résistance franchi à la baisse, il n'était pas impossible que l'indice CAC touche le niveau des 1 800 points.

Sans toutefois atteindre ce niveau, les valeurs françaises se

retrouvèrent, dans un premier temps, aux alentours du 15 juin sous les 1 900 points. Hésitantes jusqu'à la fin du mois, elles tombèrent au cours de la première semaine de juillet, après sept semaines de baisse ininterrompue, à 1 866,18 points. Leur plus bas niveau depuis le début de l'année.

Timide reprise de rentrée

Passé cette période, le marché a connu un certain regain d'intérêt : après avoir subi de plein fouet la hausse des taux à long terme, il offre désormais des perspectives plus attrayantes. Ce regain d'intérêt était celui adopté par Indosuez. Si, depuis le début de l'année, la correction a été moindre aux États-Unis qu'en Europe, c'est parce que Wall Street avait moins réagi à la surévaluation obligataire de 1993. Ainsi, ajoutait Indosuez, les évolutions des marchés paraissent essentiellement déterminées par celles des marchés obligataires. Un découplage pourrait intervenir avec la stabilisation attendue des taux longs, les profits des cours boursiers étant alors plus sensiblement dépendants de la croissance et des profits en 1994 et 1995, les Bourses européennes pourraient alors gagner 16 % en moyenne annuelle... Au cours de la période estivale, les valeurs progresseront

durant cinq semaines consécutives, globalement, de la première semaine de juillet à la première semaine d'août. Elles connaîtront un nouveau passage à vide avant de se reprendre en fin de période.

La vigueur de la croissance américaine ainsi que les craintes inflationnistes qu'elle comporte auront, une fois encore, raison de la timide reprise de rentrée des valeurs françaises : dès le début d'octobre, l'indice CAC 40 recommencera à fléchir singulièrement.

Edmond Alphandéry restait confiant dans l'avenir, estimant que la place parisienne avait une bonne capacité de rebond. De son côté, Michel Sapin, son prédécesseur, membre du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France, convenait que le marché vivait peut-être une forme de correction que les boursiers s'imposaient à eux-mêmes, tout en précisant que la Bourse avait beaucoup monté en période de crise. Quoi qu'il en soit, le 25 octobre, les valeurs françaises inscrivent un nouveau record à la baisse avec un indice CAC à 1 824,42 points. Depuis le début de l'année, le recul était de près de 20 %.

Cette baisse n'a pas empêché le gouvernement de porter, à travers une privatisation partielle, Renault sur les fonds baptismaux du secteur privé. Avec un succès moindre que les précédentes opérations de privatisation, le constructeur automobile a quand même attiré plus d'un million d'actionnaires. Cette mise sur le marché a entraîné un léger mieux sur la place parisienne, mais de courte durée.

La trêve des confiseurs remplacera très tôt le traditionnel rallye de fin d'année. Seul un léger rattrapage et quelques opérations d'achats-ventes effectuées par les gérants ont permis de limiter la casse. Si l'on en croit les analystes, 1995 devrait être meilleure, la reprise ainsi que les résultats des entreprises devant largement y contribuer. Un discours que l'on entendait déjà il y a un an. Il ne faut pas en déduire habilement que les prévisions des analystes ne valent rien : ils s'étaient seulement trompés d'un an. C'est sûr, cette année, on en trouvera qui auront raison...

Indices de la Bourse de Paris

COMPARTIMENTS	3 Jan. 1994	Plus haut 1994	Plus bas 1994	28 déc. 1993	Diff. en %
(base 100 : 31-12-1987)					
Indice CAC 40	2 290,56	2 355,93	1 776,39	1 927,83	-15,84
Indice SBF 120-250					
(base 100 au 31-12-1990)					
Indice Général SBF 120	1 587,42	1 649,57	1 180,38	1 309,00	-17,54
Indice Général SBF 250	1 517,39	1 585,20	1 116,66	1 266,29	-16,55
VALEURS INDUSTRIELLES	1 632,34	1 708,26	1 390,07	1 428,21	-12,51
ENERGIE	1 600,18	1 682,61	1 409,77	1 486,05	-7,13
PRODUITS DE BASE	1 503,70	1 556,68	1 379,24	1 383,20	-8,01
CONSTRUCTION	1 700,34	1 862,94	1 489,04	1 503,08	-11,60
BIENS D'ÉQUIPEMENT	1 547,42	1 637,19	1 057,10	1 082,20	-30,06
AUTRES BIENS	2 021,04	2 444,14	1 570,91	1 939,71	-5,43
INDUSTRIES					
AGROALIMENTAIRES	1 378,96	1 439,25	1 232,38	1 316,95	-4,50
TEXTILES	1 450,27	1 498,14	1 166,17	1 231,47	-15,09
DISTRIBUTION	1 993,91	2 049,84	1 633,70	1 841,76	-7,63
AUTRES SERVICES	1 212,05	1 253,99	875,81	973,19	-19,71
SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	1 367,89	1 434,21	1 006,41	1 048,97	-23,53
BANQUE	1 023,78	1 137,25	754,88	763,64	-25,21
BIENS FINANCIERS	1 330,40	1 572,92	1 044,88	1 107,82	-27,61
SOCIÉTÉ D'INVEST.	1 217,42	1 332,88	1 087,05	1 106,11	-9,14
(base 100 au 31-12-1983)					
SECOND MARCHÉ	253,99	280,91	242,09	242,09	-4,69

Trois privatisations

« Si on a 900 000 actionnaires chez Renault, on sera très content », affirmait-on à Bercy le 10 novembre, jour de clôture de l'offre réservée au public, alors que les réseaux bancaires évoquaient le peu de succès du placement. Le nombre d'actionnaires a finalement dépassé de peu le million. Intervenant après les privatisations d'Elf et de l'UAP, cette souscription n'a donc pas été source d'engouement, la demande des particuliers ayant été 1,4 fois supérieure seulement au nombre de titres mis à leur disposition. C'est bien peu comparé aux dernières opérations. L'offre de la BNP, lancée en octobre 1993, avait été soucrite cinq fois plus que le nombre de titres offerts. De leur côté, Elf et Rhône-Poulenc avaient été demandés environ trois fois. Pour l'UAP, ce niveau était tombé à deux fois et demie.

Cette cinquième opération de désengagement de l'État opérée depuis octobre 1993 est aussi celle dont le parcours comportait le plus d'obstacles : contexte boursier morose et ouverture partielle du capital. Mais tous ces aléas étaient compensés par le faible prix unitaire des actions, proposées à 165 francs.

Toutes les privatisées, à l'exception de l'UAP, affectée par la mauvaise conjoncture du secteur de l'assurance, ont connu une envolée au premier jour des transactions avant de se déprécier.

Si Elf reste la plus importante privatisation jamais réalisée en France, elle n'a pourtant pas eu le plus grand nombre d'actionnaires, malgré les 3 millions de souscripteurs. Le record est toujours détenu par Paribas avec 3,8 millions de petits porteurs. C'était, il est vrai, en janvier 1987, la Bourse était considérée

comme un casino gagnant à tous coups, et les privatisations avaient le charme de la nouveauté. Depuis, s'étaient brisés les doigts, les éparpillés sont devenus plus lucides, et même méfiants. La contre-performance de l'UAP cette année les a encore un peu plus incités à la prudence.

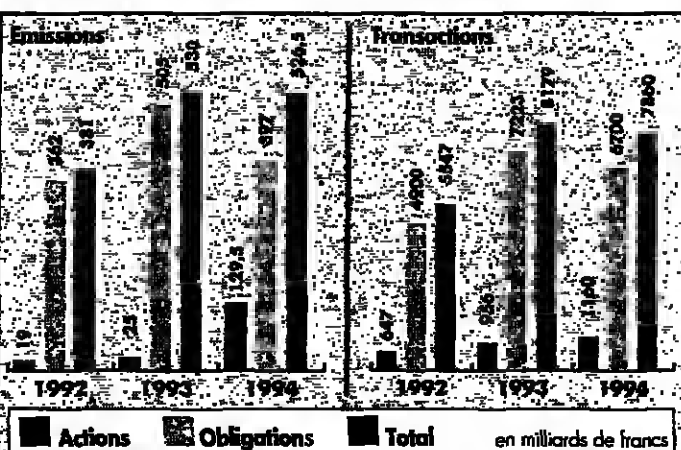
Le nombre d'actionnaires

SOCIÉTÉ	DATE DE PRIVATISATION	NOMBRE D'ACTIONNAIRES EN MILLIONS
PREMIÈRE COHABITATION		
ELF-AQUITAINE	Octobre 1986	0,300
SAINT-GOBAIN	Décembre 1986	1,547
PARIBAS	Janvier 1987	3,804
SOGENAL	Janvier 1987	0,850
BANQUE BTP	Avril 1987	1,030
BNP	Avril 1987	0,523
CCF	Avril 1987	1,650
ALCATEL-ALSTHOM (ex-CGR)	Mai 1987	2,237
HAVAS	Mai 1987	0,730
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	Juin 1987	2,298
TFI	Juin 1987	0,415
SUEZ	Octobre 1987	1,600
MATRA	Janvier 1988	0,285
DEUXIÈME COHABITATION		
CRÉDIT LOCAL DE FRANCE	Juin 1993	0,159
BNP	Octobre 1993	2,807
RHÔNE-POULENC	Novembre 1993	2,900
ELF-AQUITAINE	Janvier 1994	3,096
UAP	Mai 1994	1,900
RENAULT	Novembre 1994	1,092

Explosion des émissions d'actions

L'événement de l'année 1994 aura été la véritable « explosion » des émissions d'actions dans le public, d'un montant de près de 130 milliards de francs. Certes, il faut inclure dans ce total les 55 milliards de francs de privatisations (Elf-Aquitaine pour 33 milliards, UAP, Renault), qui font partie des « appels à l'épargne publique ». Mais les augmentations de capital à titre onéreux effectuées par les sociétés ont été très nombreuses, essentiellement au premier trimestre, en raison de la hausse de la Bourse et de la baisse des taux, puis un peu moins fortement dans la seconde partie du semestre. Au total, 65,9 milliards de francs ont été émis, dont une bonne part sous forme d'obligations convertibles : Michelin pour 3,5 milliards de francs, Peugeot pour 3,96 milliards de francs, Finaxa pour 2,27 milliards de francs, Alcatel-Alsthom pour 5 milliards de francs, Alcatel-Cables pour 2,85 milliards de francs.

Sous forme d'émissions d'actions, citons Saint-Gobain pour 3,63 milliards de francs, Paribas pour 4,14 milliards, Gap-Gemini Sogem pour 1,48 milliard de francs, Christian Dior pour 2,64 milliards de francs, Bouygues pour 1 milliard de francs, Suez pour 3,64 milliards de francs et Euro Disney pour



5,95 milliards de francs, plus 1 milliard de francs d'obligations remboursables en actions. N'omettons pas, non plus, les 38 introductions au second marché, pour 25 milliards de francs environ, performance remarquable, et les 8,6 milliards de francs correspondant à l'exercice de bons de souscription précédemment émis. Pour mémoire, les paiements de dividendes en actions ont atteint 16 milliards de francs, selon le Crédit lyonnais.

Du côté des obligations, le montant des émissions est revenu à 397 milliards de francs, après le record de 505 milliards de francs établi en 1993 grâce aux 110 mil-

liards de francs de l'emprunt Balladur. En 1994, l'État a émis 274,5 milliards de francs d'OAT, contre 352 milliards, le secteur public appelant 80,6 milliards contre 77,6 et le secteur privé relevant à 42,1 milliards contre 75,3 milliards.

Au chapitre des transactions, le fait marquant a été le record établi sur les actions, avec 1 160 milliards de francs (+20 %), pour la première fois au-dessus des 1 000 milliards de francs, les obligations revenant de 7 223 milliards à 6 700 milliards, en raison de la crise des marchés provoquée par la remontée brutale des taux à long terme.

LA PLACE DE PARIS

ÉNERGIE

Résistance

Après « le contre-choc monétaire » de 1993, où le prix du pétrole n'a cessé de s'effriter, l'année 1994 aura été marquée par un arrêt de cette érosion. Le Monde du 27 décembre, sur fond de reprise économique mondiale, plusieurs événements sont venus rythmer cette année, notamment la grève dans le secteur pétrolier au Nigeria durant l'été et la réunion de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) à l'automne, à Bahr, où fut décidé un maintien des quotas de production. En outre, plane toujours l'hypothèse d'un retour de l'Irak sur le marché en 1995.

Au niveau des entreprises, l'année aura été marquée par la privatisation d'Elf Aquitaine, au mois de février, qui représente la plus importante opération de ce type jamais réalisée en France. En cédant 37 % du capital de ce groupe pétrolier, l'Etat a ainsi collecté 33 milliards de francs et attiré près de 3,1 millions d'actionnaires individuels.

Mais avant de ramener sa participation de 51 % à 13 %, l'Etat a créé une « golden share », action spécifique destinée à empêcher toute prise de contrôle hostile, dont la durée de vie est illimitée, sauf si le gouvernement décide de la supprimer. Parallèlement, l'entreprise s'est constituée un groupe d'actionnaires stables ayant 10 % du capital, où l'on retrouve l'UAP, la BNP, la Générale de Belgique, Renault, Paribas et Axa.

Tout au long de cette période, le président d'Elf, Philippe Jaffré, a poursuivi son objectif qui consiste à désendetter le groupe pour mieux se redéployer ensuite. Le groupe s'est séparé ensuite de participations diverses d'un montant global d'1 milliard de francs. Ce portefeuille a été cédé à la BNP en

échange de titres de cette banque. Le résultat du premier semestre a baissé de 10 %, revenant à 1,2 milliard de francs.

Total, de son côté, a maintenu ses bénéfices pour les six premiers mois de l'année, à 1,8 milliard de francs, confirmant ainsi sa bonne résistance dans une conjoncture pétrolière difficile. Au niveau de l'exploration-production, 1994 aura été une année faste pour Total, avec, d'un côté, la montée en puissance de la production, notamment en Extrême-Orient et en Amérique latine, et, de l'autre, l'augmentation des réserves prouvées d'hydrocarbures, qui ont franchi le cap des 2 milliards de barils d'équivalent pétrole.

Cette année aura vu l'entrée en Bourse de Coflexip, le leader mondial des conduites flexibles pour l'industrie pétrolière. La première cotation a eu lieu en décembre sur le marché à règlement mensuel. Proposé à 232 francs, le titre s'appréciait de 2,59 % jeudi 8 décembre, le premier jour de cotation, à 238 francs. Cette arrivée s'est accompagnée de la fusion-acquisition du suédois Sienra Offshore, donnant naissance au huitième groupe parapétrolier mondial. Sienra International est entré à hauteur de 18 % dans le capital de Coflexip, aux côtés des actionnaires français antérieurs : Isis (16 %), Scor (8 %) et Elf Aquitaine - par l'intermédiaire de ses filiales - (8 %), soit un total de 32 %. Près de 46 % du capital est désormais flottant.

PRODUITS DE BASE

Morose

Le freinage de l'activité observé depuis plusieurs mois a conduit les entreprises à réduire les produits de base. Car, si les prix, tout en restant faibles, remontent doucement, les entreprises de ce secteur se sont fortement restructurées durant la crise.

Rhône-Poulenc, dont le cours est en dessous de celui de sa privatisation de novembre 1993, confirmant, fin septembre, l'amélioration de l'exploitation enregistrée au premier semestre. Par rapport aux neuf premiers mois de 1993, le chiffre d'affaires a augmenté de 6,4 % à 63,4 milliards de francs et le résultat opérationnel est en progression de 15,3 % à 5,4 milliards de francs. Hors provisions pour restructurations, la progression du résultat opérationnel est encore plus importante (+24,6 %). En fin d'année, le groupe chimique a annoncé son intention de céder au groupe américain ARCO son activité de TDI, un composant des polyuréthanes, utilisé notamment dans la commercialisation des mousses. Parallèlement, les activités actuelles du groupe devaient être vendues au canadien Accetec.

Les résultats du secteur sont pour les neuf premiers mois, quant à eux, affectés par l'importante provision passée chez Rhône-Poulenc-Roror au premier semestre 1994 (169 millions de francs).

L'Air Liquide, numéro un mon-

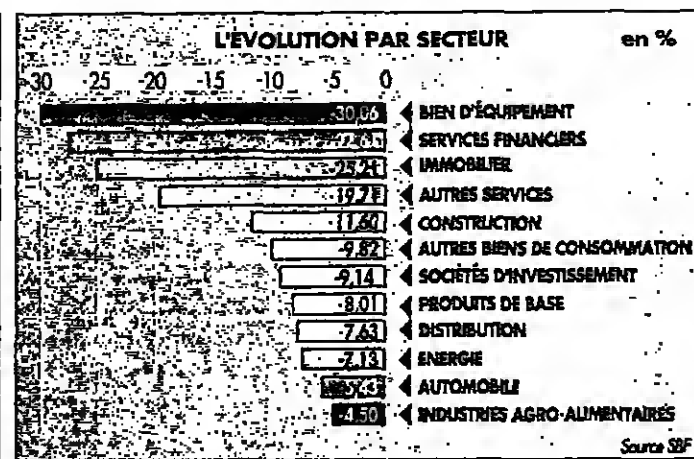
dial des gaz industriels, a réalisé au premier semestre un résultat net de 1,2 milliard de francs, en hausse de 8,1 %. Cette progression est en ligne avec celle du chiffre d'affaires semestriel, qui s'est élevé à 15,8 milliards de francs. A la mi-novembre, le groupe a annoncé le dépôt de deux offres publiques d'achat (OPA) sur deux de ses filiales opérant dans les activités de soudage (SAF et SCS) avec pour objectif de renforcer la présence du groupe dans ce secteur.

Pechiney, qui a vu arriver à sa tête durant l'été Jean-Pierre Rodier, en remplacement de Jean Gaudois, espère toujours être privatisable à la fin de l'année 1995. La firme ne peut plus compter sur un éventuel mariage avec la riche Compagnie nationale du Rhône (CNR). Il lui faut donc absolument se désendetter - ses dettes représentent actuellement plus de 21 milliards de francs - et améliorer sa productivité. Le groupe devra donc céder certaines de ses activités et accélérer ses restructurations et réductions d'effectifs. Ce plan concerne déjà sa filiale American National Can, numéro un mondial de la boîte-boisson.

Le Comptoir Lyon Alémand Louoy (CLAL) a signé un accord avec l'américain Engelhard. Les deux groupes vont associer leurs activités de traitement des métaux précieux dès 1995.

Valeurs	Fin 1993	Plus haut	Plus bas	Fin 1994	Var. 93 %	Var. 94 %
ALP LIQUIDE	874	511,55	635,46	713	-19,91	-10,98
CFP (PEPRAILLES)	739	1040,00	670,00	700	-6,76	-10,26
CLP LYON-ALÉMAND	2062	409,00	276,00	376	-32,07	-6,23
METALURGIE	71	96,50	71,00	72,05	+0,69	+0,69
OSI-G-ENT-ORIENT	470	280,00	210,00	290	-38,30	-9,04
PECHINEY-CIPRI	337	275,00	245,00	392	+15,43	+16,32
PHOSNE-PULVENC	148,2	137,25	113,40	123,3	-16,71	-15,73
ROCHETTE-LAT	31,2	61,50	31,20	33,99	+9,29	+9,29
LYONE SA	265	210,00	250,00	365	+37,73	+37,73
VILLOURE	235	233,00	233,00	257,8	+9,74	+9,74

(*) Variation 1993 du 26-1 au 21-12



CONSTRUCTION

Souffrant

L'année 1994 a été bien mauvaise pour le bâtiment, ce secteur souffrant encore et toujours du marasme de l'immobilier. A la Bourse, les titres concernés par cette activité ont donc enregistré des baisses importantes, allant de -40 % pour Spie-Batignolles à -17 % pour Lafarge-Coppée.

Bouygues, leader dans sa profession, a abandonné 31 % environ, en dépit d'une augmentation du chiffre d'affaires de 13 % sur les trois premiers trimestres. Avec Dumez et la SGE, le groupe a décroché la construction du grand stade de Saint-Denis. Bouygues a également remporté, face à Alcatel-Alsthom, le troisième réseau de radiotéléphone en France, ce qui lui permet de se diversifier vers un secteur promis à un fort développement.

La mauvaise conjoncture du BTP en Europe a encore pesé sur la SGE, notamment sur ses filiales allemande et britannique, Spie-Batignolles.

Valeurs	Fin 1993	Plus haut	Plus bas	Fin 1994	Var. 93 %	Var. 94 %
BOUYGUES	687	758,44	503,00	555	-19,81	-19,81
CDIEMTS FR. PRIV. BL.	339,1	412,00	217,00	220,9	-33,54	-33,54
COLAS	1129	1231,66	860,00	891	-21,15	-21,15
EIFAGE	1295	197,00	751,00	780	-39,40	-39,40
GTI ENTREPOSE	50	576,00	350,00	357	-30,17	-30,17
IMETAL	352	680,00	495,00	357	-0,14	-0,14
JEAN LEFEBVRE	1240	510,00	320,00	377	-70,42	-70,42
LAFARGE COPPÉE	466,6	491,00	373,10	389	-16,83	-16,83
LAFARGE	333	369,00	369,00	352	-13,52	-13,52
POULET	231	305,00	310,00	256	+10,83	+10,83
SAINT-GOBAIN	558	734,00	575,45	628	+12,39	+12,39
SGE	230	307,47	186,20	197,7	-14,71	-14,71
SPIE BATIGNOLLES	434	529,60	212,10	258	-41,36	-41,36
VICAT	492	690,00	501,00	501	-0,40	-0,40

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Inégal

Tandis que certaines valeurs électriques se sont défendues, avec des hausses pour Schneider, Legrand ou Legris industries, d'autres ont souffert en 1994. Le groupe français d'électronique militaire Thomson-CSF a terminé l'année autour de 166 francs, contre 182 francs fin 1993. Il a subi les conséquences des pertes du Crédit lyonnais, dont il détient 21,56 % du capital, et a affiché une perte de 2,3 milliards de francs pour l'exercice 1993. Pour le premier semestre 1994, après prise en compte de la contribution négative du Crédit lyonnais, le bénéfice net s'est élevé à 31 millions de francs. Hors impact Crédit lyonnais, le résultat net des activités industrielles a atteint, pour la même période, 736 millions de francs.

Confirmé à la présidence de Thomson SA par le conseil des ministres du 6 juillet, Alain Gomez a fait part, le même jour, de son désir de fusionner Thom-

son SA et CSF avant la privatisation du groupe public. Au mois de décembre, le gouvernement français a autorisé par décret un rapprochement entre Thomson-CSF et la société allemande Deutsche Aerospace.

Le groupe Schneider a terminé 1994 autour de 369 francs, contre 441 francs au début de l'année. Au mois de janvier, il a fait part du regroupement des activités de Merlin Gerin et de Télémechanique au sein de la société Schneider Electric. Cette restructuration a été faite dans le but de devenir l'un des leaders mondiaux de l'équipement électrique.

Toutefois, l'année 1994 a été marquée pour le groupe par l'inculpation, l'incarcération, puis la libération sous caution de Didier Pineau-Valencienne, son président, en Belgique, à la suite d'une enquête portant sur les modalités d'une OPA lancée par le groupe et deux filiales belges, Cofibel et Cofime.

Valeurs	Fin 1993	Plus haut	Plus bas	Fin 1994	Var. 93 %	Var. 94 %
ALCATEL-ALSTHOM	42	91,00	46,00	48	+14,29	+14,29
ALCATEL-CABLE	78	78,00	45,00	43	-44,23	-44,23
CNM	1229	424,00	290,00	262	-78,57	-78,57
CS-EX-CSE	56	424,00	325,00	373	+66,43	+66,43
DASSAULT AVIATION	448	401,00	370,00	415,3	-8,24	-8,24
DASSAULT ELECTRA	437	434,00	315,00	370	-15,17	-15,17
DE DIETRICH	1229	3050,00	220,00	280	-77,46	-77,46
FIVES LILLE	596	677,00	424,00	446	-24,65	-24,65
LEGRAND	170	170,00	540,00	680	+300,00	+300,00
LEGRIS INDUSTRIES	21	24,50	210,50	214	+6,19	+6,19
MACHINES BULL.	24	24,00	15,00	197	+712,50	+712,50
SAGEM	299	329,00	260,00	263	-12,04	-12,04
SAT	20,1	769,00	190,00	194	-9,45	-9,45
SCHNEIDER	441	441,00	357,10	363	-17,69	-17,69
SEP	319,1	420,00	264,20	267	-16,30	-16,30
SIDEL	68	115,00	60,00	606	+785,29	+785,29
SILEC	495,5	521,00	322,00	357,1	-28,20	-28,20
THOMSON-CSF	181,9	214,00	112,00	166	-8,85	-8,85
ZODIAC	241	252,00	200,00	250	-0,39	-0,39

AUTOMOBILE

Coup de pince

Avec un recul légèrement supérieur à 5 %, l'indice du secteur automobile réussit à faire meilleure figure que l'ensemble de ses voisins, puisqu'il arrive en deuxième position, juste derrière le compartiment agroalimentaire.

Les mesures Balladur annoncées au début du mois de février ont donné si ce n'est un franc coup de main, du moins un bon coup de pince à l'industrie automobile.

A la fin des comptes, près de 300 000 immatriculations supplémentaires ont été enregistrées grâce à l'aide gouvernementale. Mais ces mesures incitatives, qui doivent prendre fin en 1995, n'ont fait qu'anticiper, selon nombre d'observateurs, des écarts qui se répercuteront forcément sur la tendance du secteur.

Ainsi, Michelin, numéro un mondial du pneumatique, qui avait progressé de 13 % en 1993, a perdu en 1994 près de 8 %, malgré

un retour aux bénéfices. Après un recul de 3,187 milliards de francs pour le premier semestre 1993, le manufacturier affiche pour les six premiers mois de l'année un résultat net de 410 millions de francs.

Notons la belle performance d'ECIA, seule valeur de ce compartiment à terminer l'année sur un gain (17,4 %). Peugeot, qui avait en 1993 progressé de 33,3 %, limite la casse en finissant la période sur un repli de 8 %, un peu en dessous de la performance annuelle du secteur. Les plus nets reculs du secteur ont été affichés par les équipementiers, à l'exception de Valeo qui, avec un repli de 4 %, n'a pas réitéré sa performance précédente (+105 %). Le bilan serait incomplet si on n'évoquait pas la privatisation de Renault effectuée dans un marché très nettement baissier. Mis en vente à 165 francs le titre a terminé la période en hausse de 7 %,

Valeurs	Fin 1993	Plus haut	Plus bas	Fin 1994	Var. 93 %	Var. 94 %
LABINAL	739	900	632	708	-22,15	-6,23
MICHELIN B.	209,8	274	187	195,9	-14,58	-7,72
PEUGEOT S.A.	788	916	716	729	-6,33	-6,78
PLASTIC OMNIUM	740	833,72	549	560	-23,80	-23,80
SOMMER ALLIANCE	2029	2600	1632	1636	-19,45	-19,45
SYLEX	474	375	375	439	-7,17	-7,17
VALEO	1291	308	221	248,5	-80,25	-80,25

AUTRES BIENS DE CONSOMMATION

Terne

La faiblesse de la consommation des ménages a évidemment pesé sur ce secteur qui, globalement, affiche une perte légèrement inférieure à 10 % en 1994. Skis Rossignol s'est toutefois distingué en affichant en fin d'année un cours quasi identique à la fin 1993.

Le leader mondial du ski a notamment racheté les fixations pour chaussures Look. Salomon a également redressé la barre au cours de l'exercice 1993-1994, grâce à l'élargissement de la gamme de ses produits.

Valeur phare au cours des dernières années, la société de produits cosmétiques Clarins a quelque peu perdu de son éclat en raison de la concurrence accrue des autres groupes du secteur, qui l'ont obligée à augmenter ses budgets publicitaires.

L'avenir immédiat du groupe de petit électroménager Moulinex n'est pas très rose. Son président, Jules Coulon, ne l'a pas caché, en

déclarant récemment que le résultat serait négatif pour l'exercice 1994-1995. Au premier semestre, la société a perdu 259 millions de francs. M. Coulon a reconnu que le groupe avait été à sec de produits nouveaux.

Bic, autre groupe-phare du secteur, amorce la nouvelle année sous de bons auspices. Au premier semestre 1994, le bénéfice a augmenté de 53 %. Le groupe, aujourd'hui présidé par Bruno Bich, a cédé au britannique Bower la filiale Sofab, spécialisée dans la fabrication de pompes et valves pour la parfumerie et la pharmacie. La mode de l'uni, au détriment des impressions, contrarie les performances de DMC, qui a constaté une nette amélioration dans les autres branches, notamment à la suite de l'assainissement de sa situation financière. La division impression génère environ 50 % du résultat d'exploitation du groupe.

Valeurs	Fin 1993	Plus haut	Plus bas	Fin 1994	Var. 93 %	Var. 94 %
BIC	1320	717,50	570,00	660	-49,24	-49,24
BOIRON	585	599,20	420,00	458	-22,05	-22,05
CARNAUDMETALBOX	197,9	213,20	158,50	184,1	-7,03	-7,03
CAULVAL INDUSTRIES	151	220,00	96,00	175	+15,89	+15,89
CEP COMI	450	580,00	427,00	470	+4,44	+4,44
CLARINS	555	622,00	441,10	443	-20,18	-20,18
DEVANLAY S.A.	1290	1515,00	670,00	870	-32,56	-32,56
DMC	378,6	476,00	290,00	306	-19,52	-19,52
ESSILOR INT.	711	830,00	635,00	743	+4,64	+4,64
FILIPACCHI MEDIAS	902	1100,00	818,00	903	+0,11	+0,11
GROUPE DE LA CITÉ	858	970,00	725,00	769	-10,60	-10,60
HERMES INT.	470	666,00	460,00	583	+24,04	+24,04
MOULINEX	101	136,70	87,90	105	+3,94	+3,94
OREAL (L)	1305	1395,00	1005,00	1120	-14,17	-14,17
PECHINEY INT.	205,2	234,00	138,50	160	-22,42	-22,42
ROCHET SA	1015	1400,00	1015,00	1190	+17,73	+17,73
RADIOTECHNIQUE	360	604,00	352,10	516	+43,33	+43,33
ROUSSEL-ULAF	729	752,00	542,00	640	-12,21	-12,21
SALOMON S.A.	1970	2475,00	1803,00	2100	+6,60	+6,60
SANOFI	1019	201,75	191,00	254	-75,23	-75,23
SEB	521	600,00	472,00	520	-0,19	-0,19
SKIS ROSSIGNOL	1979	2470,00	1790,00	1980	+0,05	+0,05
STRAPOR FACOM	575	709,00	576,00	609	+5,74	+5,74
SYNTHELABO	234,6	237,80	183,50	213,8	-9,33	-9,33
VIRBAC SA	785	787,50	505,00	519	-33,87	-33,87

(*) Dernier cours au 15-12-1994.

VALEURS À REVENU FIXE

Rechute catastrophique

Après une année 1993 extrêmement profitable, avec des hausses de 19 % à 29 %, grâce à la plus forte baisse des taux d'intérêt qu'on ait connue depuis un demi-siècle, l'année 1994 a connu une évolution exactement inverse,

avec la plus forte hausse des taux depuis la guerre sur douze mois, et des reculs qui ont pu dépasser 20 %. Le fameux emprunt Balladur a reperdu environ 6 % sur l'année, s'inscrivant à 3,40 % en dessous de son cours d'émission.

VALEUR (Emprunt d'Etat)	Cours au 31-12-93	Plus haut	Plus bas	Cours au 28-12-94	Variation en %
6-5-1993-1997	102,75	103,80	96,48	96,57	-6,46
6-5-1993-2001	119	120	98,72	101,20	-15,30
6-5-1993-2005	100,30	125,73	99,20	102,30	+2,00
6-5-1993-2023	126	127,22	97,10	100,74	-20,30

مكتبة الامم المتحدة

سوق المالية

LES MARCHÉS FINANCIERS 1994

LA PLACE DE PARIS

AGROALIMENTAIRE

Contrasté

Le triple phénomène constitué par l'ouverture de plus en plus large des grands marchés de consommation aux produits étrangers, la guerre des prix que se livrent les grandes surfaces et les derniers feux de la crise économique conduit à établir une analyse contrastée et prudente de la conjoncture dans le secteur des industries agroalimentaires.

Il faut aussi distinguer entre les produits de l'agro-industrie, comme le sucre par exemple, utilisé par les firmes de boisson, ou les céréales, qui servent à l'alimentation du bétail, et les produits élaborés vendus dans les magasins de détail ou les hypermarchés. La première catégorie de produits a connu une progression modérée mais en général convenable alors que la seconde a été soumise à des évolutions plus erratiques.

Danone (ex-BSN) s'est renforcé dans le secteur de la bière et

Espagne, a acquis le leader canadien de l'eau minérale, a repris le premier biscuitier russe, s'est développé en Asie, et notamment en Chine, et a fusionné ses activités de plats cuisinés avec celles de Saint-Louis.

Pour LVMH, le purgatoire aura duré trois ans à peine. Le résultat net n'a bien progressé de 19 % à 3,57 milliards de francs, mais ceci grâce à la plus-value de 600 millions réalisée lors de la vente de Roc au groupe américain Johnson & Johnson. Hors éléments exceptionnels, le résultat a reculé de 1 % à 2,97 milliards de francs. Mais au premier semestre, le groupe a vu son chiffre d'affaires progresser de 20 %. Le rythme de croissance des ventes s'est maintenu sur les marchés américain et de l'Asie du Sud-Est.

En outre, le numéro un mondial du luxe s'est offert cette année Guerlain pour 1,958 milliard de francs.

Valeurs	Fin 1993	Plus haut	Plus bas	Fin 1994	Var. 93 %	Var. 94 %
PERNOD RICARD	431,9	371,00	283,30	325,8	16,48	-10,92
REMY COINTREAU	236	267,00	190,30	196,3	69,18	-18,51
SAGAL	590	630,00	449,00	512	-128	-8,73 (*)
SAINT-LOUIS	1560	1789,00	1340,00	1400	34,46	-10,37
TAFFINGER	2300	3120,00	1980,00	2160	6,38	-7,30

(*) Dernier cours au 14-12-1994.

INVESTISSEMENT ET PORTEFEUILLE

Recul

Le secteur des sociétés d'investissement et de portefeuille n'a pas échappé à la tendance générale, reculant de 9 % en moyenne. Toutefois, pour Chargeurs, les choses vont mieux, après une année 1993 marquée par les crises du textile et de l'automobile mais aussi par les effets des dévaluations des monnaies européennes. Les restructurations entreprises dans ces secteurs n'ont aussi le renforcement du groupe dans la communication portent leurs fruits. La société de Jérôme Seydoux vient de prendre 24 % dans la société de jeux interactifs britannique Ocean et, dans le courant de l'année, a consolidé sa participation dans la chaîne britannique de télévision BSkyB. L'introduction sur les Bourses de Londres et de New-York de cette société anglaise va rapporter aux Chargeurs 11,7 millions de livres (plus de 100 millions de francs). Les analystes financiers sont optimistes sur l'évolution du groupe au cours des trois ans à venir mais

s'interrogent sur sa stratégie dans le secteur de la communication. Bolloré Technologies, holding spécialisée dans le transport maritime, les papiers spéciaux et le tabac, a subi deux événements majeurs qui ont freiné son redressement indispensable après les lourds déficits accumulés en 1992 et 1993 : la cession des dockers et la dévaluation du franc CFA. Ecco a bénéficié cette année de la reprise économique, ce secteur du travail temporaire y étant le premier sensible. L'action affichait en fin d'année un gain de 15 %.

Navigation mixte connaît selon des analystes une décade significative sur son actif net réévalué, due en partie aux performances contrastées du secteur industriel. Fiebert Bauche reste le point noir du groupe, en raison notamment du déficit de la filiale espagnole. Hurel Dubois souffre de la baisse des commandes pour Airbus. Pour Nord-Est, du groupe Paris, l'année 1994 a encore été difficile et les perspectives ne sont pas très réjouissantes, affirment les analystes.

Valeurs	Fin 1993	Plus haut	Plus bas	Fin 1994	Var. 93 %	Var. 94 %
ACHER	410	448,00	395,10	411,5	17,14	0,37
AGACHE FIN.	730	1448,00	730,00	1095	32,73	30,00
ALBATROS INVEST.	140	160,46	87,40	105	-1,41	-24,28
ALSTH	401	448,90	327,00	371,5	51,32	-8,27
ARNAULT ET ASS.	283,5	470,00	230,00	436	18,13	53,79
BOLLORÉ TECHNO.	355	475,00	339,00	447	-17,93	23,82
BON MARCHE	689	958,00	661,00	880	50,44	28,65
BURELLE SA	449	550,00	352,00	355	-11,09	-19,68
CARBODGE (CIE DUI)	1077	1071,00	855,00	940	-9,74	-1,05
CARBONIQUE	9100	11590,00	8550,00	10200	81,64	13,33
CENT-BLANZY	375	389,00	276,10	290	20,97	-21,85
CERIS	125,7	144,77	85,40	89,2	63,25	-26,26
CEGE	705	940,00	670,00	690	26,34	-1,85
CEIP	1266	1480,00	1033,00	1190	35,18	-6,30
CHARGEURS	1366	1570,00	1140,00	1192	6,30	-13,44
CHRISTIAN DIOR	340,7	479,20	341,00	415,5	48,13	21,49
CEPE	105	114,90	87,30	92	1,94	-8,00
COMPAGNIE LEBON	291	300,00	260,00	282	11,92	-3,09
EBF	770	977,00	760,00	860	10,00	8,18
ECCO	678	740,00	508,00	624	67,41	13,04
EUROFRANCE	2300	2569,00	1637,00	1637	70,69	-28,98
FFP	335	365,00	235,10	341	76,32	-26,30
FIN DE L'ODET	240	280,00	173,30	205	0,00	-4,93 (1)
FINATIS	150	160,00	124,00	129,5	-5,46	-9,44
FINAXA	1360	1400,00	930,00	1085	60,00	-20,51
FRANCAIREP	350	360,00	330,00	235	-1,41	-32,86
GAZ ET FAUX	2102	2179,05	1686,00	1703	79,44	-14,85
HOLD-ST-HONORE	200	199,90	155,00	170	0,00	-14,96
IDIA	234,9	275,00	136,80	150	2,13	-37,37
IFD (IMM. FIN. DEVI)	140	150,00	131,00	133	16,67	-5,00
INVEST. DE PARIS	164,9	184,00	122,00	130	53,57	-22,16
LAGARDÈRE GROUPE	149	167,70	108,30	129,8	75,29	-14,89
LILLE-BONNIÈRES	1395	1660,00	1181,00	1506	59,98	7,96
MARNE WENDEL	418	496,00	344,20	348,5	44,14	-15,41
MATRA-HACHETTE	159,8	177,00	98,50	120,6	103,57	-25,09
N. KALI THÈSE	431,1	572,00	351,00	373,1	82,65	-16,16
NAVIGATION MITE	107,6	180,90	866,00	960	41,58	-10,28
NORD-EST	167	299,50	173,00	188,9	16,30	-11,73
PARFINANCE	214	528,00	378,20	390	67,76	-23,38
SALVEPAR	510	520,00	401,00	430	-33,33	-27,50
SCI	2000	2000,00	254,10	284,9	118,75	-24,03 (2)
SOFIDAV	350	410,00	160,00	162	38,00	-7,43
SFS	172,5	185,00	160,00	162		

(1) Première cotation de 1994 le 18 janvier.

(2) Dernier cours au 12-12-94.

DISTRIBUTION

Restructurations

L'indice des valeurs de ce secteur a diminué de 7,64 % en 1994, alors que, en 1993, l'indice avait progressé de près de 60 %.

Ce fut une année de restructuration pour le groupe Pinault-Printemps, qui a absorbé La Redoute au mois de mai. Antémis, holding des intérêts de François Pinault, a pris le contrôle du groupe. Pour les dirigeants de Pinault-Printemps, cette opération va permettre de simplifier et d'optimiser les structures du pôle distribution. Cette fusion-absorption s'est établie sur la base d'une action La Redoute pour 0,91 action Pinault-Printemps. Cette transaction a été cotoyée par les actionnaires minoritaires de La Redoute, mais la fusion a néanmoins été validée au mois de juillet par la cour d'appel de Douai.

Le même mois, le groupe a signé un accord avec le Crédit

lyonnais pour acquérir les 64,6 % de la FNAC que celui-ci détenait via sa filiale Altus Finance. Après des négociations, la Générale des eaux, second actionnaire de la FNAC, a laissé celle-ci à François Pinault, tout en demeurant étroitement associée à sa gestion. Après une OPA simplifiée sur les actions de la FNAC, fixée au mois d'octobre, le groupe Pinault-Printemps-Redoute (PPR) et la Générale des eaux se sont associés, à hauteur respectivement de 66,6 % et de 33,4 % du capital, dans un holding qui détiendra 97,6 % de la FNAC.

Les Galeries Lafayette ont annoncé au mois de mai leur restructuration, axée sur trois pôles : les grands magasins, les magasins populaires et les services. Au mois de septembre, elles ont été obligées de fermer leur magasin new-yorkais. Leurs résultats semestriels se soldent par une perte de 491 millions de francs.

Valeurs	Fin 1993	Plus haut	Plus bas	Fin 1994	Var. 93 %	Var. 94 %
BRV	676	770,00	511,00	511	4,00	-24,41
*SUT	944	960,00	703,00	905	89,18	-1,84
CARREFOUR	4304	2315,00	1711,00	2237	83,54	4,56
CASINO GUICHARD	197	205,00	132,80	161	32,21	-19,50
CASTORAMA DUBOIS	882	965,00	629,00	656	79,09	-26,70
COMPTON MOD.	1770	1727,27	1199,00	1368	42,86	-14,50
DAMART S.A.	5530	6160,00	5000,00	5450	69,63	-2,85
DOCKS DE FRANCE	726	830,00	610,00	656	88,57	-9,52
GALERIES LAFAYETTE	2090	2754,00	1970,00	2221	18,68	4,27
GPS		409,00	260,00	379		38,83 (*)
GROUPE ANDRE SA	694	764,00	481,00	503	7,10	-27,52
GUILBERT SA	1770	570,00	384,00	453	46,28	-14,20
GUYENNE ET GASC.	1916	1948,00	1316,00	1375	35,22	-28,39
MANUTAN	885	1019,00	400,00	409	46,77	-8,09
NAF NAF	342	450,00	270,00	290		-17,17
PINUAULT PRINT. RED.	1004	1005,00	785,00	942	42,41	3,10
PRIMAGAZ	1023	1090,00	827,00	840	23,08	-19,54
PROMODES	1113	1150,00	805,00	1029	106,88	-7,13
RALLYE	260	239,73	149,00	156	-7,14	-34,38
REXEL	660	770,00	570,00	725	65,00	5,84
Z GROUPE ZANNIER	1085	351,72	129,00	135,5	82,66	-51,60

(*) Première cotation le 13-06-1994.

SERVICES FINANCIERS

Victime des taux

Si un secteur d'activité s'est retrouvé à l'abri des bienfaits de la reprise, c'est bien celui des services financiers, banques et compagnies d'assurances. En Bourse, les cours des assureurs ont longtemps fait partie des plus fortes baisses de l'année. La privatisation relative de l'UAP en avril et l'impossibilité par la suite pour le gouvernement de mettre sur le marché les AGF le prouvent. Au total, les baisses de l'UAP, des AGF, du GAN et d'AXA s'échelonnent sur l'année entre 37 % et 20 %.

Les compagnies d'assurances ont été d'abord et avant tout victimes du krach obligataire. Il a eu pour conséquence immédiate de réduire dans des proportions importantes leur stock de plus-values. Les autres problèmes moins conjoncturels persistent. La faiblesse croissante de l'assurance-vie profite surtout aux réseaux bancaires et

l'assurance de dommages est toujours en déficit. Les pertes d'exploitation des compagnies se sont élevées en dommages à huit milliards de francs en 1993 et pourraient se retrouver en 1994 à des niveaux comparables.

Du côté des banques, les performances boursières ont été à peine meilleures. La Société Générale, Paribas, la BNP ou Suez ont perdu entre 9 % et 28 %. La situation difficile des banques avait été masquée en partie en 1993 par les performances réalisées sur les marchés. Elles expliquaient pour une bonne part la croissance en moyenne de 8,7 % du produit net bancaire (le chiffre d'affaires des banques) en 1993.

En 1994, il en a été tout autrement. Sur les marchés, l'activité a diminué et les gains se sont transformés en pertes. Quant au crédit, si, en 1993, la distribution était stagnante, elle est cette fois en baisse.

Valeurs	Fin 1993	Plus haut	Plus bas	Fin 1994	Var. 93 %	Var. 94 %
AGF	713	358,00	202,50	220	46,68	-37,32
AXA	1600	329,80	217,00	290	59,20	-20,25
BANCAIRE(CIE)	385	683,00	448,10	549		-7,90
BNP	287,5	289,50	227,00	262,2		-9,37
CARDIF S.A.	1390	1158,33	662,00	711	77,07	-37,72
CCF	303	300,90	201,00	221	37,98	-25,69
CELEDEM	1405	1500,00	945,00	960	84,56	-31,13
COMPAGNIE UAP	667	223,51	125,50	148,9	35,71	-32,58
CPR	532	537,46	301,20	360	128,00	-25,84
CRICAM IDF CCI	1192	1285,00	851,00	875	53,21	-26,53
CLF	1172	1365,00	708,00	773	24,51	-35,64
CNE	489,8	498,00	351,20	399,5	43,61	-19,29
CREDIT LYONNAIS	765	856,00	570,00	450	65,58	-40,87
CREDIT NATIONAL	700	737,00	370,00	401,5	30,84	-43,61
FRANCE SA (LA)	2180	1365,27	807,00	807	48,30	-21,54
FRUCTIVIE	885	895,00	570,00	601	166,57	-30,92
GAN	539	575,00	245,00	279,5	64,33	-48,05
INTERBAIL	500	570,00	340,00	355	20,48	-29,42
LOCINDUS	1055	1180,00	780,00	862	53,79	-20,19
PARIBAS 'A'	495,9	528,77	315,00	371	45,55	-18,49
REASSUR. SAF	840	1085,55	690,00	690	22,50	-18,77
SCOR SA	620	156,25	107,00	118,5	57,36	-22,93
SOCIÉTÉ GALE 'A'	766	792,00	523,00	578	24,96	-25,80
SOGENAL	165,4	186,50	120,00	185	119,95	12,12
SOPHA	532	572,87	358,00	402	33,07	-24,58
SOVAC	1964	711,67	382,50	384	104,37	-41,07
SUEZ (CIE DE)	356,9	377,00	229,40	255,6	44,44	-28,40
UEB LOCABAIL	432	494,00	333,00	418	133,39	-3,91
UIC	532	632,00	272,00	285	16,16	-47,71
UAF		744,00	520,00	555		-22,77 (*)
UNION FIN. FRANCE	732	938,00	502,00	581	128,68	-21,49
WORMS ET CIE	328,5	355,00	227,10	290	44,71	-23,30

(*) Première cotation le 25-05-94.

IMMOBILIER

En baisse

Après une progression de 34,7 % de l'indice du secteur immobilier en 1993, survient une baisse de 27 % en 1994. Les valeurs se sont dépréciées en raison de la hausse des taux d'intérêt à long terme. Ainsi l'OAT (obligation assimilable au Trésor) est passée de 5,7 % en début d'année à plus de 8 % au mois de décembre. Ce secteur s'est aussi caractérisé par des lancements d'émissions d'obligations convertibles : Sefimeg, Simco et Unibail ont engagé une telle recapitalisation.

Unibail, avec un patrimoine de plus de 10 milliards de francs, a annoncé, en septembre, sa volonté de prendre le contrôle de sa société gestionnaire Arc Unio et de sa filiale, Espace Expansion, un des principaux opérateurs sur le marché des centres commerciaux. Le même mois, Unibail a encaissé le rachat par 3 milliards de francs de la CFI (Compagnie foncière internationale) à Suez. Au

total, Unibail a affiché pour le premier semestre 1994 un bénéfice consolidé avant impôts de 172 millions de francs, contre 120 millions de francs au 30 juin 1993, soit une progression de 37,6 %.

An 30 juin 1994, les produits de l'activité courante de Simco, première société immobilière par sa capitalisation boursière, se sont élevés à 349,2 millions de francs, contre 348 millions de francs au premier semestre 1993 tandis que le profit net après impôt a diminué de 6,9 %, à 173 millions de francs.

Pour Sefimeg, les recettes locatives ont augmenté de 2,6 % à 273 millions de francs au premier semestre 1994, réparties respectivement entre 163,2 millions de francs pour les loyers d'habitation et 110,7 millions pour les loyers de bureaux et de commerce. Le résultat courant semestriel a reculé de 7,2 %, à 207 millions de francs, dû à la baisse des produits financiers.

Valeurs	Fin 1993	Plus haut	Plus bas	Fin 1994	Var. 93 %	Var. 94 %
BAIL INVEST.	1150	1280,00	840,00	908	81,96	-22,39
CEGEP	165	168,00	139,00	163	-10,81	-0,61
ENT. MAG. PARIS	4700	5080,00	3732,00	3810	23,68	-15,33
FINEXTEL	160	182,00	91,00	95	41,34	-40,63
FOCEP	220	287,00	209,20	245	18,28	17,22
FONCIERE (CIE)	730	785,00	460,00	516	65,16	-26,07
FONCIERE EURIS	350	358,02	192,00	199	50,62	-40,45
FONC. LYONNAISE	835	939,00	532,00	659	51,82	-20,60
FONCINA	467	540,00	421,00	470	45,94	2,17
FOURMI DDM	5700	6600,00	5350,00	5380	10,04	-5,61
GENEFIM	365	402,00	165,20	169	53,68	-53,58
GFC	514	565,00	371,00	395	56,23	-21,16
ICC	212	257,00	169,60	185	14,59	-16,85
IMM. DE FRANCE	1115	738,00	403,00	411	40,25	-27,00
IMM. PL. MONCEAU	448	568,00	241,00	256	54,48	-42,08
IMMOBANQUE	980	1073,00	652,00	800	57,30	-18,37
IMM. RATTAILER	196,5	213,00	187,00	190	23,58	-0,05
IMM. HOTELIERE	1048	328,40	176,00	184	4,80	-12,38
IMM. MARSEILLAISE	6600	9100,00	5300,00	5650	46,67	-15,92
IMM. PHENIX (LA CIE)	111,7	190,00	32,00	45,25	-23,55	-59,99
KLEPHERRE	762	848,00	500,00	550	58,75	-30,38
LOCANFIANCIERE	479	500,00	410,00	450	-0,21	-6,25
LUCIA	132	180,00	51,00	66,9	37,14	-49,32
RUE IMPERIALE	4119	5150,00	3740,00	3360	47,63	-18,25
SEFIMEG	544	610,00	360,80	375,9	26,51	-30,90
SILIC	371	945,00	646,00	700	53,89	-22,22
SIMCO	609	700,00	382,00	449,9	38,41	-25,76
UIF	688	800,00	399,50	445	50,38	-33,58
UIS	970	312,50	215,00	220	27,63	-13,73
UNIBAIL	604	690,00	427,50	481	80,30	-19,83

LES PLACES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Résistante

De toutes les places internationales, et à l'exception de Tokyo, dont la progression ressemble plus à un rattrapage qu'à une réelle performance boursière, Wall Street est celle qui a fait preuve de la plus grande résistance au cours de l'année écoulée, avec un gain de 3,7 %.

Pourtant, à la fin de l'année 1993, les analystes se posaient encore la question : fallait-il avoir peur de Wall Street ? En clair, la grande purge qui devait logiquement entraîner dans son sillage l'ensemble des places allait-elle se

produire ? D'autant plus que Wall Street démarrait l'année sur les chapeaux de roues : au cours de la première semaine, en cinq séances, la Bourse new-yorkaise inscrivait trois nouveaux records d'altitude. Et cette tendance baissière allait se poursuivre jusqu'à la fin du mois de janvier, avec, pour la première fois de son histoire, une première incursion de l'indice Dow Jones au-dessus des 3 900 points.

Tout semblait alors permis. Les analystes, n'ayant toutefois pas une correction, pensaient que le niveau des 4 000 points n'était plus qu'une question de séances grâce aux résultats des entreprises, au bon niveau des liquidités sur le marché, et surtout à des taux d'intérêt toujours plus bas.

Début février, premier coup de semonce : contre toute attente, la Réserve fédérale relevait ses taux à court terme pour la première fois depuis septembre 1992. Pourtant, alors que, depuis ce premier relèvement des taux, l'ensemble des places européennes est encore sous le choc, Wall Street, de son côté, n'accuse pas immédiatement le coup. Il faut un nouveau resserrement de la politique monétaire fin mars (1/4 de point sur les *Fed funds*), provoquant une tension à la hausse sur les taux à long terme, pour que la Bourse new-yorkaise entame un sensible recul, qui, dans un premier temps, l'emmène à 3 626,75 le 30 mars et, dans un second temps, sous les 3 600 points le 20 avril.

Par la suite, le marché a évolué au gré des soubresauts du marché obligataire, alors que les taux d'intérêt à long terme ne cessent de battre des records à la hausse.

	Cours fin 93	Cours fin 94
ALCOA	69 3/8	85 1/8
ALL. SIG. INC.	79	35 3/8
AM. EXPRESS	30 7/8	29 3/8
ATT	52 1/2	51 1/2
BETHL. STEEL	20 3/8	18 7/8
BOEING	43 1/4	47 1/2
CATERPILLAR	89	53 1/4
CHEVRON	87 1/8	45
COCA-COLA	44 5/8	52 1/4
DISNEY CORP.	42 5/8	46 3/8
DUPONT DE NEM.	48 1/4	56
EAST. KODAK	56	37 3/4
EXXON	63	61 7/8
GAL. ELECTRIC	104 7/8	51 1/4
IBM	54 7/8	41 7/8
GOOD. TIRE	45 3/4	33 3/4
INT. PAPER	56 1/2	74 3/8
J.P. MORGAN	87 3/4	76 1/8
DOUGLAS	107	143 1/4
MERCK & CO.	34 3/8	39 3/8
MINES. MIN.	108 3/4	53 1/8
PHIL. MORRIS	55 3/4	56 7/8
P. GAMBLE	57	63 1/8
SEARS R. & CO.	52 3/4	45 3/4
TEXACO	44 5/8	61
UN. CARBIDE	23 3/8	30
UNITED TECH.	62	63 3/8
WEST. H. EL.	14 1/8	12 1/2
WOOLWORTH	25 3/8	15

FRANCFORT

Optimisme

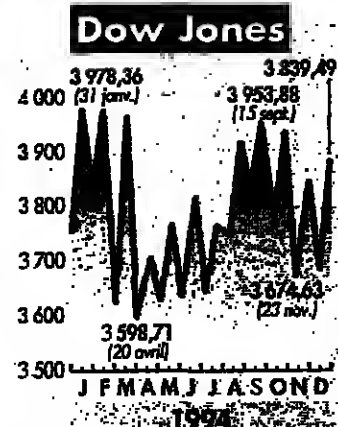
Décidément, la Bourse de Francfort ne déteste pas manier le paradoxe. Premier épisode : en 1993, alors que l'Allemagne s'enfonçait dans la récession la plus sévère qu'elle ait connue depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les valeurs allemandes pulvérisaient tous les records en affichant une progression annuelle de près de 47 %. Deuxième épisode : alors que la reprise allemande était bel et bien là, que les résultats des entreprises, pour la première fois depuis le début des années 90, faisaient état d'une hausse sensible, l'indice DAX terminait l'année sur un recul de plus de 7 % à 2 077 points. Cette performance est plus honorable que celle de Londres et, a fortiori, que celle de Paris.

A l'image de leurs homologues français, les analystes d'outre-

Rhin font toutefois preuve d'un solide optimisme pour l'année qui vient. La Bourse devrait, à les lire, être portée par les résultats des entreprises, qui, selon les prévisions de l'I.F.O., un institut de conjoncture de Munich, devraient être de l'ordre de 150 %.

La Bourse allemande avait bien commencé l'année, soutenue en partie par les résultats des entreprises, mais surtout par les baisses des taux directeurs de la Bundesbank. L'indice DAX atteignait même, le 16 mai, son plus haut historique à 2 271,11 points. Ce qui faisait constater aux analystes de la Commerzbank que la Bourse tenait de plus en plus compte pour ses évolutions de la conjoncture et des prévisions optimistes concernant les résultats des entreprises.

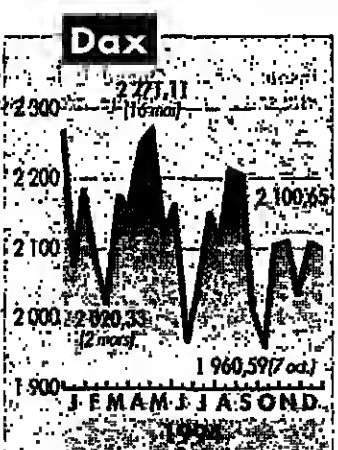
Cette flambe de hausse sera de courte durée : dans le sillage des marchés obligataires, et dans les déclarations de Hans Tietmeyer, président de la Bundesbank, selon lesquelles « la dernière baisse des taux avait dégaî l'horizon pour quelques mois », signifiait clairement une pause dans le processus de détente monétaire, l'indice DAX commença à perdre sérieusement du terrain. Dans un premier temps, il atteindra son premier plus bas niveau annuel, le 20 juin, à 1 968,82 points. Avant de se



Une nouvelle recrudescence intervient fin juin, avec pour principale responsable la faiblesse du dollar. Cette même faiblesse de la monnaie américaine permet en revanche de rendre compétitives les entreprises américaines, qui profitent de la reprise mondiale.

Victime des arbitrages entre le marché obligataire et le marché d'actions, Wall Street a un nouvel accès de faiblesse à la fin du mois de novembre. La Fed est à son sixième relèvement de taux depuis le début de l'année et les investisseurs commencent à craindre que cette lutte féroce contre l'inflation engendrée par la vigueur de la reprise n'ait de réelles conséquences sur les résultats des entreprises, principaux artisans de la hausse des derniers mois.

A partir de cette date, les valeurs américaines entament timidement un rallye de fin d'année, enchaînant les séances haussières plus ou moins prononcées dans le sillage de la détente des taux longs. Si ce carcan des taux venait à se desserrer, tous les espoirs seraient alors permis pour la place américaine.



reprendre, à l'instar des autres places européennes, au cours de la période estivale (2 198 points, le 3 août).

La fin de l'année a été placée sous le signe des arbitrages : la remontée des taux obligataires a rendu beaucoup moins attraités les placements en actions. Pour mémoire, le Bund a dix ans à gagné pratiquement 2 points en un an (5,55 contre 7,45 aujourd'hui) dans ces conditions. Les analystes estiment probable que l'indice DAX renouera avec la hausse en 1995, avançant même le niveau des 2 400 points courant 1995.

TOKYO

Une performance appréciable

Il y a deux façons opposées d'interpréter l'évolution de la Bourse de Tokyo en 1994. La performance brute, un peu plus de 12 % de hausse pour l'indice Nikkei de fin décembre 1993 à fin décembre 1994, est appréciable. Elle l'est d'autant plus que, dans le même temps, la plupart des grandes places boursières ont enregistré des baisses ou, au mieux, sont restées stables. Cette hausse est d'autant plus avantageuse pour les investisseurs étrangers qu'elle s'est accompagnée d'une remontée du yen par rapport à toutes les devises, et notamment au dollar. La monnaie japonaise a même touché ses plus hauts niveaux historiques depuis la fin de la seconde guerre mondiale face au billet vert, à 96,10 yens pour un dollar le 2 novembre. Les investisseurs non japonais auront donc gagné à la fois sur la progression des cours et sur celle du yen.

Mais il faut relativiser le comportement des valeurs japo-

	Cours fin 93	Cours fin 94
BRIDGESTONE	1 280	1 560
CANON	1 540	1 710
FUJIBANK	1 980	2 150
HONDA MOT.	1 520	1 770
MATSUSHITA	1 490	1 610
MITSUBISHI	615	750
SONY CORP.	5 510	5 590
TOYOTA MOT.	1 780	2 070

LONDRES

Brouillard

Les incertitudes sur l'évolution des taux d'intérêt en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis et la volatilité de la situation politique intérieure ont plongé la City dans un brouillard tel qu'elle n'a pas réussi à s'écarter de sa position de l'année. L'évolution de l'indice *Financial Times* l'atteste : après un début prometteur à 3 417 points, qui lui a permis d'atteindre son plus haut sommet en février à 3 520, le « Footsie » est tombé à la fin juin à 2 840, avant de remonter, dans les derniers jours, aux alentours de 2 930.

Au début de l'année, l'afflux de capitaux étrangers, notamment américains, conséquence des perspectives encourageantes de l'évolution de l'économie britannique, a nourri l'activité boursière. L'augmentation des taux d'intérêt américains a toutefois mis brutalement fin à ces bonnes dispositions.

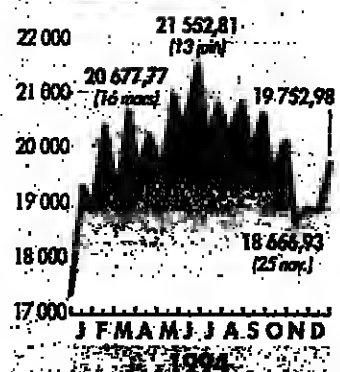
Par la suite, les pronostics favorables en matière de croissance britannique, la maîtrise de l'inflation et la conversion du Labour de Tony Blair à l'économie de marché ont soutenu la reprise très modeste de l'indice *FT 100*. Les valeurs cycliques dites de croissance (automobile, ingénierie, BTP...) ont tenu la vedette lors du premier trimestre. Mais à la suite de la montée du loyer de l'argent outre-Atlantique, du ralentissement des transactions boursières et des revers électoraux des conservateurs, les valeurs dites « de protection » ont pris le relais, comme le montre la bonne tenue de l'industrie pharmaceutique, du secteur financier, de l'agro-alimentaire, des loisirs. Au troisième trimestre, le retour à la confiance a donné du tonus au premier groupe de valeurs. L'année aura été particulièrement mauvaise pour les secteurs d'activité dépendants des dépenses des consommateurs, plus prudentes que jamais. Le textile, l'informatique, la distribution et l'assurance-vie ont beaucoup souffert.

Après avoir fait le dos rond pendant la longue récession, de 1989 à 1992 et la lente reprise en 1993, la City a repris goût aux acquisitions, aux OPA et aux rapprochements, même si un retour aux années « folles » de la dernière décennie n'est pas de mise. Le mariage entre deux sociétés de

	Cours fin 93	Cours fin 94
ALLIED LYONS	6,77	5,43
BP	3,61	4,29
BTR	3,73	2,96
CADBURRY	5,68	4,29
GLAXO	7,24	6,71
GUS	6,49	5,44
ICI	7,99	7,70
REUTERS	17,87	4,72 (*)
RTZ	8,12	6,32
SEIHL	7,26	6,96
UNILEVER	12,82	11,58

* division du titre par 4

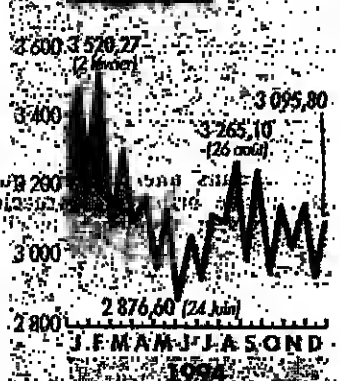
Nikkei



l'année, mais il aura fallu attendre octobre pour que le Japon redevenue un net exportateur de capitaux.

C'est en fait à partir de juin que la hausse du yen et les difficultés de l'économie japonaise à sortir de la récession ont fait chuter les valeurs. L'échec, en septembre, de l'introduction de Japan Telecom, dont les cours ont baissé de 20 % en moins d'un mois, a jeté un froid sur le marché. D'autant que la privatisation suivante, celle de Japan Tobacco, en octobre, s'est également soldée par un échec. Le Trésor japonais a été obligé de conserver des titres. L'année boursière 1995 s'annonce incertaine aux yeux des analystes. Tout va dépendre de la force de la reprise économique japonaise et de son impact sur les bénéfices des entreprises.

FT 100



crédit immobiliers, Halifax et Leeds, la bataille entre OEC et BAA pour le contrôle de VSEL, le rachat par le *Mirror* du quotidien *The Independent* illustrent ce retour aux beaux jours. Le marché n'a guère été sollicité par les privatisations limitées à la troisième tranche de British Telecom. Les augmentations de capital, et, en revanche, se sont avérées substantielles - 11 milliards de livres, contre 7 milliards en 1993 -, prouvent que les liquidités ne manquent pas. Conclusion mitigée, mi-rassurée de Trevor Laugharne, analyste auprès du courtier Kleinwort Benson : « Calme de façade, mais inquiet au fond de lui-même, le marché londonien s'est comporté en 1994 de manière équilibrée. Cette tendance devrait se poursuivre l'an prochain, mais de manière moins accentuée ».

D'UNE PLACE À L'AUTRE

Place de cotation/indice	Fin 1993	Fin 1994	Variation en %	Plus haut	Plus bas
AMSTERDAM/RS GENERAL	280,80	277,20	-1,28	294,80	257,90
BRUXELLES/BEL 30	1 473,10	1 387,23	-5,83	1 452,65	1 331,00
FRANCFORT/DAX 30	2 266,68	2 086,06	-7,94	2 271,11	1 960,59
HONGKONG/HANG SENG	11 888,30	8 331,56	-29,92	12 201,09	7 707,78
LONDRES/FTSE 100	3 418,42	3 070,40	-10,18	3 520,77	2 840,00
MADRID/IBEX 35	3 615,22	3 173,54	-12,22	3 980,33	3 093,78
MILAN/IBCEI GENERAL	619,47	624,06	0,74	817,17	581,64
NEW-YORK/DOW JONES INDUSTRIAL 30	3 754,09	3 801,80	1,27	3 978,36	3 598,71
PARIS/CAC 40	2 268,22	1 940,89	-14,43	2 355,93	1 824,42
TOKYO/NIKKEI 225	17 417,34	19 340,37	11,04	21 532,81	17 369,74

Le bilan boursier 1994 a été réalisé par :
François Bostnavaron, Chantal Dunoyer
Dominique Gellois, Françoise Holtz
Eric Leser et François Renard.

Source des tableaux :



Le Monde

Édité par la SA Le Monde
Société anonyme
avec direction et conseil de surveillance
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
820 000 F
Principaux actionnaires de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
Jean-Marie Colombani,
président du conseil de direction

Reproduction interdite de tout article
sauf accord avec l'administration

Le Monde sur CDROM : (N) 43-37-68-11
Index - Microfilms : (N) 40-85-29-33
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M.-Gumbourg
94852 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-83
Tél. : 206.806F

Le Monde

PUBLICITE

Président-directeur général :
Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Monod
Membre du conseil de direction :
Dominique Alday
Gilles Peyon
133, avenue des Champs-Élysées
75009 PARIS CEDEX 08
Tél. : (1) 44-43-76-00
Tél. : 44-43-77-38
Secrétariat
de la SA Le Monde et de Media et Repère Europe SA

Le Monde

TELEMATIQUE

Composées 36-15 - Tappeur LEMONDE
Le Monde - Documentation
36-17 LMDOC ou 36-29-04-66

ABONNEMENTS

PAR MINUTEL
36-15 - Tappeur LEMONDE
code d'accès ABO

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Tél. : 261.311F

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-60-30-10 (de 9 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	STRASBOURG LUXEMBOURG MONTPELLIER	Autres pays
3 mois	336 F	372 F	290 F
6 mois	660 F	744 F	580 F
1 an	1 320 F	1 488 F	1 160 F

Pour les autres pays, nous consulter.

Vous pouvez payer par prélèvement mensuel.

Se renseigner auprès de votre abonnements.

ÉTRANGER : par voie aérienne, tarif sur demande.

Pour vos abonnements, envoyez ce bulletin accompagné de votre règlement

à l'adresse ci-dessous

LE MONDE (LSP) - 000729 - publication hebdomadaire 5 000 pages par an

LE MONDE - 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine Cedex

France, second class postage paid at Champlain, N.Y. US Mail additional

POSTMASTER: Send address changes to LMD of NY Box 514

Champlain, N.Y. 12919 - USA

For the subscription service in USA, INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 330 Route Avenue, Suite 200, Virginia Beach, VA 23462

200 USA

Tél. : 402.03.043

Changements d'adresse : merci de transmettre votre demande deux semaines avant votre départ en indiquant votre numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire sous les noms propres en capitales d'imprimerie.

401 MQ 01

PP Paris DTN

MUSIQUES

Le centenaire de la naissance de la pianiste

La décennie heureuse de Clara Haskil

Pour fêter le centenaire de la naissance de la pianiste Clara Haskil, le 7 janvier 1895, Philips réédite l'intégralité des interprétations enregistrées par l'artiste entre 1951 et 1960.

Le 7 décembre 1960, Clara Haskil mourait dans une clinique bruxelloise, à l'âge de soixante-quatre ans, des suites d'une chute dans la grand'escalier de la gare du Midi. Six jours plus tôt, la pianiste avait donné un récital avec le violoniste Arthur Grumiaux. Pour ce qui devait être son ultime apparition publique, il avait fallu installer des dizaines de chaises autour de son piano, sur la scène du Théâtre des Champs-Élysées, et des centaines d'amateurs n'avaient pu entrer dans la salle. Après avoir été ignorée par les mélomans français, Clara Haskil était devenue l'une de leurs idoles.

Le public se doutait-il de l'incompréhension dont cette artiste désormais fêtée aux États-Unis et dans toute l'Europe avait été la victime pendant trente ans ? D'origine roumaine, née à Bucarest le 7 janvier 1895 et naturalisée suisse en 1949, Clara Haskil était capable, à huit ans, de jouer de mémoire un morceau après l'avoir entendu une fois, puis de le transposer dans n'importe quelle tonalité. Elève de Vienne du professeur Richard Robert, qui est aussi celui de George Szell, et le sera bientôt de Rudolf Serkin, Clara Haskil remporte très tôt ses premiers triomphes. Au Conservatoire de Paris, elle devient l'élève d'Alfred Cortot. Les relations entre le maître et son élève sont si mouvementées que Clara Haskil dira plus tard qu'elle n'a rien appris de lui.

Après avoir difficilement obtenu son premier prix, elle se lance dans une carrière qui s'annonce brillante. Ferruccio Busoni veut absolument qu'elle devienne son élève. La mère de Clara Haskil refuse de laisser sa fille partir pour Berlin. Partout où joue la jeune pianiste, le public l'ovationne et la critique l'encense. Elle auditionne cependant pour entrer dans une école de musique afin de se perfectionner. Le directeur propose aussitôt de lui organiser un récital !

Un caractère difficile

Cette carrière naissante est brisée par une scoliose. Un séjour de quatre ans à l'hôpital de Berck coupe Clara Haskil de la vie musicale. Après la Grande Guerre, rien ne sera plus comme avant. Chaque fois qu'elle se produit, public et critique la saluent toujours avec ferveur. Le Suisse Charles Kœlsch va jusqu'à parler de « génie » dans l'un de ses articles. Mais, si tôt éteints les lampions de la fête, le monde musical oublie Clara Haskil. Pendant trente ans, elle vivra chez les uns, chez les autres, de l'argent de quelques mécènes, dont le prince de Polignac, qui en fait « sa » pianiste. Clara Haskil ne se produira plus qu'exceptionnellement en public. Seule la Suisse lui restera fidèle.

Pour expliquer cette quasi-absence des salles de concert, de nombreux commentateurs affirment que le jeu de Clara Haskil était en avance sur son temps, que son expression musicale était trop pure pour une époque friande de virtuoses. Comment expliquer alors les carrières de Wilhelm Backhaus, Rudolf Serkin, Robert Casadesu, Marcelle Meyer, Arthur Schnabel, Mieczyslaw Horowitz ? Ces pianistes étaient aussi peu enclins aux effets de manche que Clara Haskil. Leur carrière ne connut pourtant aucune éclipse. A chaque époque coexistent virtuoses débridés et artistes émuants. Chacun trouve son public. La suite de la carrière de Haskil le prouvera.

De rarissimes documents remontant aux années 30 prouvent que le jeu de Clara Haskil réunissait les qualités des uns et des autres : sa fulgurante *Leggierza*, de Liszt, ressemble à s'y méprendre à celle de Martha Argerich ; ses *Variations* en fa mineur, de Haydn, sont d'une élégance, d'un détachement patri-

l'époque est d'une variété remarquable : *Iberia*, d'Albeniz, la *Sonata* de Liszt et le *Deuxième Concerto* de Rachmaninov y occupent un rang privilégié, à côté d'œuvres moins flamboyantes.

Les problèmes rencontrés par Clara Haskil sont d'une tout autre nature. Entre les deux guerres, la vie musicale française est dominée par les figures tutélaires et ennemies de Marguerite Long et d'Alfred Cortot. La première fait la pluie et le beau temps et aide prioritairement ses élèves. Le second ignore son ancienne disciple, lui préfère la belle et talentueuse Magda Tagliaferro. Mais Clara Haskil n'en a rien. Elle ne se laisse pas le premier obstacle au développement de sa carrière ? Dotée d'un caractère difficile, se dégageant sans cesse, elle fait fuir les musiciens les mieux intentionnés à son égard. Il faut avoir la grandeur et le désintérêt de Pablo Casals pour supporter son trac avant les concerts, dialoguer face au public avec une artiste qui le domine parfois, pour combattre son autodestruction après (il arrivait que le pianiste s'enfuit, sitôt le dernier accord éteint, en lançant : « J'ai joué comme un cochon ! »). Un soir que Clara Haskil refuse d'entrer en scène pour les rappels, le violoncelliste est contraint de l'y pousser de force.

Certains admirateurs veulent pourtant l'aider. La maison Gaveau cherche à accompagner sa carrière. Sans le sou, sans concert devant elle, Clara Haskil refuse : elle déteste ces pianos. Le facteur reviendra plusieurs fois à la charge. Peine perdue. Grâce à une amie mécène, Clara Haskil part jouer aux États-Unis, en 1924, 1925 et 1926. Leopold Stokowski le dirige à Philadelphie dans le *Concerto* de Schumann. Subjugué, le chef d'orchestre écrit à son impresario pour lui demander de s'occuper d'une pianiste « qui a eu une ovation tout à fait inoubliable. Son talent (dominant) de très loin celui de ses contemporains ». L'impresario répond qu'il vaudrait mieux qu'elle ait moins de talent et plus d'argent.

Juste avant la seconde guerre mondiale, l'horizon s'éclaircit. Patron de la Société des concerts du Conservatoire, Charles Munch engage Clara Haskil régulièrement ; elle joue pour la radio ; enregistre, grâce à Jacques Canetti, quelques faces de 78-tours pour Polydor. L'occupation allemande balaise tout cela. Juive, Clara Haskil se cache, fuit en zone libre en compagnie de l'Orchestre national. Elle est arrêtée par la police. La comtesse Pastré réussit à la faire libérer. D'anciennes mignardises se réveillent. Une tumeur au nerf optique est découverte. Un médecin, venu de Paris, opère Clara Haskil sous anesthésie locale. Pendant l'intervention, consciente, la pianiste « joue » le *Concerto* de *Jeune femme*, de Mozart, pour vérifier qu'elle ne perd pas ses moyens.

L'amitié avec Charlie Chaplin

Miraculeusement, elle s'en tire. Et donne, un tour sur la tête, le *Concerto* en ré mineur, de Mozart, avec l'Orchestre national, dans les jardins du Casino d'Aix-en-Provence. « Directeur de la musique » du gouvernement du Vichy, son maître Alfred Cortot vient de renvoyer tous les musiciens juifs du National en invoquant le nécessaire d'un contrôle de fonction. Jusqu'à la fin de leur vie, Clara Haskil et sa sœur (premier violon évincé) hantent ce pianiste que, par ailleurs, elles admirent. Clara Haskil passe miraculeusement en Suisse, la veille du jour où les Allemands envahissent le zone libre. Elle retrouve là-bas Dinu Lipatti, Nikita Magaloff, Wilhelm Backhaus et Vlado Perlemuter. Elle est accueillie par des amis. Une fois encore.

C'est en Suisse qu'elle se lie avec Charlie Chaplin. Ecorchée vive, cette femme avait le don de se faire aimer lorsqu'elle consentait à se laisser apprivoiser. Chaque année, elle fêtait Noël chez les Chaplin. Le cinéaste avait acheté un Steinway pour elle. Il restait des après-midi entières à l'écouter. Dans ses

Mémoires, une seule phrase : « J'ai connu trois génies dans ma vie : Winston Churchill, Einstein et Clara Haskil. » Les seules images animées qu'on ait de Clara Haskil sont hélas muettes. Mais elles ont été tournées par Chaplin et sa femme Oona dans les jardins de leur maison, pendant la fête que le cinéaste avait organisée, en 1958, en l'honneur de son amie, qui venait de recevoir la Légion d'honneur.

Clara Haskil ne sera adoptée par le public et les professionnels de façon définitive qu'à partir du début des années 50. Convaincu, un impresario hollandais organise une tournée à ses frais. Emile Rossini, un jeune Suisse, se prend d'amitié pour elle. Elle vient travailler dans sa maison de Vevey. Après de lui et de sa femme, Clara Haskil se montre alors sous son meilleur jour, rieuse, détendue. Sans leur affection, elle n'aurait jamais trouvé l'énergie de repartir de zéro. Car, désormais, Clara Haskil ne peut endiguer le flot de ses engagements. On la réclame partout. Le pianiste américain Eugene Istomin fait sa connaissance au Festival de Prades, dans les Pyrénées-Orientales. Il réussit à lui organiser une tournée aux États-Unis... en faisant croire dans un premier temps qu'il en sera le soliste. En 1956, Clara Haskil triomphe à Boston, Detroit et New-York devant des auditoires et une critique stupéfaits de



A Besançon, en 1956

découvrir une artiste âgée de soixante et un ans. Les interprétations réunies par Philips appartiennent à cette décennie heureuse. Même si elles ne donnent qu'un aperçu fragmentaire du répertoire et de l'art de cette pianiste, elles sont un témoignage essentiel sur une musicienne qui aurait pu disparaître durant la guerre sans quasiment rien laisser de son art. Le jeu de Clara Haskil échappe à l'analyse plus qu'à aucun autre. Il est difficile d'imaginer interprétations plus simplement énoncées, plus concentrées, allant droit au cœur même de la musique sans que jamais l'interprète ne s'impose entre l'œuvre et l'auditeur. Le jeu de Clara Haskil émettait par sa mélancolie, sa douceur, sa pudeur, sa résignation insoutenable. Quand il le faut, elle sait être énergique, provoquer la jubilation chez ses auditeurs : ses *Variations* d'Allegro, de Schumann, sont d'une virtuosité aillée.

BIBLIOGRAPHIE

Le chant, le travail et l'insoumission d'Oum Khoulsoum

OUM, de Sélim Nassib, Balland, 312 p., 120 F.

Il y a trop de mystères, trop de prodiges, dans la vie d'Oum Khoulsoum pour ne pas en nourrir un roman. Née - au tout début du siècle - à une époque où le monde arabe - peuvre, paysanne, la chanteuse est morte en 1975, riche et adulée. Sa voix a dominé l'Orient, rassemblé les nations arabes. Sa vie fut un conte de fées géométrique, dont les lignes furent l'indépendance, la nationalisation du canal de Suez, ou la guerre de six jours ont tissé la toile de fond. La raconter sans le décalage de l'imaginaire eût produit une de ces biographies d'ellure sérieuse, mais émaillées de vérités approximatives. Seule le fiction pouvait éclairer les zones d'ombre d'un destin hors du commun.

A la fréquence historique, pourtant omniprésente dans Oum, le journaliste Sélim Nassib a préféré les vertus de l'intimité. Dans les profondeurs de l'âme arabe règne la poésie. La musique et les mots ne mènent-ils pas au tarab, l'extase suprême, les notes du corps et de l'esprit, scellées dans un plaisir mystique, à tout autre supérieur ? Pas d'esu de rose, donc, dans Oum, mais l'histoire d'une passion. Celle d'un poète - le narrateur - pour la chanteuse. Celle de la chanteuse pour son art, un don divin, sa mission, feu intense qui consume ceux qui s'en approchent.

Pour cerner le diva et l'époque, Sélim Nassib s'est inspiré de la biographie du poète Ahmed Rami, mort en 1981, auteur de cent trente-sept des deux cent quatre-vingt-trois chansons immortalisées par Oum Khoulsoum.

Le roman commence au Caire en 1924. Le poète-narrateur a quitté Paris, où une bourse d'études lui a permis d'apprendre le persan afin de traduire les *Roubaïats*, d'Omer Khayyam. L'Égypte est indépendante depuis deux ans. Il

constata que La Caire est une métropole cosmopolite, en pleine mutation : « Les turbans avaient gagné sur les turbans. »

Il se rend au théâtre. Sur l'étroite scène, des paysans autour d'un chanteur, drôle d'individu doté d'une voix mal assurée, et d'une force pau commune. « Un garçon immobile, assis, effrayé, les mains jointes sur le ventre, adhérent comme peuvent l'être les adolescents. Sauf à des moments où ses mains et son visage, un visage rude, légèrement émacié, qui aurait été presque laid sans ces grands yeux noirs. » C'est Oum Khoulsoum, travestie pour pouvoir chanter au public. Revêtue d'une cape bedouine et d'une coiffe qu'elle ôte dans les coulisses « libérant une chevelure noire et abondante ». « Ce soir, j'ai chanté pour vous, ce furent ses premiers mots. » Le poète est piégé. Il fera ce qu'elle lui demandera. Pour toujours.

Le paysanne qui psalmodie le Coran à Tamayeh-el-Zahara, un village du delta du Nil, axigé d'abord de « son » poète qu'il renonce à l'arabe classique au profit du langage de la rue, pour que cette ville, qui « était comme elle, peuplée de paysans qui avaient apporté leur village avec eux », le comprenne. Une héroïne. Il s'exécute, en même temps qu'il découvre les pivots de la vie d'Oum Khoulsoum : le chant, le travail et l'insoumission. Le père, Cheik Ibrahim, un religieux dont elle brave l'autorité ; le frère aîné, Khaled, répressif et déjà veuve ; Saadya, le servante, la mère de cœur, force protectrice de « la petite ». Le maître de musique, Abou El Ale, les compositeurs, Sabri El Mejridi, Ahmed Kasagbi.

Oum Khoulsoum n'a pas trente ans. Sa carrière est fulgurante. Le baiser public de Sefie, l'épouse de Saad Zaghloul, le président du conseil, père de l'indépendance égyptienne, fondateur du Waft, le parti nationaliste égyptien, lui donne rang de vedette nationale. Sa voix est hors du commun, et

la conquête de son identité est plus frappante encore. En 1927, Mohammad Abdal Wahab a pactié avec Mounira Al Madhie, l'astre du Caire, la rivale la plus dangereuse d'Oum Khoulsoum. Ensemble, ils préparent une comédie musicale, *Cleopatra*. La presse s'acharne contre la paysanne, courtisée son aînée. Le soir de la première, le président du conseil meurt. Oueranta jour plus tard, sa veuve demanda à Oum Khoulsoum de chanter au palais pour rompre la doul :

« Si Saad vient à manquer à l'Égypte... Mounira est éclipse. »

L'Orient à ses pieds

Oum Khoulsoum intronise les rois (Farouk), impose son art grâce à l'invention du disque et à l'essor du disque. Avec son poète, il y a des hauts et des bas. Du désespoir, des mois de silence, d'affacement, de douleur intense. Elle exige tout, prend et rejette. Les voici obsédés tous deux par les vers de Khayyam le Persan : « Jouis dans ce monde de néant de la part de plaisir qui te revient. » Mais celle qui « rend l'Égypte à elle-même » ne peut l'aimer, parce qu'elle « cherche le paix dans son propre sexe ».

Oum Khoulsoum confia alors à son poète qu'elle n'a guère d'estime pour les hommes. « Sane eux, le monde serait plus calme, plus chaste, plus fidèle. » « Elle avait brisé l'ordre, elle n'en connaissait pas d'autre, elle s'était retrouvée sans loi. Quel homme pouvait prétendre la dominer puisqu'ils étaient tous à ses pieds ? »

Oum Khoulsoum se mariera pourtant deux fois. Un « goître évolutif » - un cancer - l'oblige à subir une opération chirurgicale à Washington. La presse accuse « la frustration, la solitude, la chasteté vénéneuse qui s'étaient durcies pour devenir tumeur ». Son art est exigeant, exclusif. Elle épouse Mehmed Cherif, un violoniste de son orchestre, un bel-

en ré mineur et un mineur, sait en revanche soumettre son orchestre à un jeu si émuant. Les musiciens de l'Orchestre Lamoureux répondent aux supplices de la pianiste, nouent avec elle un dialogue d'une qualité d'écoute mutuelle que l'on ne connaît à aucune interprétation du cas. Et personne n'a jamais joué le thème de l'un mineur avec cet étonnement aisé.

Clara Haskil a formé un duo légendaire avec le violoniste belge Arthur Grumiaux, le plus cher des mélomanes, encore aujourd'hui. Il n'a fallu attendre 1971 pour que leur intégrale des sonates de Beethoven remporte le prix allemand du disque. Pendant ces vingt-cinq ans, l'interprétation de Haskil et Grumiaux ne s'était pas déformée, elle n'avait pas besoin, mais l'on s'était aperçu qu'elle dominait de loin une discographie abondante, d'une qualité assez piètre toutefois. Le jeu de la pianiste y est svelte, frais, d'une étonnante agilité, d'une autorité miraculeuse, d'une intelligence instinctive supérieure. Clara Haskil inspirait Grumiaux comme aucun des pianistes qui la remplacèrent après sa mort n'y parviendra. Là réside le miracle du jeu de cette artiste : entendre la vérité de la musique, en offrant sa faiblesse au monde.

ALAIN LOMPECH

(1) Les 78-tours de Clara Haskil n'ont jamais été réédités, à l'exception des *Scènes d'enfants* de Schumann, et du *Quatrième Concerto* de Beethoven, enregistrés en 1948 pour Decca ; ils ont fait une fugitive apparition en microfilm au milieu des années 80.

► Clara Haskil, l'héritage (1951-1960), un coffret de douze disques compacts Philips 442 685-2. Œuvres de Beethoven, Chopin, Fauré, Mozart, Ravel, Scarlatti, Schubert et Schumann. En vente le 7 janvier.

► A lire : Clara Haskil, de Jérôme Spickert, préface de Harbert von Kerejan, Payot, « Petite bibliothèque/Document », 280 p.

Le 23 juillet 1952, les officiers libres prennent le pouvoir. Oum Khoulsoum aat interdite d'antenne. Elle a réfugié au sous-sol de sa villa du île de Zemelek au bord du Nil : chambre de jeune fille sauvage, rudesse de paysanne. Quatre jours plus tard, la narratrice la trouve ou lit avec une apnée de la radio. Le téléphone sonne : « Ici le colonel Nasser. Le Nil et les Pyramides existent aussi sous l'ancien régime, il n'a jamais été question de les interdire. » L'Orient n'est aux pieds d'Oum Khoulsoum, elle n'est malade.

En 1967, l'Égypte est vaincue, écrasée. Oum Khoulsoum chante *El Aïda* (les Ruines) : « Rends-moi ma liberté dévoue-moi les mains. » Elle a épousé son médecin, le docteur Hafnoui, et s'engage dans une longue série de concerts pour la défense de la patrie. Pendant des années, de Bagdad à Casablanca, chacune de ses apparitions s'accompagne d'émeutes.

Sélim Nassib ne lâche jamais son fil conducteur, cet amour brûlant que le poète-narrateur devenu grand-père confia désormais à son petit-fils Tarek, un bébé qui ne parle pas encore. Sur son lit de mort, Oum Khoulsoum prend la main du narrateur. La chanteuse lui rappelle que la force de la poésie est supérieure à tout autre, que leur liaison fut plus profonde qu'un mariage. Il lui répond : « Tout est venu de ton corps, toujours. »

VÉRONIQUE MORTAGNE

CULTURE

MUSIQUES

Mega-rave du Nouvel An à Lausanne

Toutes les tribus de la « dance »

Près de vingt mille personnes ont participé, dans la nuit du 31 décembre 1994 au 1^{er} janvier 1995, au Palais Beaulieu de Lausanne, à la plus grande rave jamais organisée en Europe. Quarante disc jockeys ont transformé cet immense lieu d'exposition en boîte de nuit géante où l'on dansait sur des rythmes speed, techno, house, jungle, hardcore, acid jazz et brésiliens.

LAUSANNE

de notre envoyée spéciale

Les douze coups de minuit s'éprouvaient. Un rugissement montrait des milliers de danseurs en train, dans le pédoncule balayé par les lasers de couleur. Des grappes d'adolescents en sueur grimpaient aux balustrades métalliques de l'immense ring en surplomb d'où quarante DJ (disc jockeys) de la danse mondiale envoyaient leurs baisers et vœux à tous vents. Le Palais de Beaulieu, ses six salles géantes et sa sono à faire trembler le béton, étaient le Nouvel An par « le Bal », la plus grande « rave » jamais organisée en Europe. Dix-huit mille réveillonneurs accourus de Lausanne, Milan, Lyon, Francfort, Londres, etc., trépanaient de plaisir, s'abreuvant de coca ou de champagne.

Les musiques speed, techno, house et hardcore, les subtils sonorités de l'acid jazz et la sensuelle frémissement des rythmes brésiliens faisaient grimper la tension dans ce gigantesque capotaillonnage de Beaulieu. On y buvait à flots du gassano, « l'énergie vitalisante des Indiens d'Amazonie », comme l'annonçait l'étriquette des bouteilles. On s'enivrait de tout — fumée, alcool, bruit et fureur, danses acrobatiques, enlacements fiévreux. Le grand défilé, commencé vers 19 heures le 31 décembre, poursuivait sa course jusqu'au matin.

Trois adolescents italiens en robe longue, venues de Bergame, en compagnie de leur chevalier servant, dansent d'une halle à l'autre. Pour la « house progressive », supposée plus intelligente, plus balade au pied du ring central où il faut jouer des coudes. La plus grande, regard extatique et teint translucide, porte ses cheveux roux noués en couettes. Elle entrouvre en cadence son manteau de voile noir bordé d'autruche qui virevolte, dévoilant un body échantonné jusqu'au nombril et de longues jambes gainées. La deuxième, couleur argent de la tête aux pieds, du lamé décollé à la crinoline bésée, ondule lascivement en balançant le petit sac en fleur qu'elle porte sur le dos. La dernière, en fourreau de soie grège, danse en jouant des bras et des mains au-dessus de la mêlée. Son compagnon est coiffé d'un chapeau en forme de pagode. Atmosphère de carnaval... A deux pas de ces belles italiennes, un jeune Suisse chaussé d'Adidas jette en l'air son maillot de corps sans interrompre sa danse.

Dans l'immense halle ornée de grues de chantier, des écrans diffusent des images virtuelles et le reportage en direct de la fête. Quelques fontaines s'illuminent. Du plafond, pend un énorme lustre de poutrelles grises, portant les spots mobiles. « La gente è bella... » « Les gens sont beaux. Le spectacle est grand. Mais la musique manque

d'énergie », glisse la diva en voile noir.

A chacun des six lieux, une variante différente de la dance music. Il y a le « techno », mais aussi les « sounds of the world », espace dédié aux fans de la world music avec son décor tropical : Plantes luxuriantes, fruits et tissus bleus d'Afrique accompagnent quelques « grosses têtes » en papier mâché, inspirées d'un autre carnaval. « Ce soir enfin, la dance est mélangée, sans chapelles », assure Koneczko, peintre sculpteur de Lausanne qui a travaillé au décor. Torsé nu et bonnet de rappeur, il se promène en compagnie de Moukili, un « roller » vedette qui organise dans la ville le championnat mondial de patin. Devant la débauche de la soirée en moyens techniques et effets spéciaux, Moukili lèche, mi-figue mi-raisin : « Si on donnait un tel budget au sport de quartier... » Sur le podium, surgit Diana Miranda, chanteuse brésilienne, pour un des rares concerts live de la nuit, avec celui du groupe anglais Reel 2 Real. De la samba à la bossanova, la blonde Miranda, frêle mais énergique, mène sa revue.

Les gourous du remixage

La scène-vedette du « Bal » s'appelle l'underground garage, royaume des quarante disc jockeys. Pour ces gourous du remixage, la halle de métal s'est transformée en caveau d'Ali Baba : fontaines et lasers, grues et sonos délirantes. Une immense cage en surplomb éclairée de rouge abrite les VIP, les invités d'honneur et les personnalités du show business suisse et européen. En surplomb également, une passerelle se termine sur les platines magiques où vont se succéder les stars.

Parmi elles, le Milanais Don Carlos, sobre ambassadeur de l'underground italien. Puis le Jamicaïen Master Mike, animateur vedette de Couleur 3, radio nationale suisse. Willow, autre héros national de la house. Le volatile Davy T., un rouquin de Liverpool devenu vedette internationale de la progressive

house. Eric Rug, l'unique français du « Bal », que l'on a vu à la « rave » des dernières Transmusicales de Rennes. Enfin, et tant attendus cette nuit, arrivés le matin même de New-York, les réputés Frankie Knuckles, du Soundfactory Bar, et David Morales, du Club Expo.

Carrure imposante et bedaine joviale, Frankie Knuckles est à la house ce que James Brown est à la soul. David Morales, mince et discret, est un producteur et d'abord un remixeur d'avant-garde, qui possède the key (le talent qui fait la différence, dans le gargon de la jungle). Nombre de danseurs sont venus de loin pour voir Knuckles et Morales. Quand ces maîtres s'installent à leurs platines, la sono gronde d'un cran. Des travestis portent coiffe de plumes et seins généreux, des « coco girls » ondulent en short lamé, des trapézistes voltigent au plafond, des clowns aux masques sculptés traînent leur canne sur le sol. L'atmosphère est chaude : porte-jarretelles à ciel ouvert, résilles et balconnets pigeonnants, escarpins vertigineux. La jupe écossaise fait fureur, portée longue chez les gars et mini chez les filles. Les maquillages s'affichent outrés comme la fête, les bouches sont rouge baiser, les bagues clinquantes et les étoiles de cygne. Le jean, encore apprécié, ne prend guère ombre de cette opulente extravagance. La dance, carnaval de musiques, fait bon ménage avec ce métissage exhibitionniste de modes. Jusqu'à ce que l'aube pointe.

Quand, à 6 heures, le Palais de Beaulieu ferme ses portes, les files se s'allongent devant les gares. Car la fête se poursuivait par une soupe à l'oignon à Berne, à Lausanne, à Montreux. Le Bal devait se poursuivre jusqu'à la nuit suivante dans un club de Neuchâtel. En effet, ceux qui ont réveillé chez eux sont allés danser, dans la nuit du 1^{er} au 2 janvier, sur les rythmes des DJ vedettes. Pour fêter leur « petit Nouvel An », comme on dit ici.

DANIELLE ROUARD

« Pari gagné »

LAUSANNE

de notre envoyée spéciale

« Dix-huit mille personnes dans dix-huit mille mètres carrés » : un pari difficile — et gagné — pour les organisateurs de la mega-rave de Lausanne. La police a opéré une dizaine de contrôles pour consommation d'ecstasy (pilule euphorisante) ou d'héroïne, mais n'a procédé à aucune interpellation et n'a signalé aucune bagarre. « Tout le monde a joué le jeu », s'est félicité, au petit matin, le sergent-major Messard, de la police municipale. Dans les couloirs, a régné en permanence une ambiance de ruche. Aux urgences, une trentaine de jeunes ont pu reprendre leur souffle, emmenés par l'omniprésent service d'ordre. « Ils ont tous trop bu, et diagnostiqué l'infirmité en chef, mais il n'y a pas eu d'overdose, ni usage de

drogues. » Michaël Drieberg, l'organisateur du bal, voulait prouver également qu'une mega-rave pouvait se dérouler sans drogue ni violence. « On nous attendait au tournant. Nous avons montré que les jeunes peuvent s'amuser sans se shooter à l'ecstasy. » Côté financier, le pari est « étonnamment gagné », affirme Michaël Drieberg, qui avance un budget de 1 million de francs suisses (moins de 5 millions de francs français), alors que les places étaient à 79 francs suisses (350 francs français). Soudain, une contrainte s'est imposée : l'organisateur a préféré maintenir le niveau sonore à 100 décibels en moyenne, avec des pointes de 120. Surtout, le bal a su réunir toutes les tendances du mélange, dans un décor signé Thierry Dreyfus.

D. R.

EXPOSITION

Au nouveau centre culturel de Châteauroux

Retour sur « l'Ire des vents »

Pour inaugurer le nouveau centre culturel — salle de spectacle bibliothèque — qu'il vient d'édifier au centre de sa ville, le maire de Châteauroux, Jean-Yves Gaisaud, refusant la facilité, a demandé à Yves Peyré — né à Châteauroux et ancien élève de son lycée — de monter une exposition autour de la revue *l'Ire des vents*. Yves Peyré — qui vient de succéder à François Chapon à la tête de la bibliothèque littéraire Jacques-Doucet à Paris — avait vingt-six ans lorsqu'au printemps 1978 il lança du fond de sa province surgénérée et à ses risques et périls une nouvelle revue de littérature et de poésie, *l'Ire des vents*, dont il avait trouvé le titre dans un poème de Maurice Scève. Beau papier, typographie élégante, mise en page aérée, et un

choix affirmé pour des auteurs sans complaisance. L'aventure se poursuivra durant neuf ans et s'achèvera en 1987 sur un numéro double, le quinzième et le seizième. « Le succès était venu, je pouvais continuer, j'ai décidé d'arrêter », explique Yves Peyré : le contrat était rempli. « Le contrat : faire entendre la voix d'écrivains et de poètes reconnus — Pierre Reverdy, Henri Michaux, Michel Leiris, Francis Ponge, Samuel Beckett, André du Bouchet... — inconnus ou mal connus — Jacques Dupin, Anne de Staël, l'Allemand Erich Arendt, Yves Peyré lui-même — et les faire dialoguer avec des artistes qui, dans un autre registre, tenaient le même langage qu'eux. Au fil des pages, la revue s'enrichit ainsi de portraits, peintures, et dessins originaux d'Henri

Micbaux, Alberto Giacometti, Joseph Sima, Bram Van Velde, Michel Haas, Jean Fautrier, Francis Bacon, Pierre Tal Coat... »

L'exposition de Châteauroux est composée comme un numéro de la revue qu'elle célèbre : des vitrines où sont rassemblés manuscrits, et illustrations originales correspondant à chaque livraison de *l'Ire des vents*, avec, en correspondance, les tableaux et dessins des peintres amis. Un catalogue très soigné accompagne le visiteur. La réussite est totale, à la hauteur de l'exigence qui inspira l'entreprise d'Yves Peyré.

JACQUES-FRANÇOIS SIMON

► Jusqu'au 15 janvier, du mardi au samedi, de 10 à 18h30, Equinoxe, rue nationale, 36 000 Châteauroux. Tél. : (06) 54-06-35-35.

SPORTS

RALLYE-RAID

Le dix-septième « Dakar »

Une course à la rentabilité

Les Citroën ZX ont réalisé un triplé lors de la première étape du rallye-raid Grenade-Dakar, disputée dimanche 1^{er} janvier en Espagne, entre Grenade et Motril, sur 275 kilomètres, dont 170 de spéciale. Le Finlandais Timo Salonen s'est imposé devant son compatriote Ari Vatanen et le Français Pierre Lartigue, vainqueur l'an dernier. Chez les motards, l'Autrichien Heinz Kinigadner (KTM), ancien champion du monde de motocross, a précédé de 49 secondes le Français Stéphane Peterhansel (Yamaha), grand favori avec l'Italien Edi Orioli (Cagiva), arrivé dixième à dix minutes de Kinigadner. En raison du terrain rendu impraticable par des pluies torrentielles, le course des camions a dû être neutralisé.

Les concurrents ont ensuite passé la nuit à bord d'un car-ferry entre Motril et Nador (Maroc), d'où devait partir, lundi 2 janvier, la deuxième étape vers Er Rachidia (619 kilomètres, dont 255 de spéciale). Les organisateurs comptent sur cette édition du « Dakar » pour renouer avec les bénéfices et rénover l'image du rallye-raid africain.

L'épreuve inventée par Thierry Sabine a dix-sept ans, et cette fois, plus que jamais, se pose, pour les organisateurs l'angoissante question : les sables du désert dévorés à cent à l'heure, les bivouacs nocturnes dans la froidure des nuits sahariennes, le ballet frénétique des autos, des camions, des motos dans une Afrique qui n'est plus tout à fait mythique, font-ils encore rêver ? Le plus célèbre des rallyes-raids veut retrouver le succès après deux années difficiles. En 1993, un total record a été établi : seuls 120 concurrents ont pris le départ, soit six fois moins qu'en 1988. L'an dernier, le « Dakar » a cherché en vain un sponsor. Personne n'a voulu s'engager, malgré un puissant maître d'œuvre, ASO (Annuaire Sport Organisation), qui gère aussi le Tour de France, et malgré une large couverture par France-Télévision.

Dans les locaux tout neufs de l'organisation, Hubert Auriol affiche pourtant un large sourire. 1995 est l'année de son arrivée à la tête de l'épreuve, ce sera aussi celle du renouveau, veut-il se persuader. Pour la première fois de son histoire, le « Dakar » est partie prenante de la Coupe du monde des rallyes-raids. Au terme d'une négociation serrée avec la FIA (Fédération internationale de l'automobile) début décembre, Jean-Claude Killy, le patron d'ASO, a tourné la page. Le rallye ne sera plus ce rendez-vous hivernal pour aventuriers du désert, il obéit strictement aux règles sportives édictées par la FIA. Il devient la course la plus importante de la Coupe du monde. Cela lui coûte une partie des droits de télévision, qui laissent des sommes de la fédération. Cela lui rapporte la confiance des grands constructeurs automobiles et des sponsors.

RÉSULTATS

ATHLÉTISME

CORRIDA DE HOUILLES

Vainqueur de Hailé Gebreselassie — l'Éthiopien Hailé Gebreselassie a gagné, dimanche 1^{er} janvier, la corrida de Houilles (Yvelines), en l'absence de son plus grand rival, le Marocain Khalid Shah, vainqueur des six dernières éditions, contraint au forfait par une tendinite. Dans l'épreuve féminine, c'est la Roumaine Elena Fidatov qui l'a emporté.

Messieurs — 1. Hailé Gebreselassie (Eth.), 9,6 km en 26 min 38 s ; 2. Salika Worku (Eth.), 26 min 52 s ; 3. Bruno Le Stum (Fra.), 27 min 23 s ; 4. Mustapha Essaid (Fra.), 27 min 34 s.

Dames — 1. Elena Fidatov (Rou.), 8,4 km en 20 min 5 s ; 2. Saïda Kouhal (Mar.), 20 min 43 s ; 3. Souad Odrad (Mar.), 20 min 52 s ; 4. Msharka Hadj (Fra.), 20 min 52 s ; 5. Rakiva Marsoui (Fra.), 21 min 19 s.

CORRIDA DE SAO PAULO

Vainqueur de Ronaldo Costa et Derartu Tulu Le Brésilien Ronaldo Costa et l'Éthiopien Derartu Tulu ont remporté, samedi 31 décembre, la corrida de la Saint-Sylvestre de Sao-Paulo. Pour sa première course sur route, Derartu Tulu a réussi un coup de maître en inservant

que les mésaventures des deux dernières éditions avaient sérieusement entamé. « De tous temps, le « Dakar » a été une épreuve sportive, souligne Hubert Auriol, mais cet accord lui donne une étiquette officielle, dont les équipes d'usine ressentent la nécessité. »

Citroën a débarqué à Grenade avec, sur les essieux de ses ZX, le lourd fardeau de tenant du titre. La marque, qui ferraille pour la victoire avec le japonais Mitsubishi, préfère de loin l'inscription en Coupe du monde, même si elle n'en avait pas fait une condition stricte de sa participation. « Pour nous, indique Guy Fréguet, directeur de Citroën-Sport, ce qui compte avant tout ce sont les retombées en termes d'image pour notre produit. La ZX n'en avait pas autant bénéficié que nous le souhaitons l'an dernier. En fait, il y a eu une période de flottement pendant deux années. Hubert Auriol l'a bien compris, nous espérons un mieux. »

Total s'est laissé convaincre de revenir. Le pétrolier français sponsorise fidèlement le « Dakar » depuis 1991, d'autant plus volontiers qu'il est le partenaire de Citroën sur tous les rallyes. L'an dernier, sans crier gare, il se retirait de l'épreuve, malgré des enquêtes qui montraient une bonne retombée d'image, une association forte dans l'esprit du public entre la course et le marque. « Si l'on voulait assurer la pérennité du « Dakar », il fallait cette participation à la Coupe du monde », explique Jean-Pierre Muffragi, directeur du marketing, cela nous permet d'affirmer notre personnalité dans les rallyes-raids, de compléter une plus grande image sportive. Nous poursuivons deux objectifs : maintenir la course comme un banc d'essai pour notre essence, et surtout lui donner un maximum d'impact médiatique. »

« Glissement de clientèle »

« La télé, c'est l'élément-clé », insiste Jean-Pierre Muffragi. Longtemps, le Paris-Dakar s'est identifié avec la Cinq. La défunte chaîne possédait les droits, n'hésitait pas à ouvrir largement son antenne à toutes les péripéties de l'épreuve. France-Télévision a pris le relais et a signé un accord valable encore trois ans. En 1994, le verdict de l'Audimat avait été plutôt clément : entre 2,5 et 3,7 millions de téléspectateurs suivaient régulièrement le résumé diffusé chaque soir. Cette année le service public, qui a dû abandonner la formule 1 à TF1, propose le même nombre d'heures de programme. C'est l'unique moyen, pour lui, d'assurer une présence dans le sport automobile. Il attend beaucoup de l'audience du résumé déplacé à 20 h 35. « C'est un véritable test, affirme Jean Réveillon, directeur de l'unité « sport ». A cette heure-là, les autres chaînes diffusent de la publicité ou la météo, des interprogrammes, nous pourrions donc mesurer précisément à quel niveau se situe l'intérêt. »

Le « Dakar » accueille pour la

première fois une télévision américaine. La chaîne sportive câblée ESPN assure la couverture de la course. Et dix partenaires ont rejoint Total, le sponsor principal. Fort de ces éléments, Hubert Auriol espère faire cette année des bénéfices. Pour cela, il faut donner satisfaction à tous les concurrents, car ce sont eux qui, aujourd'hui encore, assurent, selon Auriol, les deux tiers du budget de la course. Le prix de l'engagement a été fixé à 58 000 francs par personne. Mais, dans le peloton hétéroclite des professionnels du rallye et des amateurs d'émotions fortes, les budgets et les intérêts ne sont pas forcément les mêmes. « Pour préserver l'aura du « Dakar », il est essentiel qu'il y ait un maximum de concurrents, souligne paradoxalement le directeur de Citroën-Sport. Même si ce sont toujours les mêmes qui gagnent ! ASO ne pourra plus organiser s'il n'y a pas assez de participants. »

Dans l'univers sablonneux des rallyes-raids africains, l'écueil fait figure d'ancêtre. Il a réité Paris-Dakar à moto, en 1974 et a participé à la première édition du Abidjan-Nice. L'an dernier, il occupait le fauteuil d'Hubert Auriol. Il dit avoir quitté ASO en bons termes, mais il défend une tout autre idée du « Dakar » : « Il y a un glissement de clientèle ; c'est de plus en plus la course qui prime et de moins en moins l'aventure. En conséquence, les moyens logistiques sont plus lourds, et les coûts beaucoup plus élevés pour les concurrents, ne serait-ce qu'à travers le respect des règles de conformité des véhicules imposées par la FIA, qui sont draconiennes. » Se plaignant résolument dans une logique de concurrence, l'écueil ajoute : « C'est la raison pour laquelle je suis en train de mettre au point une nouvelle formule pour le Rallye des pharaons. Elle sera destinée en priorité aux amateurs d'aventure. »

Pour conquérir une large audience, le « Dakar » doit-il tourner le dos à ses origines ? C'est bien la question posée par cette dix-septième édition, partie de Grenade. La course bénéficie toujours du coup de génie de son créateur, Thierry Sabine. Entre le 1^{er} et le 15 janvier, elle occupe presque toute l'actualité sportive. Mais, comme le reconnaît Jean Réveillon, malgré une grande ténacité, elle se classe encore bien loin derrière le Tour de France, Roland-Garros ou le Tournoi des cinq nations, dans le cœur des téléspectateurs. Et Total a choisi la prudence. Le pétrolier ne s'est engagé que pour une année sur l'épreuve, histoire de voir. Sur les pistes du désert, le « Dakar » essaiera de s'assurer un avenir.

PASCAL CEAUX

VOILE

Le BOC Challenge

Isabelle Autissier a touché terre

Isabelle Autissier est en Australie. La navigatrice française, en partance depuis cinq jours dans le « cinquièmes hurlants » (le Monde du 31 décembre) a touché terre, lundi 1^{er} janvier vers 2 heures 45, heure de Paris, à Adélaïde. Elle avait été rapatriée, samedi 31 décembre, par une frégate de la marine nationale australienne. Jointe par l'Agence France Presse peu après son arrivée, elle a déclaré : « Pendant cette journée à bord, l'idée m'a même effleurée de prendre le départ de la troisième étape du BOC, naturellement hors concours, mais, si l'on récupérait le bateau, il faudrait un minimum de trois mois pour le réparer. Et c'est irréalisable. »

Après quelques heures de repos, Isabelle Autissier devait se rendre à Sydney, d'où un bateau est parti à la recherche d'Écureuil-Poitou-Charentes actuellement à la dérive dans l'océan Indien, pour tenter de la sauver.

كلنا من الأصل

سلاحيات

(Publicité)

• Le Monde • Mardi 3 janvier 1995 17

Voici un Champion automobile, un As de la moto et un Crack du vélo.



Champion du Monde des Rallyes 1994 avec Didier Auriol et Toyota.
Champion du Monde Vitesse 500 cm³ 1994 avec Mike Doohan et Honda.
Champion du Monde de Superbike 1994 avec Carl Fogarty et Ducati.
Champion du Monde de Trial 1994 avec Jordi Tarrés et Gas Gas.
Champion du Monde d'Enduro 500 cm³ 4T et plus 1994 avec Kari Tiainen et Husqvarna.
Champion du Monde de Vélo Tout-Terrain Cross Country 1994 avec Miguel Martinez et Gitane.
Vainqueur de la Coupe du Monde des Rallyes Tout-Terrain 1994 avec Pierre Lartigue et Citroën.
Vainqueur de la Coupe du Monde des Voitures de Tourisme 2 Litres 1994 avec Paul Radisich et Ford.

Vous reconnaissez ce grand sportif? Vous pouvez suivre
toutes les compétitions sportives sur pneumatiques.
tionner sa technique, en s'adaptant aux véhicules, à
aux styles de conduite des pilotes... Alors, quoi d'éton-
nant à ce qu'il ait remporté 8 titres mondiaux en 1994?
Michelin félicite tous les vainqueurs et remer-



MICHELIN

ses traces depuis toujours, de victoire en victoire, dans
Tout au long de ces épreuves, il n'a cessé de perfec-
la nature des sols, aux climats, aux tracés des parcours,
nant à ce qu'il ait remporté 8 titres mondiaux en 1994?
cie tous les concurrents qui lui font confiance.

N°1 EN COMPÉTITION. N°1 EN TECHNOLOGIE.

L'année 1995 pour les entreprises

Le dégel des investissements

Les caisses pleines, les entreprises françaises vont pouvoir tirer le meilleur parti de la reprise. Les bilans n'ont cessé, pour la plupart d'entre elles, d'être assainis au cours des longs trimestres de stagnation voire de récession — comme en 1993 — qui ont suivi la guerre du Golfe. Les restructurations ont été menées, sans fléchir, et de manière rigoureuse. Les taux d'autofinancement — 140 % — sont éminemment élevés.

Que vont faire les groupes de ces moyens préservés, voire consolidés, pendant ces dernières années de trois années de « vaches maigres » ? L'année 1994 s'est achevée sur une progression totale de 2,4 % du PIB. Et la production industrielle, qui avait touché le fond au dernier semestre 1993, s'est remise à croître. Certes, ce n'est pas l'explosion espérée et l'expansion se fait sèclée. Mais la pompe semble réamorcée.

Qu'en faire ? Privilégier l'emploi, et non les salaires, ont répondu milieux gouvernementaux et patronaux à la fin de 1994. C'est-à-dire, au mieux, maintenir l'emploi. Dans la plupart des secteurs industriels, les entreprises tablent sur des gains de productivité annuels compris entre 3 à 5 %. Des objectifs jugés nécessaires pour être compétitifs, pour soutenir la compétition mondiale. Les progrès de compétitivité risquent encore d'être supérieurs à la croissance. Ce qui se traduira par des suppressions d'emplois dans l'industrie.

L'investissement, tombé au niveau d'étiage en 1993, devrait reprendre. La chute a atteint plus de 30 % de manière cumulée, en quatre ans. Mais si la dégradation est désormais stoppée, la relance sera mesurée. « Nous avons beaucoup trop investi durant les années de croissance », expliquait-il y a quelques mois, Julien Charlier, ancien patron du groupe textile DMC. La crise, selon lui, devait permettre de revenir à des ratios plus raisonnables.

Après avoir passé trois ans à la cape, engagé une gestion au cor-

deau, décrété une pause des acquisitions, Saint-Gobain annonçait à l'automne dernier la fin de l'abstinence. La déclaration avait valeur de symbole. Le groupe qui achevait de se désengager de sa branche papier se préparait à investir. Investir, en achetant des capacités de production sur les marchés dits émergents, en consolidant par exemple ses positions en Asie du Sud-Est, la priorité des priorités des groupes français. Ce cap mis sur l'Asie devrait mobiliser une grande partie des ressources. L'outil en France, en Europe, sera entretenu, maintenu à niveau, mais pour la plupart des industriels, il est désormais une règle d'or : les nouvelles capacités doivent être installées là où se trouvent les marchés.

La prime Balladur

Ainsi, prise en tenaille entre le protectionnisme des États-Unis et le dumping des pays d'Europe centrale, la sidérurgie voit apparaître des opportunités de développement en Asie. Usinor-Sacilor a déjà investi en Thaïlande dans de nouvelles capacités pour la production d'acier inox, et fonde de gros espoirs en Chine.

Dans l'automobile, les projets de création de nouvelles usines sont aussi réservés à l'Asie, exception faite des États-Unis où BMW et Mercedes sont en cours d'installation. En France, le choix de Mercedes en faveur de Saarlouis, en Lorraine, pour produire la future petite Swatchmobile dans une usine qui sera opérationnelle en 1997 et emploiera 2000 salariés, ne doit pas faire illusion : les gains de productivité demeurent la priorité des constructeurs automobiles. Renault et Peugeot-Citroën ont ainsi annoncé pour 1995 des réductions d'effectifs qui s'inscrivent dans le cadre de programmes pluriannuels pour améliorer leur compétitivité. Les constructeurs français vont par ailleurs être confrontés, au

deuxième semestre de l'année, à la suspension de la prime Balladur. Après l'effet tonifiant de cette prime sur le marché en 1994 (ses effets ont été évalués à 280 000 immatriculations, soit l'intégralité de la progression du marché automobile français l'an dernier), les constructeurs craignent un effet boomerang et une asthénie du marché lorsque cette mesure de soutien, souvent complétée par des remises commerciales de même niveau, s'arrêtera. Or, compte tenu du niveau déjà énorme des cotés commerciaux dans le prix de revient d'une voiture (jusqu'à 30 %, estiment certains experts), les constructeurs ne pourront reprendre à leur compte l'intégralité de cette prime à laquelle les clients se sont habitués. En revanche, la sortie de nouveaux modèles, comme le remplaceant de la 405 étudiée entre autre pour le marché américain, devrait avoir un effet stimulant.

Le secteur aéronautique devrait profiter de la reprise du transport aérien international, qui pourrait atteindre 10 % cette année. L'activité devrait reprendre, mais pas les investissements de capacités ni l'embauche : Airbus a encore fort à faire pour retrouver son niveau d'activité du début des années 90, même après une année 1994 qui s'est soldée par 121 commandes nouvelles (contre 134 en 1992 et... 404 en 1990). Les compagnies elles-mêmes, avant d'envisager de nouveaux investissements massifs, vont réactiver des capacités de transport mises en sommeil pendant les années de vaches maigres. Par exemple, la compagnie Air France en pleine restructuration ne procèdera à aucun investissement avant 1997 comme le prévoit l'accord conclu avec Bruxelles pour obtenir le feu vert à sa recapitalisation. Pour Airbus comme pour Boeing, les marchés les plus prometteurs sont, là encore, en Asie, où la croissance du transport aérien sera la plus soutenue.

G. B. et C. M.

Social : l'attente des emplois

Pressante depuis que l'équipe d'Edouard Balladur est au pouvoir, l'exigence d'un effort de la part des entreprises en faveur de l'emploi va se faire insistante en 1995. Pour au moins deux raisons. Politiquement, le premier ministre a besoin de résultats tangibles, dans la perspective de l'élection présidentielle. Économiquement et, plus encore, socialement, il faudra bien que la reprise se traduise par une dynamisation du marché du travail — déjà amorcée —, au risque, sinon, de provoquer des réactions, voire des tensions.

Alors qu'il est beaucoup attendu des entreprises, dans ce contexte particulier, il reste à savoir si tous les facteurs sont réunis pour que les événements s'enchaînent favorablement. Ce qui n'est rien moins qu'assuré. Après tout, ainsi que le relevait le président de la République en présentant ses derniers vœux à la nation, samedi 31 décembre, la discussion sur « un nouveau contrat social pour l'emploi » est toujours bloquée. Et ce n'est pas non plus un hasard si François Mitterrand, à cette occasion, s'interrogeait « sur les moyens que nous fournirait la reprise économique, si souvent annoncée, pour que le retour à l'expansion s'accompagne d'un véritable ajustement des conditions sociales, trop évidemment inégales ». Or, l'avenir immédiat dépend de la réponse à ces questions, au cours d'une année délicate entre toutes.

Délicat arbitrage

De ce point de vue, les rencontres bilatérales qui s'ouvrent cette semaine entre le nouveau patron du CNPF, Jean Gandois, et les chefs confédérations syndicales serviront de test. Du mercredi 4 janvier, date de la première

entrevue avec Force ouvrière, au 18 janvier, jour du rendez-vous avec une CGT qui a, pour la circonstance, accepté la démarche, rompant ainsi avec son attitude habituelle de refus, l'espace d'un éventuel dialogue social se précipite, et l'on pourra voir si les chances d'un développement de la politique enracinée se font sérieuses.

Beaucoup d'espoirs en ont en effet mis dans le nouveau président du CNPF, qui apparaît non seulement comme l'homme capable de renouer les fils, mais aussi comme celui qui devrait conduire le changement, pourvu que l'appareil patronal lui en laisse le loisir. À ce moment précis, il devient crucial de savoir quel contenu il peut donner à la notion d'« entreprise citoyenne » qu'il revendique. Si son discours a plus, notamment quand il affirme que, certes, l'entreprise a pour vocation de créer des richesses, mais qu'elle ne saurait « être riche seule », ou quand il évoque « des sacrifices réciproques », il lui incombe maintenant de donner un sens concret à ces propos.

Ce ne sera pas facile. Avec le retour de la croissance, qui devrait se confirmer en 1995, revient aussi le sempiternel débat sur le partage des fruits de l'expansion et, plus précisément, sur l'arbitrage à effectuer entre le salaire et l'emploi. Or, et quelques conflits récents l'ont démontré, la tentation est forte de privilégier le pouvoir d'achat des salariés — il est vrai contenu ces dernières années —, au détriment de l'embauche de chômeurs, qui continuent, eux, d'attendre les effets positifs de la reprise. Cela se complique du fait que des syndicats tels que FO, surtout, et la CGT, s'opposent sur ce point à la CFTD, qui voudrait rétablir un équilibre entre les deux options.

Quand bien même, l'affichage

d'une priorité accordée à l'emploi suppose, pour être crédible, et avant même que chacun puisse en constater concrètement l'impact au quotidien, qu'une forme de contractualisation des objectifs ait été organisée. Sinon, que vaudrait un tel engagement, aussitôt entaché de suspicion ? D'autant que la situation actuelle prête à réfléchir. Si, comme l'observe l'INSEE, 175 000 emplois ont été créés au cours des neuf premiers mois de 1994, la nature de ces emplois, précaires et à temps partiel, est contestée. La poursuite de la tendance ne rassurerait personne et n'amènerait pas le retour de cette confiance indispensable à l'entrée dans un cercle vertueux. De même, la résorption du chômage n'est pas encore assez engagée pour apporter la preuve que la rigueur salariale peut payer. On le sait, malheureusement, il faudrait une augmentation de plus de 300 000 des effectifs salariés, dans l'année, pour commencer à voir la courbe du chômage s'inverser.

Des incitations de toutes sortes

D'oh, en 1995 plus qu'à tout autre moment, la tentation de forcer la chance. Face à des entreprises filieuses ou prudentes, se multiplient les incitations de toutes sortes pour qu'elles recrutent malgré tout. À coups d'exonérations, il leur est demandé d'agir contre l'exclusion, et, avec des mesures d'autorité, comme celles imaginées par le Comité national de la consultation des jeunes, on voudrait créer les conditions d'une insertion rapide des moins de vingt-cinq ans. Mais, si l'urgence nécessaire est fondée, a-t-on jamais réussi à abreuver un animal qui n'a pas soif ?

ALAIN LEBEAUBE

ÉTRANGER

Faute d'un compromis sur la propriété intellectuelle

Les États-Unis menacent la Chine de sanctions commerciales

Le ton monte entre Washington et Pékin à propos de la protection de la propriété intellectuelle. La Chine s'est dite prête, dimanche 1^{er} janvier, à engager une guerre commerciale avec les États-Unis si les Américains imposent aux Chinois des sanctions pour la violation des droits d'auteur. La veille, l'administration américaine avait menacé d'infliger à Pékin des représailles commerciales à partir du 4 février si les deux pays ne parvenaient pas d'ici là à trouver un compromis sur ce dossier.

Washington a dressé une liste préliminaire de 23 produits d'exportation chinois, soit un montant total de 2,8 milliards de dollars (15 milliards de francs), qui pourraient être taxés à 100 % à leur entrée sur le marché américain. Il s'agit principalement d'électronique, de chaussures et de jouets.

Cela fait plusieurs mois qu'Américains et Chinois négocient pour trouver un accord sur le dossier de la propriété intellectuelle. L'administration Clinton estime que les industriels américains perdent environ 1 milliard de dollars par an en raison du piratage de produits divers (logiciels, films, disques laser, disques compact, cassettes) par des entreprises chinoises. En juin, la Maison Blanche avait qualifié la Chine de pays prioritaire pour l'application de l'article 301 de la loi sur le commerce prévoyant une enquête de six mois avant l'application de sanctions. Ce délai a expiré le 31 décembre 1994, mais les États-Unis, tout en restant fermes sur leurs exigences, ont donc accordé à Pékin un sursis supplémentaire jusqu'au 4 février.

Mesures de rétorsion

Mickey Kantor, le responsable américain pour le commerce, a été, samedi 31 décembre, le soutien de Washington à l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à la résolution du problème de la propriété intellectuelle dans ce pays. M. Kantor a laissé entendre que Pékin devait

réfléchir avant de déclencher une guerre commerciale. « La Chine a manifesté clairement son intention de vouloir intégrer l'OMC. 40 % de ses exportations vont vers les États-Unis. Libre à elle de prendre des mesures de rétorsion », a déclaré le négociateur américain.

De son côté, un porte-parole du ministère chinois du commerce extérieur et de la coopération économique (MOTEC) a indiqué à l'agence Chine nouvelle que son pays « n'avait pas d'autre choix » que de prendre de telles mesures et que les Chinois avaient fait « des progrès remarquables » en matière de droits de la propriété intellectuelle. Mais « les États-Unis sont restés aveugles », a-t-il déclaré. Pékin envisage ainsi d'augmenter les droits de douane sur certains produits comme les cassettes vidéo, les alcools et les cigarettes, d'arrêter les importations de films et les négociations sur les projets de joint-ventures dans le secteur automobile.

Reste à savoir si les deux pays mettront leurs menaces à exécution. Ils devraient utiliser les cinq prochaines semaines, pour trouver un compromis. Et il est prévisible que les entreprises américaines non concernées par le piratage de leurs produits par les Chinois feront pression sur le Maison Blanche pour qu'elle poursuive le dialogue afin d'éviter la guerre commerciale.

A. Pu.

SORTIR

Cinéma
Théâtres
Programmes
et horaires

3615 LEMONDE

Recherchant une aide d'un montant minimal de 10 milliards de dollars

Le Mexique prépare un plan international de sauvetage de son économie

Le Mexique négocie avec des banques et des pays « amis », au premier rang desquels les États-Unis, un plan de sauvetage de son économie qui devrait permettre de réunir entre 10 et 15 milliards de dollars (3,4 à 5 milliards de francs), selon des documents du ministère des finances. Ces informations figurent dans un plan de stabilisation de l'économie qui devait être présenté lundi 2 janvier par le président Ernesto Zedillo afin d'enrayer la chute du peso, la monnaie nationale, qui a perdu près de 40 % de sa valeur au cours des deux dernières semaines.

Lundi également, le gouvernement devait rencontrer les représentants des organisations officielles patronales, agricoles et syndicales, afin d'établir avec eux un pacte social et éviter d'enclencher une spirale prix-salaires.

« Sans dépendre des capitaux étrangers »

Le plan de sauvetage de l'économie, selon les informations publiées par l'agence Reuters, prévoit une « réduction rapide et méthodique » du déficit de la balance des paiements, qui s'élève actuellement à 28 milliards de dollars. L'espoir du chef de l'État,

selon ces documents, est de financer le déficit « sans dépendre des capitaux étrangers à court terme » et sans relancer l'inflation, pour ne pas provoquer une nouvelle dévaluation du peso. Le plan de sauvetage donnera au Mexique, « en cas de besoin », l'argent nécessaire « pour stabiliser les marchés financiers », ajoute le ministère des finances.

La France est prête à participer à une opération de soutien international au Mexique, qui viendrait appuyer l'intervention du Fonds monétaire international (FMI), a de son côté indiqué le ministre de l'économie, Edmond Alphandéry, dans un communiqué publié dimanche 1^{er} janvier. Le Mexique a sollicité le soutien de ses principaux partenaires commerciaux — les États-Unis, le Canada — ainsi que celui de l'ensemble des pays du G10.

RECTIFICATION — Dans l'article intitulé « Le Mexique demande une aide d'urgence au FMI » (Le Monde du 30 décembre), nous aurions dû écrire que près de 13,5 millions (et non 13,5 %) de personnes seraient actuellement affectées par le chômage et le sous-emploi, soit 41 % de plus qu'en 1988.

Regroupant 200 millions de consommateurs latino-américains
Le Mercosur devient le quatrième espace commercial mondial

Né sur le papier le 26 mars 1991 à Asunción, au Paraguay, à l'initiative de quatre pays (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) soucieux de mieux intégrer leurs économies via le constitution d'une zone de libre-échange, le Mercosur commun du Sud (Mercosur) a officiellement vu le jour le 1^{er} janvier. Un jour pour jour, après la mise en place de l'ALENA, est accord de libre-échange nord-américain qui englobe les États-Unis, le Canada et le Mexique.

Avec quelque 200 millions d'habitants — autant de consommateurs potentiels — répartis sur 12 millions de kilomètres carrés, le Mercosur devient le quatrième espace commercial au monde, derrière l'ALENA (380 millions), l'Union européenne élargie à quinze pays depuis le 1^{er} janvier également (370 millions) et le Forum de coopération Asie-Pacifique, ou APEC (320 millions). A brève échéance, le Chili (qui est candidat à l'adhésion à l'ALENA ainsi qu'il l'a déjà fait de l'APEC) et la Bolivie pourraient rejoindre les quatre pays fondateurs du Mercosur.

Des échanges en forte progression

Depuis le premier jour de janvier, 85 % des 9 000 produits entrant dans les termes de l'accord pourront progressivement circuler librement entre les quatre pays en étant exonérés de droits de douane. Le reste, soit 874 produits, qui représentent environ 15 % des échanges, fait l'objet d'un régime transitoire jusqu'à l'en 2000. Il s'agit essentiellement de biens d'équipement, de produits chimiques et informatiques, ainsi que de pièces détachées pour automobiles. L'entrée en vigueur du Mercosur devrait permettre

d'écroître davantage encore des échanges commerciaux qui ont fortement progressé au cours des dernières années entre les quatre pays concernés. De 3 milliards de dollars en 1990, ils sont passés à 10 milliards quatre ans plus tard.

Cette vigueur des échanges commerciaux fait du Mercosur le pendant, sinon le contre-poids, de l'ALENA, dont le pouvoir d'achat (en moyenne par tête d'habitant) est toutefois supérieur de huit à dix fois à celui du Marché commun du Sud.

De l'avis des spécialistes, le Mercosur devrait profiter en priorité à l'agriculture argentine et aux produits industriels du Brésil, dont le nouveau président, Fernando Henrique Cardoso, a prêté serment le 1^{er} janvier. Avec plus de 156 millions d'habitants (contre 33 millions à l'Argentine, 4,5 millions au Paraguay et 3,1 millions à l'Uruguay), le Brésil est incontestablement la puissance motrice de ce nouvel ensemble commercial régional. Avec environ 750 milliards de dollars de produit intérieur brut au total, celui-ci représente plus de la moitié du PIB de l'ensemble de l'Amérique latine.

Une région mise à rude épreuve, ces derniers jours, par les déboires de l'économie mexicaine et par la forte dévaluation du peso (lire ci-contre). En effet, le Mexique ne fait pas partie du Mercosur, mais l'effondrement de sa monnaie rend les produits mexicains très compétitifs à l'exportation, même par rapport à ceux qui proviennent des échanges conclus entre les quatre pays de cette nouvelle zone de libre-échange et assortie de tarifs douaniers plus favorables que par le passé.

S. M.

LA BOURSE EN DIRECT

En direct, 24 heures sur 24
tous les cours de la Bourse

3615 LEMONDE
Tapez BOURSE

هكمانه الأمل

BOURSE 3614
EN
DIRECT 3615

COT

33.3%

ECONOMIE

COMMUNICATION

emplois

BIBLIOGRAPHIE

Stratégies pour l'emploi

VÉRITÉS ET MENSONGES

SUR LE CHÔMAGE
de Jacques Lesourne
Éditions Odile Jacob
234 p., 130 F.
Disponible en librairie
à partir du 4 janvier.

Depuis vingt ans Jacques Lesourne a eu plusieurs fois l'occasion de dire ce qu'il pensait du chômage en France, devenu une « lepra sociale ». Rapports à des ministres, projet à l'OCDE, présence dans une commission du Plan, livre avec Michel Godet (1), articles dans le Monde dont il fut directeur de 1981 à 1994. Aujourd'hui, il invoque un « devoir de révolte » pour reprendre le plumet. Du coup, l'abondance de la littérature sur le sujet ne le décourage pas plus que la conscience de ne pouvoir apporter une recette miracle.

D'entrée de jeu, l'auteur fixe le caractère de son entreprise et ses objectifs. Son livre est un « texte politique écrit par un homme libre » qui propose une interprétation « systémique » du chômage (conséquence d'enchevêtrements multiples s'influençant les uns les autres) dont la finalité est la disparition progressive du sous-emploi et la réduction de l'éventail des nouveaux défis.

La professeur perçoit sous l'écriture, avec une grande dextérité pédagogique, il développe son propos par cercles concentriques : rétrospective, météorologique pour l'analyse, recherche d'un diagnostic, catalogue des erreurs et échecs des politiques de l'emploi, scénario du futur et voies d'une solution.

Ce qui frappe dans son analyse, c'est d'abord le volontarisme pour chasser les boucs émissaires du chômage, si faciles à convoquer pour l'expliquer, qu'il s'agisse de la saturation des besoins, de l'influence de la croissance, de la concurrence internationale, de la technologie, de l'abandon de l'offre de travail (du fait de l'accroissement du taux d'activité des femmes et des immigrés), des rigidités du marché du travail et de la politique du franc fort.

Après ce jeu des sept erreurs, tout naturellement l'auteur évoque « les solutions fausses ou insuffisantes ». Là, il taille dans le vif, s'en prenant aussi bien au protectionnisme qu'à la « thèse du partage autoritaire et généralisé du travail », à l'exclusion du marché (départ des étrangers ou retour des femmes au foyer, à droite, retraites anticipées, à gauche) et à l'augmentation de la demande globale par celle des salaires qui augmenterait le chômage structurel par suite de la hausse du travail de faibles compétences.

Le chômage comme solution

Jacques Lesourne met en garde aussi contre des solutions qui paraissent aller de soi. La formation d'abord. Sans doute s'agit-il d'une « ardente obligation », mais « un franc dépensé en formation peut avoir une rentabilité extraordinaire ou nulle et même négative ».

De même « la réduction des charges des entreprises » sera excellente si ce terme se réfère uniquement au niveau excessif du coût du travail pour certaines catégories, mais il ne suffit pas qu'une entreprise ait des possibilités de financement pour qu'elle s'engage dans des investissements de capacité. « En l'absence de clients futurs, mieux vaut se désendetter ». De même est-il souhaitable de diminuer les rigidités sur le marché de l'emploi mais l'abolition de toutes les règles qui empêchent le fonctionnement du marché serait insensée.

Jacques Lesourne enfin a rejoint ces experts (2) selon lesquels le chômage n'est pas un problème mais une solution. Cette dure constatation ne provient pas d'un raisonnement mais de l'expérience qu'il fit in

vivo à la tête d'une commission de l'emploi et des relations sociales du huitième Plan de 1978 à 1980. Là, syndicalistes, patrons, hauts fonctionnaires, experts « communiaient dans un œcuménisme trépidant » : un seul objectif, la lutte contre le chômage. « Mais, à y regarder de près, tout cela n'était qu'illusion ». Les syndicats ne pensaient qu'à défendre l'amélioration des avantages sociaux conquis au cours des « trente glorieuses ».

Pour les patrons, la lutte contre le chômage passait par l'amélioration de la rentabilité des entreprises. Les fonctionnaires des finances cherchaient à présumer le veleur médiatique du plan de lutte contre le chômage, tout en réduisant son coût pour préserver les finances publiques en limitant sa durée à douze ou dix-huit mois.

Des contreparties aux allocations

Les voies d'une solution ? Des principes d'action d'abord : 1) « Continuité » : il faut travailler sur dix ans au moins pour résorber les deux tiers du chômage actuel. Fini le temps des gestulations.

2) « Simplicité » : l'erreur de la loi quinquennale fut de mélanger l'essentiel et l'accessoire ;

3) « Concentration et puissance » : des ressources provenant de redistributions qu'auront à supporter les bénéficiaires des évolutions des deux dernières décennies ;

4) « Absence de préalable » : la lutte contre le chômage ne doit pas être conditionnée par le succès d'autres politiques.

Ces principes doivent être au service de bonnes stratégies. Jacques Lesourne plaide notamment « comme beaucoup » pour la baisse du coût des emplois peu qualifiés (diminution des charges sociales, mais pas de réduction du salaire minimum, instrument puissant de cohésion sociale, et changement d'assiette des cotisations sociales).

Il suggère, comme le fit récemment Michel Son, de créer des contreparties aux allocations de chômage : travail d'une dizaine d'heures par semaine au bénéfice de la collectivité publique, qui diminuerait les difficultés de réinsertion et de simplifier les lois, décrets et conventions collectives grâce aux propositions des partenaires sociaux et de juristes.

Jacques Lesourne sait en tout cas que les remèdes ne peuvent agir « qu'à long terme », comme aurait dit François Perroux. Et qu'il faut faire preuve d'humilité. Peu d'auteurs, après avoir posé une question, répondent comme lui : « Je n'ai pas de réponse. » Face à l'égotisme médiatique des Dieufors de tous poils, combien le silence est parfois de prix !

Un regret cependant. Le livre ne met pas l'accent sur une donnée qui nous paraît essentielle : la propagation du chômage ; le cristaux de l'avenir qui pousse les « grands économistes », comme on dit, à se recroqueviller sur l'épave dans la mesure où ils le peuvent. Il ne s'agit pas d'une saturation des besoins mais d'une nouvelle hiérarchie : la précaution l'emporte sur le consommateur.

Comme le disait le cardinal Etchegaray dans son discours de réception à l'Institut le 20 décembre dernier : « Dans un monde « désenchanté » l'homme désarticulé ne se sent plus assuré. Il a peur d'habiter le futur, se demeure ancestral. »

PIERRE DROUIN

(1) La Fin des habitudes, Seghers, 1985.

(2) Denis Olivennes, la Préférence pour le chômage, note de la Fédération Saint-Simon, février 1994. Cette idée se retrouve également dans le rapport rédigé à l'automne dernier sous la direction d'Alain Minc, La France de l'an 2000, Odile Jacob.

La progression sereine de France 3

Grâce au renforcement de son identité nationale et à la qualité de sa programmation, la troisième chaîne accroît tranquillement son audience et ses revenus publicitaires

Qui l'eût cru ? Alors que France 2 stagne depuis deux ans à 25 % de parts de marché hebdomadaire et que TF1 chute en dessous des 40 %, alors que Canal Plus décroche lentement mais sûrement des 5 % de parts d'audience et que Arte et la Cinquième ne concurrencent personne, deux chaînes seulement ont tiré leur épingle du jeu en 1994 : France 3 et M6.

Surprise, la « Bécassine » France 3 s'en sort mieux et plus fort que M6. Les chiffres le prouvent : l'objectif des 15 % de parts d'audience hebdomadaire, que Jean-Pierre Elkabbach, PDG de France Télévision, et Xavier Gouyon Beauchamps, directeur général de France 3, s'étaient fixés pour la fin de 1994, a été dépassé : la troisième chaîne s'est stabilisée depuis plusieurs semaines au-delà des 16 %. Avec des pointes à 19 %, comme par exemple, pendant la semaine du 19 au 25 décembre, selon France Télévision. Les communiqués de la présidence communale sur le dépassement par France Télévision des 40 % de parts d'audience - France 2-France 3 en cumulé font plus que TF1 (voir graphique) - sont vrais mais reposent sur les gains d'audience de France 3.

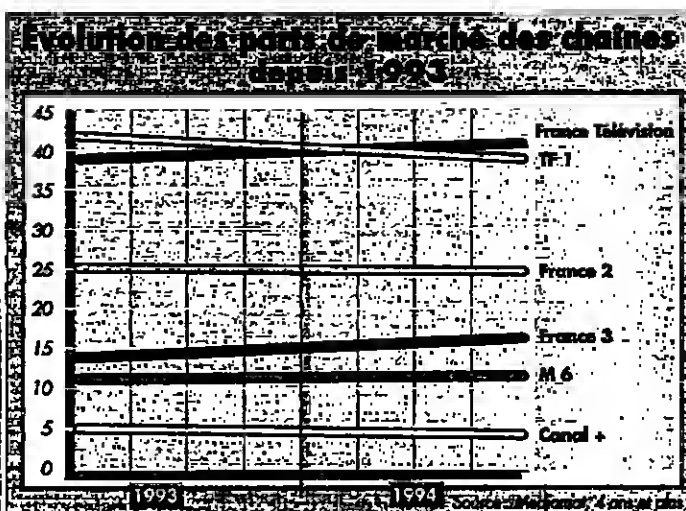
Qu'est-ce qui motive un si brusque engouement des téléspectateurs pour France 3 ? « La qualité de la programmation », affirment spontanément tous les responsables de la chaîne, de Jean-Pierre Cottet, directeur de l'antenne et des programmes, à François Tron, secrétaire général de l'antenne de France 3. « Mais surtout, le renforcement de l'identité de la chaîne » ajoute Xavier Gouyon Beauchamps.

Le fait est là : l'audience de France 3 a bondi sans qu'aucune révolution ait bouleversé sa grille de programmes. Au contraire, même, le succès tient surtout à la volonté de renforcer les traits de « cocorité » permanents de France 3 : les programmes régionaux et locaux, les diversissements de qualité et le renforcement des documentaires. Résultat : France 3 est plus que jamais devenue une chaîne de la « France profonde », au service d'une clientèle familiale, plutôt âgée et un peu lasse des pâillottes du début des années 90.

Le journal télévisé de début de soirée - le « 19-20 » - et sa tranchée élargie d'information régionale sont aujourd'hui l'équivalent d'une réussite qui trouve d'autant plus sa place que ni France 2 ni TF1 n'ont vraiment réussi à stabiliser leur programmation sur ce créneau horaire. Le développement progressif de cette fonction de proximité, la prochaine mise en place d'émissions de service dans la tranchée horaire du matin, devraient encore renforcer l'audience de France 3 au sein de sa clientèle habituelle.

La mise en place d'émissions nouvelles visant un public familial (« Fa si le chanter » une émission jeu sur les chansons de variétés françaises qui fait un tabac auprès des ménagères de moins de cinquante ans), le succès renforcé de « Thalassa » depuis que l'émission est couplée à « Paut pas rêver », l'incroyable audience de « Questions pour un champion », dont la finale mardi 20 décembre a égalé les meilleurs scores de TF1, la programmation cinématographique plutôt habile de Patrick Briot, encyclopédie vivante du cinéma dont le talent - essentiel aux yeux de sa direction - consiste à trouver des films à forte

« INFOMATIN » : Philippe Geluck remplace Martin Veyron. Le dessinateur belge Philippe Geluck remplace à partir du lundi 2 janvier Martin Veyron, licencié d'InfoMatin le 5 décembre (le Monde daté 4-5 décembre). Le licenciement du dessinateur avait provoqué une polémique entre la rédaction et l'actionnaire de référence du journal, André Rousselet. Né en 1954, Philippe Geluck est le créateur du Chat, dont les aventures sont publiées chez Casterman. Les lecteurs d'InfoMatin retrouveront donc ce félin philosophe portant lunettes et cravate, qui a fait sa première apparition en 1983 dans le quotidien belge Le Soir avant d'être publié dans Ouest-France et Sud-Ouest.



audience mais peu coûteux (1 million de francs en moyenne par film), l'émergence d'un public enfantin avec les « Minikeums » - ces marionnettes qui prennent l'apparence de Nagui, de Caunes, MC Solaar, Vanessa Paradis... à l'âge de dix ans, obtiennent 20 % de parts d'audience le mercredi - la contre-programmation réussie de « Derrick » le dimanche soir (entre 16 et 19 % de parts de marché)... bref, tous ces bouillons progressivement rressortis ont fait grimper l'audience, mais aussi les recettes publicitaires.

Sans inflation des coûts de la grille

En octobre, l'objectif publicitaire de 880 millions de francs était atteint. En novembre, France 3 diffusait aux heures de grande écoute un volume de messages publicitaires (onze heures et vingt minutes) supérieur de trente minutes à celui de TF1. « On devrait terminer l'année aux environs de 910 millions de francs de recettes publicitaires », note sans triomphalisme Xavier Gouyon Beauchamps, directeur général de France 3. Le ton est modeste car tout succès porte en soi-même ses revers : non seulement les chaînes privées s'angoissent - M6 a récemment dénoncé la dérive publicitaire des chaînes publiques - mais la direction du budget, l'un des ministères de tutelle des chaînes publiques, pourrait être tentée de réviser à la hausse l'objectif publicitaire 1995 de France 3 (880 millions de francs)... pour mieux réduire sa part de radevance (3,4 milliards de francs) l'an prochain.

Les succès d'audience de France 3 sont d'autant plus surprenants qu'ils ont eu lieu sans inflation des coûts de la grille. Hormis le financement d'un maillage plus serré du territoire national par les services dédiés à l'information régionale, (une station locale coûte plus de 5 millions de francs par an), France 3 a travaillé à l'économie, sous la direction de Xavier Gouyon Beauchamps. La grille du matin, par exemple, ne coûte guère plus de 50 000 francs de l'heure. Une somme qui fait sourire n'importe quel professionnel de l'audiovisuel. Les films sont achetés dans une gamme de prix plutôt modeste et les documentaires commandés à des producteurs extérieurs sont plus souvent financés par des prêts de matériel qu'avec de l'argent frais.

France 2 va-t-elle pâtir de l'essor de France 3 ? La question vaut au moins d'être posée, dans la mesure où les gains d'une chaîne s'effectuent généralement au détriment des autres. L'incapacité de France 2 à faire décoller vraiment son audience et les difficultés de TF1 sur certaines tranches horaires semblent en effet avoir facilité l'envol de la troisième chaîne.

Premier point, et malgré l'absence de chiffres - la présidence commune de France Télévision observe sur ce sujet un silence d'airain - la grille de France 2 est à l'évidence beaucoup plus onéreuse que celle de France 3. Les sommes importantes investies par France 2 dans la fiction lourde commencent à donner de très bons résultats d'audience - mardi 27 décembre, par exemple, la diffusion de la troisième partie de « Fils du cordonnier » a été suivie par 8,8 millions de personnes, soit 17,2 points d'audience et

duction sur la Une et les jeux pour public plus âgé de la Trois, France 2 se cherche encore une identité. Le programme qui pourrait « barrer » TF1, ne pas gêner France 3 et conduire les téléspectateurs en peloton serré vers « Studio Gabriel », puis sur le journal de 20 heures sur la Deux ne semble pas encore avoir été découvert.

Menace de grève

Mais c'est également des faiblesses de la Une que France 3 tire sa force. Hégémonique à la mi-journée, TF1 cède 2 à 3 points de parts de marché face à « Questions pour un champion ». « Fa si le chanter » (France 3), qui est passée de 8 à 17 % de parts de marché, a grignoté 1 à 2 points au journal de 20 heures de TF1. Les programmes jeunesse de France 3 ont également conquis 1 à 2 points de parts de marché sur TF1, du lundi au vendredi. Et de temps à autre l'audience des « Minikeums » concurrence Dorothée...

L'année 1995, qui débute sous les meilleurs auspices, pourrait cependant s'avérer difficile pour France 3. Notamment sur le front social. Le mécontentement des salariés (des journalistes surtout) n'a pas diminué depuis la grève de septembre 1994. Les écarts de rémunération entre France 2 et France 3 demeurent importants et n'ont guère de chance d'être réglés rapidement. Les syndicats savent que tout doit s'arracher avant l'élection présidentielle. Et ce n'est pas un hasard si les prévisions de grève s'annoncent sur le bureau de Xavier Gouyon Beauchamps. Quant aux syndicats de Radio France, ils n'attendent qu'une étincelle en provenance de France 3 pour enflammer simultanément la plaine audiovisuelle.

YVES MAMOU

DANS LA PRESSE

Les derniers vœux présidentiels de François Mitterrand

Le Figaro (Paul Guibert) : « Ce n'est pas un président enfoncé dans son double septennat qui s'est exprimé devant la nation, mais un homme qui en appelait à l'au-delà de la vie. Pas un politique épuisé à se justifier devant les hommes, puisque l'immortalité de l'âme (qu'il appelle autrement « les forces de l'esprit ») est son programme. Les conversations avec Jean Guittou sur la mort passent les antiques discussions du programme commun. Le chercheur spirituel remplace le prophète politique. Pour l'année qui vient, Mitterrand prenait option sur le ciel et non sur la terre. »

L'Humanité (Jacques Conbad) : « Les efforts accomplis par les uns et les autres n'ont pas guéri le mal ». En une phrase, le message de vœux présidentiels a pris samedi tout son sens. Celui du bilan de deux septennats qui se ramènent à cette constatation désabusée : ni le PS ni la droite n'auront réussi à guérir le mal de cette société. Comme s'il n'y avait pas d'autres choix que de se résigner. Comme s'il n'y avait pas d'autres solutions possibles que celles qui ont été imposées depuis 1981. »

InfoMatin (Marc Jézégabel) : « On voudrait pouvoir distinguer le message du vieil homme de celui du chef de l'Etat. Ils ne font qu'un. Les recommandations - sur la liberté, l'égalité et l'Europe - résonnent comme un testament. Les interrogations - sur la croissance, l'injustice sociale ou la succession - comme des messages politiques d'année électorale. Déterminé, le président de la République ira jusqu'au bout. De son mandat. De ses convictions. De son combat politique. (...) Message de lutte, d'espoir, d'un nouvel élan même. Le chef de l'Etat défie les quatre mois de mandat qui lui restent. Sans une once de résignation. »

Dernières Nouvelles d'Alsace (Christiane Vettu) : « Des adieux au pouvoir, et peut-être à la vie. Pour dire ces choses graves, Mitterrand l'agostino a trouvé des accents quasi mystiques, bouleversants dans leur étrangeté. Si éloignés du langage politique. La politique cependant - cette passion exclusive du président - ne déserte pas le chemin douloureux qui est désormais le sien. Ainsi, Mitterrand nous fait-il comprendre qu'il souhaite quitter le scène en patriarche non partisan. Même si ses convictions n'ont pas changé. Ainsi nous dit-il qu'il ira jusqu'au bout de son mandat. Et qu'il n'est pas question pour lui de jouer les utilités. »

Europe 1 (Alain Duhamel) : « On peut relever que le socialiste traditionnel insiste normalement sur la question sociale, et le président sur ce qui aura été finalement sa grande ligne de continuité : c'est-à-dire la construction européenne. On peut aussi dire que parler de la question sociale, c'est introduire un clivage entre la gauche et la droite et qu'insister sur la construction européenne, c'est introduire un clivage entre la droite et la droite. »

RTL (Richard Arzt) : « Où se situe désormais François Mitterrand ? La forme de ses vœux cette année, leur connotation fortement sociale, l'émotion qu'il a exprimée, ses allusions métaphysiques, amènent à se le malade, mais qui visiblement, autant qu'il le pourra, veut continuer de peser sur la vie politique dans les mois qui viennent. »

BOURSE	3614	PLUS RAPIDE
EN	0,37 % / Min.	GESTION DE
DIRECT	3615	PORTFEUILLE
	0,99 % / Min.	GRAPHES
		INTRADAY

VIE DES ENTREPRISES

Provoquant l'inquiétude du gouvernement de Lisbonne

Renault et Volkswagen réduisent leurs ambitions au Portugal

LISBONNE

de notre correspondant

La situation difficile que connaissent Renault et Volkswagen, les deux constructeurs étrangers installés au Portugal, embarrasse sérieusement les autorités portugaises.

Le constructeur français, qui possède dans son usine de Setúbal (sud de Lisbonne) une capacité de production de 360 unités par jour, a ramené ses cadences de production de 240 à 160 véhicules par jour à la fin 1993 et continue, depuis, à ce rythme réduit. Son usine fournit en modèles Clio le Portugal, où le marché automobile a baissé de 12,4 % en 1993, et encore de 4,7 % sur les onze premiers mois de 1994. Les effectifs sont tombés à 800 personnes contre 1 100 à la fin de 1992 et l'usine a dû passer à une seule équipe. Les rumeurs de sa fermeture et du licenciement d'une partie de son personnel font périodiquement la une des quotidiens portugais.

Les décisions de la Régie n'ont été acceptées que comme des mesures conjoncturelles par le gouvernement de Lisbonne, qui rappelle les engagements pris et s'inquiète de voir le constructeur français augmenter la production de Clio dans les usines de Fasa, Hareo et Revoy, tout en réduisant les cadences de 38 % dans l'usine portugaise.

Avantages fiscaux

Le ministre du commerce, Faria de Oliveira, a démenti une information récente sur la tenue d'une réunion, avant la fin de l'année, entre responsables portugais et dirigeants de Renault, au cours de laquelle une décision serait prise sur la fermeture ou la continuité de l'usine de Setúbal. « Nous ne sommes pas en train de renégocier le contrat qui nous lie », a-t-il affirmé. Il a indiqué que de nouvelles formes d'aides du gouvernement portugais sont à l'étude

pour que l'usine de Setúbal augmente sa compétitivité et s'adapte à de nouveaux modèles le jour où la fabrication de la Clio s'arrêterait. Lisbonne, d'autre part, cherche à obtenir des subides de l'Union européenne par le biais du Plan spécifique de développement de l'industrie portugaise (PEDIP).

Selon l'accord conclu en 1981, Renault est obligé d'assurer la continuité des investissements déjà réalisés. Le gouvernement portugais, qui possède 25 % du capital de Renault-Portuguesa, lui a accordé des avantages financiers et fiscaux d'un montant de plus de 43 milliards d'escudos (1,43 milliard de francs) entre 1980 et 1993. Mais les bénéfices, après impôts, ne cessent de diminuer depuis 1987, l'année où la société a obtenu le résultat record de 8 milliards d'escudos (270 millions de francs). En 1993, elle a enregistré une perte de plus de 2,6 milliards d'escudos (90 millions de francs). Sur le marché intérieur de ventes de véhicules, Renault, longtemps en tête, est actuellement troisième après Opel et Fiat, sur un ensemble de 235 000 unités vendues en 1994.

Doutes sur la rentabilité

A ces malheurs viennent de s'ajouter ceux de l'allemand Volkswagen et de l'américain Ford associés dans le projet Auto Europa, lancé il y a trois ans, qui doit produire des monospaces dans une usine ultramoderne à Palmela (à 100 km de l'usine Renault). Là non plus, les nouvelles ne sont pas bonnes pour le gouvernement portugais. Pourtant le projet commun - qui prévoit des investissements de 4 milliards de deutschmarks (13 milliards de francs), dont un tiers de subventions publiques du gouvernement portugais et de fonds européens - avait été présenté par les autorités de Lisbonne comme une initiative d'une portée exceptionnelle pour l'industrie portugaise et pour la création d'emplois.

Le ministre du commerce s'est

refusé à commenter les doutes émis par un porte-parole de Volkswagen en Allemagne sur la validité des calculs de coût et de rentabilité face à une situation concurrentielle renforcée. « Nous n'avons pas connaissance d'une quelconque intention de la part de Volkswagen et de Ford de réviser le contrat qu'elles ont conclu », a affirmé Faria de Oliveira. Le constructeur allemand, invoquant des raisons de concurrence sur le marché des monospaces, aurait fait savoir que seules 3 000 personnes seraient employées à Palmela contre les 5 000 prévues initialement. Les deux constructeurs prévoyaient de produire jusqu'à 180 000 « Sharan » (concurrentes

de la Renault Espace) par an d'ici à 1997 sur leur usine ultramoderne de 200 000 mètres carrés.

Un responsable du constructeur allemand à Lisbonne, Bodo Heise, a affirmé que le projet n'était pas en cause et qu'il était « viable ». Selon lui, Volkswagen et Ford maintiendraient leurs engagements. Mais M. Bono n'a pas indiqué combien d'unités commenceraient à être produites à partir du début de l'année prochaine : « Les nouveaux modèles finiront par s'imposer par leur qualité et par gagner leur place dans le marché ».

ALEXANDRE FLUCHER-MONTEIRO

Benetton et Luxottica candidats à la reprise

Fininvest va vendre ses hypermarchés Euromercato

Le groupe italien Fininvest s'apprête à céder sa chaîne d'hypermarchés Euromercato. Confirmée, vendredi 30 décembre, par le groupe du président démissionnaire du conseil italien, Silvio Berlusconi, cette cession a été retardée par des complications juridiques, dont les avocats de la Fininvest précisent que leur solution demandera « quelques jours encore ». Benetton et Luxottica figurent parmi les acquéreurs possibles.

C'est fait. Ou presque. Confirmant des informations du *Financial Times*, la Standa, pôle « distribution » du groupe Fininvest, a confirmé, vendredi 30 décembre, sa décision de vendre les hypermarchés de sa chaîne Euromercato qu'elle détient à 99,9 %. Cette décision, précise un communiqué du groupe, a été prise « en pré-

sence d'offres formelles d'acquisition et dans le respect des stratégies du groupe ».

Avec sept hypermarchés et 2 800 employés, Euromercato n'est qu'une modeste partie de l'empire Berlusconi. Une partie en mauvaise santé, qui plus est avec des pertes évaluées à 100 milliards de lire (1) en 1994, contre un bénéfice net de 900 milliards de lire en 1993. Si elle se confirme, cette détérioration est d'autant plus spectaculaire que le chiffre d'affaires, lui, a progressé, s'élevant à 1 200 milliards de lire, environ, en 1994 contre 1 008 milliards en 1993.

En décidant de céder Euromercato, Silvio Berlusconi ne porte donc pas atteinte au cœur de son groupe dont le pôle « communication » et ses trois chaînes de télévision constituent, aux yeux de tous les Italiens, le cœur. Mais « il Cavaliere », comme le surnomment ses compatriotes, n'en est pas moins une restructuration majeure de la Fininvest.

Cela se sait peu, mais la grande distribution constitue, en effet, avec 5 200 milliards de lire de chiffres d'affaires sur un total de 11 552 milliards en 1993, la première branche de son groupe. Réunie sous la bannière de la Standa dont il détient 75 %, elle est dirigée par Giancarlo Foscale, cousin de Silvio Berlusconi. Euromercato en pèse environ le quart et sa cession devrait contribuer à alléger la dette de la Fininvest, évaluée à 3 920 milliards de lire.

Au plus offrant

Officiellement, le conseil d'administration de la Standa a donné mandat à Giancarlo Foscale pour vendre Euromercato au plus offrant. M. Foscale devra fixer le prix de vente - on parle de 950 milliards de lire - et procéder aux contacts préliminaires. En réalité, l'alliance conclue entre les groupes Benetton (habillement) et Luxottica (lunetterie) devrait l'emporter au détriment, notamment, du français Auchan et de l'allemand Metro, que l'on disait sur les rangs.

Benetton et Luxottica n'en sont pas à leur coup d'essai. Il y a deux mois, ils s'étaient déjà associés avec le suisse Mövenpick pour une première diversification dans l'agroalimentaire : la reprise, pour 2 100 milliards de lire, du groupe GS Autogrill, privatisé par le holding public transalpin IRI. Benetton, qui semble à l'étroit dans la confection et l'habillement qui firent sa notoriété, semble avoir choisi la distribution alimentaire et la restauration pour conquérir de nouveaux marchés. Quant à Luxottica, groupe familial contrôlé par Leonardo del Vecchio, il met à profit depuis plusieurs années les bienfaits de la dévaluation de la lire pour imposer ses montures de lunettes (la licence Armani notamment) dans le monde entier.

P.-A. G.

(1) 1 000 lire valent 3,30 francs

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

22 décembre 1994	22 décembre 1994
Total actif	610 661
Or	177 929
Disponibilités à vue à l'étranger	98 395
Escomptes	29 309
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 901
Or et autres actifs de réserve à l'étranger de l'institut monétaire européen	60 823
Concours au Trésor public	24 000
Titres d'Etat (bons et obligations)	73 750
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	1 433
Total passif	610 661

TAUX DES OPÉRATIONS

- Taux de la dernière opération sur appel d'offres depuis le 21-12-94	5,08 %
- Taux des passifs de 5 à 10 jours	6,40 %
- Taux des avances sur titres	8,25 %

INDICES SBF-BOURSE DE PARIS

FIN DE SEMAINE

Base 1 000 : 31 décembre 1990

29-12-94	30-12-94
Indice général SBF 120	1 321 1 323
Indice général SBF 200	1 276 1 285
Valeurs industrielles	1 440 1 471
Energie	1 613 1 633
Produits de base	1 356 1 359
Construction	1 518 1 501
Biens d'équipement	1 067 1 070
Automobile	1 062 1 031
Autres biens consom.	1 742 1 726
Industrie agro-alim.	1 226 1 229
Services	1 236 1 228
Distribution	1 585 1 581
Autres services	971 968
Sociétés financières	1 005 1 040
Immobilier	728 796
Services financiers	1 132 1 082
Sociétés invest.	1 109 1 108

Les cours flambent à la Bourse de Nairobi

Depuis une quinzaine de jours, les cours ne cessent de s'envoler à la Bourse de Nairobi (NSE) à la suite de la décision autorisant les investisseurs étrangers à acheter des actions, en quantité limitée (jusqu'à 2,5 %), dans des sociétés locales à partir du mardi 3 janvier. Depuis l'annonce de cette décision par le président Daniel arap Moi, le 12 décembre, l'indice de la NSE a progressé de presque 30 % passant de 3 500 à 4 500 points. La Bourse de Nairobi, avec 56 sociétés enregistrées, est la quatrième d'Afrique, après celles d'Afrique du Sud, du Maroc et du Zimbabwe.

La Kenya met en application un programme de libéralisation économique soutenu par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) pour réformer une économie étouffée par la corruption gouvernementale et la corruption, largement répandue. La croissance a été quasiment nulle au cours des quatre dernières années, et le gouvernement a besoin d'investissements étrangers pour relancer l'économie. M. Moi, qui s'était rendu en novembre en Europe à la recherche d'investissements, en particulier de la part de la Grande-Bretagne, s'est engagé à lutter contre la corruption.

Les analystes financiers estiment que le programme d'ajustement a

amélioré la situation, le gouvernement ayant réussi à flotter le shilling kényan et desserré les contrôles à l'importation. Le change est passé de 56 shillings pour un dollar début août, à 35 fin octobre. Au cours des deux derniers mois, il se faisait à environ 45 shillings pour un dollar, montrant une surprenante stabilité.

La hausse des cours du café, l'arrivée de devises fortes provenant des organismes humanitaires qui ont financé les opérations de secours aux pays voisins comme le Rwanda et le Somalie, ainsi que l'affaiblissement du dollar sur les marchés mondiaux, ont permis les réserves de devises qui atteignent 760 millions de dollars en octobre. Elles étaient tombées au niveau inquiétant de 165 millions de dollars en août 1993, à peine de quoi financer un mois d'importations, essentiellement à cause de la corruption et de la mauvaise gestion de la banque centrale, selon les économistes.

Le gouvernement veut privatiser 139 entreprises non rentables, mais l'opposition et les économistes locaux accusent d'en avoir bradé quelques-unes au profit de membres de l'élite « rigide », en particulier à côté appartenant à la tribu Kalenjin, celle du président. - (AFP)

TOKYO, 2 janvier Clos

Tous les marchés financiers et boursiers ont chuté lundi 2 janvier en raison des fêtes de fin d'année.

CHANGES

Dollar : 5,3390 ↓

En raison des fêtes de fin d'année, les marchés des changes de Paris, Londres, Tokyo et New-York étaient clos lundi 2 janvier. Sur le marché de Francfort, le dollar cotait en début de matinée 5,3390 francs contre 5,3610 francs vendredi.	
FRANCFORT	30 déc. 2 jan.
Dollar (en DM)	1,5509 1,5465
TOKYO	30 déc. 2 jan.
Dollar (en yen)	98,83 98,83

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (2 jan.)	30 déc.
New-York (30 déc.)	5 1/2 %

BOURSES

PARIS

29 déc.	30 déc.
SBF, base 1000 : 31-12-87	
Indice CAC 40	1 894,45 1 881,15
SBF, base 1000 : 31-12-89	
Indice SBF 120	1 291,59 1 287,03
Indice SBF 250	1 252,28 1 250,66

NEW-YORK (indice Dow Jones)

29 déc.	30 déc.
Industrielles	3 834,34 3 834,44

LONDRES (indice Financial Times)

29 déc.	30 déc.
100 valeurs	3 865,08 3 862,59
30 valeurs	2 308,28 2 307,90

FRANCFORT

29 déc.	30 déc.
Dax	2 077,80 2 066,31

TOKYO

29 déc.	30 déc.
Nikkei Dow Jones	19 723,06 19 723,06
Indice général	1 539,09 1 539,09

(Publicité)

VILLE DE PARIS

XV^e arrondissement

APPEL D'OFFRES POUR L'ACQUISITION DES DROITS DE CONSTRUIRE RELATIFS A UN IMMEUBLE DE LOGEMENTS NON AIDÉS A CRÉER DANS LA ZAC DUPLEX

LOT N° 5

En accord avec la Ville de Paris, la SEMEA XV, Société d'Economie Mixte d'Équipement et d'Aménagement du XV^e arrondissement, lance un appel d'offres en vue de la cession en pleine propriété des droits de construire relatifs à un programme immobilier affecté principalement au logement non aidé.

Ce programme, dénommé « Lot n° 5 », sera réalisé entre l'espace vert central et la voie nouvelle, la rue George Bernard Shaw, reliant à sens unique la rue Daniel Stern à la rue Desaix, dans le périmètre de la ZAC DUPLEX à PARIS XV^e arrondissement.

Cette consultation s'adresse aux professionnels de l'immobilier, promoteurs ou investisseurs.

La présente consultation porte principalement sur le montant du prix d'acquisition des droits de construire relatifs à ce bâtiment.

Programme :

- Les droits de construire cédés comportent :
 - la propriété d'un terrain représentant 1 764 m², composé d'une emprise au sol de 1 606,50 m² et d'un volume situé d'une part au-dessus de la cote 37,40 et d'autre part au-dessous de la cote 30,80 (cette division en volumes ayant pour objet de permettre le passage de la galerie piétonne publique longeant le bâtiment côté espace vert).
- l'obligation d'y réaliser un bâtiment d'une surface de l'ordre de 9 523 m² HON de plancher, comprenant :
 - 9 363 m² HON de logements non aidés
 - des locaux commerciaux ou professionnels en rez-de-chaussée
 - des places de stationnement en sous-sol.

L'architecte assurant la maîtrise d'œuvre de l'opération a d'ores et déjà été désigné par la Ville de Paris. Le projet établi par celui-ci a été sanctionné par l'octroi d'un permis de construire en cours de validité et purgé du recours des tiers.

Déroulement de la consultation :

- Date de mise à disposition du dossier : le 4 janvier 1995. Il est demandé aux futurs candidats de bien vouloir faire part à la SEMEA XV, le plus rapidement possible, de leur intention de retirer un dossier.
- Date limite de remise des propositions : le lundi 6 mars 1995, à 17 heures. Les retraits des dossiers (1) et la remise des propositions se feront auprès de :

SEMEA XV
55, quai de Grenelle 75015 PARIS
Tél. : 45-77-09-00

(1) Moyennant le versement de 2 300 F H.T. (soit 2 727,80 F T.T.C.)

BOURSE DE PARIS

Comptant

مكتبة الشامل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 30 DÉCEMBRE

Liquidation : 24 janvier
Taux de report : 6,38

Cours relevés à 18 h 30
CAC 40 : - 0.69 % (1881.15)

Tableau de report : 0,50

CAC 40 : - 0,09 % (100,13)

Règlement mensuel

Quotient (1)	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	Quotient (1)	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	Quotient (1)	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -	Quotient (1)	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	% + -
EDF-GDF 26	520	520	+2,42		Deutsche (1)	100	100			Mediocredito	72,25	76,20	-0,87		Suez	243,80	235	+2,80	
B.N.P. (I.P.)	1025	1025			Deutsche (2)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Systelma	215	218	+0,42	
CLY-CESEI	185	185	+0,52		Deutsche (3)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (4)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (5)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (6)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (7)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (8)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (9)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (10)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (11)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (12)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (13)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (14)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (15)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (16)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (17)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (18)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (19)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (20)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (21)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (22)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (23)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (24)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (25)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (26)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (27)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (28)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (29)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (30)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (31)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (32)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (33)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (34)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (35)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (36)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (37)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (38)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (39)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (40)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (41)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (42)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (43)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (44)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (45)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (46)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (47)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (48)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (49)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (50)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (51)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (52)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (53)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (54)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (55)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (56)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (57)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (58)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (59)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (60)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (61)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (62)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (63)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (64)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (65)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (66)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (67)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (68)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (69)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (70)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (71)	100	100			Mediocredito Int.	72,25	76,20	-0,87		Teching S.A.	243,80	235	+2,80	
Pharm. Parfums (I.P.)	1840	1840	-0,04		Deutsche (72)	100	100												

Comptant (sélectionner)[illegible]

Second marché (sélection)

[illegible]

Marché des Changes

Cours indicatifs	Cours prec.	Cours 30/12	Cours des billets	
			achat	vente
Etats Unis (1 unit.)	5,3785	5,3460	5,15	5,75
France (100 fr.)	0,9355	0,9590		357
Allemagne (100 dm.)	345,5000	346,3300	333	370
Belgique (100 F.)	16,8145	16,7915	16,20	17,20
Pays-Bas (100 fl.)	308,4000	309,1100	282	319
Italie (1000 lire)	89	87,8000	3,05	3,65
Grèce (100 dr.)	3,3990	3,3250	83	98
Indonésie (100 rup.)	0,2810	0,2710	7,35	87
Israël (100 n.)	0,3580	0,3545	8	9
Gde-Bretagne (1 £)	2,2225	2,2225	1,95	2,46
Grèce (100 drachmes)		407,5500	395	419
Suisse (100 fr.)	72,1900	71,5500	67	77
Suède (100 kr.)	608,5500	599,0000	74	86
Norvège (100 k.)	79,1600	79,0000	47,40	49,50
Autriche (100 sch.)	43,1200	43,0400	3,60	4,40
Espagne (100 pes.)	0,0080	0,0075	2,95	2,65
Portugal (100 esc.)	0,0085	0,0080	3,00	2,60
Canada (100 c.)	3,8267	3,8077	3,80	4,20
Argentine (100 p.)	3,1851	3,1851	3,25	3,55
Chili (100 pesos)	5,3911	5,3610	5,25	5,55

Marché libre de l'or

Mécaniques et devises	Cours prix.	Cours 30/12
Or fin (à la on barre)	65800	65800
Or fin (en lingot)	65800	65800
Napoléon (20)	382	380
Pièce 10 fr. 00	382	380
Pièce Suisse (20 f)	385	379
Pièce Lefèvre (20 f)	382	381
Souverain	481	489
Pièce 20 dollars	2550	2580
Pièce 10 dollars	1270	1320
Pièce 5 dollars	635	
Pièce 50 pesos	2470	2455
Pièce 10 lire	400	395

36-15

TAPEZ LE MONDE

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

☎ 44-43-76-26

RÈGLEMENT MENSUEL (1)

Lundi daté mardi : % de variation 31/12 - Mardi daté mercredi : montant du coupon - Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon - Jeudi daté vendredi : compensation - Vendredi daté samedi : quotité de négociation

36-15

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**
☎ 44-43-76-26

NSUEL (1)

mardi daté mercredi : montant du
 dernier coupon - Jeudi daté
 vendredi : quotiens de négociation

Sicav (sélection) **29 décembre**[illegible]**Matif** (Marché à terme international de France)

NOTIONNEL 10 %							CAC 40 A TERME		
Nombre de contrats estimés : 49 467							Volume : 46 863		
Mars 95	Juin 95	Sept. 95	Cours	Janvier 95	Février 95				
109,90	109,40	109,14	Dernier.....	1889	1915				
110,44	109,84	109,26	Précédent..	1901	1911				

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux Li = Lille
Ly = Lyon M = Marseille
Ny = Nancy Ns = Nantes

SYMBOLS

↓ offre réduite - ↑ demande

CARNET

Décès

M^{me} veuve Pierre Caubet, sa sœur, M^{me} et M^{me} Jean-François Caubet, M^{me} et M^{me} Yves Caubet et leurs enfants, M^{me} Annie Caubet, ses neveux, nièces et petites-nièces, Les familles Beauvallet, Glopouloux, Bally, Lasse, Dury, Blondel, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Antoinette BEAUVALLET, agrégée de l'Université, ancienne élève de l'ENS de Stures, professeur de mathématiques (c. r.), survenue le 29 décembre 1994, dans sa quatre-vingt-onzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 4 janvier 1995, à 11 heures, en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, Paris-1^{er}.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nicole Marmoulin, Pierre Cœur, Jean-Pierre Cœur, Antoine et Lucette Franconi, leurs filles, Vanina et Dominique, Ses parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

Toussaint CASANOVA.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 3 janvier 1995, à 15 heures, en l'église Saint-Esprit, 186, avenue Daumesnil, Paris-12^e.

Ni fleurs ni couronnes.

M^{me} Denis Colban, M^{me} Anne-Marie Colban, M^{me} et M^{me} Jean-Claude Colban et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Michel Colban et leurs enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Denis COLBAN, chevalier de la Légion d'honneur, officier des Arts et des Lettres, survenue le 28 décembre 1994.

Les obsèques auront lieu le mardi 3 janvier 1995, à 14 h 30, au cimetière

parisien de Pantin. On se réunira à la porte principale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, avenue Alphonse, 75116 Paris.

L'ensemble du personnel de la Maison Charvet s'associe à la douleur de la famille à l'occasion du décès de son président,

M. Denis COLBAN, chevalier de la Légion d'honneur, officier des Arts et des Lettres, survenue le 28 décembre 1994.

Charvet, 28, place Vendôme, 75001 Paris.

Ses parents, Ses frères et sœurs, leurs conjoints, Sa filleule,

Ses neveux et nièces, font part du décès de

Isabelle MEYER,

survenue à l'âge de trente-cinq ans, à Rieux (Haute-Garonne), le 26 décembre 1994.

8, rue de Colmar, 68270 Wittenheim.

Flore Morisson, sa fille, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

Philippe MORISSON, artiste peintre, chevalier des Arts et des Lettres, survenue le 28 décembre 1994, dans sa soixante-dixième année, à Paris.

Levée du corps à l'amphithéâtre de la Pitié-Salpêtrière, 22, rue Bruneau, Paris-13^e, le lundi 2 janvier 1995, à 9 heures.

Inhumation au cimetière du Coteau, à Deauville, à 14 heures.

6, square du Limousin, 75013 Paris.

M. Maurice Pulverail et M^{me} née Paola Imperi, et leurs enfants, Sarah et Laura, M^{me} et M^{me} Henri Pulverail, M^{me} Eva Laorni, veuve Imperi, M^{me} Jeannine Dejean et ses enfants, M^{me} et M^{me} Georges Fontaine-Pulverail, M^{me} et M^{me} Giuseppe Carini et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Jean-Louis Pulverail et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès accidentel de

M^{me} Vanina PULVERAIL,

survenue le 29 décembre 1994, dans sa dix-septième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées en l'église du Sacré-Cœur, à Marseille-6^e, le mardi 3 janvier 1995, à 9 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Serge et France Rousseau-Vellones, Claudine Mollet-Vellones, Claude et Monique Rousseau, leurs enfants et petits-enfants, font part du décès à Dieu de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère.

M^{me} Pierre ROUSSEAU-VELLONES, née Marie-Louise (Mamy) Hoesel, le 30 décembre 1994, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 3 janvier 1995, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-des-Champs.

10, rue Huysmans, 75006 Paris.

Gérard VANDERPOTTE, inspecteur général des affaires sociales, président du conseil d'administration de l'AFPA, ancien délégué à formation professionnelle, ancien directeur général de l'ANPE, membre fondateur et vice-président de l'association.

Il s'associe à la douleur de sa famille et rappelle que les obsèques auront lieu le mercredi 4 janvier 1995, à 11 heures, en l'église Saint-Merri, 78, rue Saint-Martin, Paris-4^e, métro Châtelet.

(Le Monde du 27 décembre)

Communications diverses

Maison de l'Ébène : 47-97-30-22. Stages express individuels (moderne, sacré). Adultes et enfants (pour Barmitzva).

Conférences

- Fantasmagorie. Conflits. Meurtres. Maladies. Incidents. Pénalités. Nous vous proposons un processus et contrôles nos vies ? La Kabbale, tradition juive ancienne, dévoile ses secrets. Deux séances d'information gratuites les 4 et 9 janvier 1995, à 20 heures, précédées de la série de douze cours qui débutent le 11 janvier, à 20 h 30. Inscription au 43-56-01-38. Centre de la Kabbale Doyen, rabbin P. Berg, 20, passage Turquetil, Paris-11^e, métro Nation.

Soutenances de thèses

- M. Eric Goddard soutiendra sa thèse de doctorat d'histoire (mention : sciences des organisations) sur le sujet : « De la stratégie locale à la stratégie globale : la formation d'une identité de groupe chez Usinor (1948-1986) », vendredi 6 janvier 1995, à 13 heures, EHESS, 54, boulevard Raspail.

- Barbara Koehn soutiendra, le 7 janvier 1995, à 14 heures, amphithéâtre Champollion, 16, rue de la Sorbonne, Paris-5^e, une thèse d'Etat intitulée : « Alfred Döblin : ses écrits politiques et philosophiques ».

- Éléonore Roy-Reverey soutiendra sa thèse de doctorat : « Le romanisme de la métallurgie (1850-1900) », le vendredi 6 janvier 1995, à 9 h 30, au Centre Malesherbes (Paris-IV-Sorbonne), 108, boulevard Malesherbes, Paris-17^e, amphithéâtre E. Le jury sera composé des professeurs Colette Becker (Nanterre), Michel Crouzet (Paris-IV), directeur de thèse, Arlette Michel (Paris-IV) et Guy Segues (Toulouse).

Le jury sera composé des professeurs Colette Becker (Nanterre), Michel Crouzet (Paris-IV), directeur de thèse, Arlette Michel (Paris-IV) et Guy Segues (Toulouse).

Le jury sera composé des professeurs Colette Becker (Nanterre), Michel Crouzet (Paris-IV), directeur de thèse, Arlette Michel (Paris-IV) et Guy Segues (Toulouse).

Le jury sera composé des professeurs Colette Becker (Nanterre), Michel Crouzet (Paris-IV), directeur de thèse, Arlette Michel (Paris-IV) et Guy Segues (Toulouse).

Le jury sera composé des professeurs Colette Becker (Nanterre), Michel Crouzet (Paris-IV), directeur de thèse, Arlette Michel (Paris-IV) et Guy Segues (Toulouse).

Le jury sera composé des professeurs Colette Becker (Nanterre), Michel Crouzet (Paris-IV), directeur de thèse, Arlette Michel (Paris-IV) et Guy Segues (Toulouse).

Le jury sera composé des professeurs Colette Becker (Nanterre), Michel Crouzet (Paris-IV), directeur de thèse, Arlette Michel (Paris-IV) et Guy Segues (Toulouse).

Le jury sera composé des professeurs Colette Becker (Nanterre), Michel Crouzet (Paris-IV), directeur de thèse, Arlette Michel (Paris-IV) et Guy Segues (Toulouse).

Le jury sera composé des professeurs Colette Becker (Nanterre), Michel Crouzet (Paris-IV), directeur de thèse, Arlette Michel (Paris-IV) et Guy Segues (Toulouse).

Le jury sera composé des professeurs Colette Becker (Nanterre), Michel Crouzet (Paris-IV), directeur de thèse, Arlette Michel (Paris-IV) et Guy Segues (Toulouse).

Le jury sera composé des professeurs Colette Becker (Nanterre), Michel Crouzet (Paris-IV), directeur de thèse, Arlette Michel (Paris-IV) et Guy Segues (Toulouse).

Le jury sera composé des professeurs Colette Becker (Nanterre), Michel Crouzet (Paris-IV), directeur de thèse, Arlette Michel (Paris-IV) et Guy Segues (Toulouse).

Le jury sera composé des professeurs Colette Becker (Nanterre), Michel Crouzet (Paris-IV), directeur de thèse, Arlette Michel (Paris-IV) et Guy Segues (Toulouse).

Le jury sera composé des professeurs Colette Becker (Nanterre), Michel Crouzet (Paris-IV), directeur de thèse, Arlette Michel (Paris-IV) et Guy Segues (Toulouse).

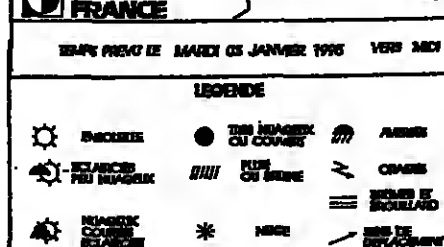
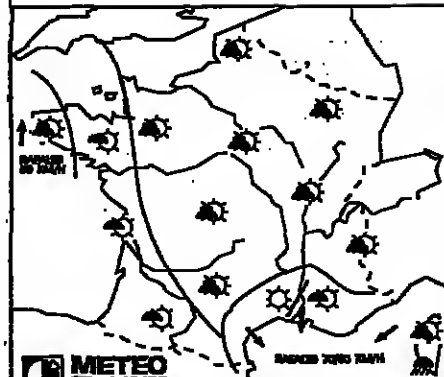
Le jury sera composé des professeurs Colette Becker (Nanterre), Michel Crouzet (Paris-IV), directeur de thèse, Arlette Michel (Paris-IV) et Guy Segues (Toulouse).

Le jury sera composé des professeurs Colette Becker (Nanterre), Michel Crouzet (Paris-IV), directeur de thèse, Arlette Michel (Paris-IV) et Guy Segues (Toulouse).

Le jury sera composé des professeurs Colette Becker (Nanterre), Michel Crouzet (Paris-IV), directeur de thèse, Arlette Michel (Paris-IV) et Guy Segues (Toulouse).

Le jury sera composé des professeurs Colette Becker (Nanterre), Michel Crouzet (Paris-IV), directeur de thèse, Arlette Michel (Paris-IV) et Guy Segues (Toulouse).

MÉTÉOROLOGIE



Mardi : nuageux sur le Nord-Est. Le matin, de nombreux nuages résiduels s'étendent des Ardennes à l'Auvergne, aux Alpes et au Nord-Est, avec de petites chutes de neige. Du Nord à la Normandie, au Bassin parisien et au Limousin, de nombreux nuages bas seront présents. Sur les Pyrénées et en Corse, des averse résiduelles se produiront avec de la neige au-dessus de 500 mètres. Enfin, partout ailleurs, le ciel sera assez bien dégagé avec de belles périodes ensoleillées.

L'après-midi, le ciel se voilera sur la Bretagne avec de petites pluies en soirée. De la Normandie aux Charentes, au Sud-Ouest et au pourtour méditerranéen, le temps sera assez bien ensoleillé. Sur le Nord-Est, le temps restera très nuageux ou couvert, avec encore quelques averse de neige en montagne. En Corse, poursuite d'un temps nuageux avec des averse et de la neige sur le relief. Ailleurs, l'évolution des nuages sera lente, avec toutefois le retour de quelques rayons de soleil.

Le mistral et la tramontane souffleront encore fort le matin, avec des rafales à 100 km/h, avant de faiblir un peu en journée avec des pointes à 70 km/h.

Les températures maximales seront froides, avec des gelées généralement de l'ordre de -1 à -5 degrés ; sous le littoral et en Corse garderont des températures légèrement positives. L'après-midi, il fera de 0 à -2 degrés sur le Nord-Est, de 4 à 7 degrés sur les côtes atlantiques, jusqu'à 10 degrés près de la Méditerranée, Ailleurs, le mercure indiquera de 1 à 3 degrés en général.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

Prévisions pour le 4 janvier 1995 à 0 heure TUC

Météo France

Prévisions pour le 4 janvier 1995 à 0 heure TUC

Météo France

Prévisions pour le 4 janvier 1995 à 0 heure TUC

Météo France

Prévisions pour le 4 janvier 1995 à 0 heure TUC

Météo France

Prévisions pour le 4 janvier 1995 à 0 heure TUC

Météo France

Prévisions pour le 4 janvier 1995 à 0 heure TUC

Météo France

Prévisions pour le 4 janvier 1995 à 0 heure TUC

Météo France

Prévisions pour le 4 janvier 1995 à 0 heure TUC

Météo France

Prévisions pour le 4 janvier 1995 à 0 heure TUC

Météo France

Prévisions pour le 4 janvier 1995 à 0 heure TUC

Météo France

Prévisions pour le 4 janvier 1995 à 0 heure TUC

Météo France

Prévisions pour le 4 janvier 1995 à 0 heure TUC

Météo France

Prévisions pour le 4 janvier 1995 à 0 heure TUC

Météo France

Prévisions pour le 4 janvier 1995 à 0 heure TUC

LÉGION D'HONNEUR

Les promotions et nominations du Nouvel An

André Dewavrin, dit-colonel Passy, grand-croix

Le 1^{er} janvier a été l'occasion de nombreuses promotions et nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur. Parmi les personnalités promues figurent André Dewavrin, dit-colonel Passy, compagnon de la Libération (grand-croix), Hervé Bazin, écrivain, Maurice Duverger, écrivain, journaliste et universitaire, François Lhermitte, membre de l'Institut, vice-président du Comité du rayonnement français, Jacques Ruffié, membre de l'Institut, professeur au Collège de France (grand-officier).

Parmi les promotions au grade de commandeur figurent : Michel Jobert, ancien ministre, Simone Del Duca, présidente de fondation, Jacques Perrillat, préfet honoraire, Edouard Chamard-Sablier, journaliste, homme de lettres, Yvonne Messiaen née

Loriod, pianiste. Deviennent officiers : Mgr Congar, cardinal, Frédéric Deloffre, professeur émérite de lettres modernes, Mgr Honoré, archevêque de Tours, Anne d'Ornano, présidente du conseil général du Calvados, Michel Rolani, président du conseil d'administration de la Société nationale de construction de logements pour les travailleurs, Philippe Meyer, praticien hospitalier, Mgr Dardel, évêque de Clermont-Ferrand, Pierre-Charles Krieg, ancien député, maire du 4^e arrondissement de Paris, Lucien Weygand, président du conseil général des Bouches-du-Rhône, Jean-Pierre Angremy, dit Pierre-Jean Rémy, membre de l'Académie française, Christiane Scrivener, ancien ministre, Pierre Cardinal, réalisateur de films, Françoise Dorin, comédienne et romancière, Louis Féraud, couturier, Jean Far-

ran, journaliste, ancien directeur de Paris-Match et de RTL, Michel Debatisse, président d'une société de diffusion agroalimentaire, Jean Douroux, directeur général de la Caisse nationale du Crédit agricole, Yves Le Floch, président d'une caisse régionale du Crédit agricole, Yves Durand, Jean-Pierre Kahane, professeurs d'université, Marc Ladrêt de Lacharrière, membre d'un comité d'orientation stratégique d'université, Philippe Lazar, directeur général de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, Colene Besson, épouse Nogues, professeur d'éducation physique, Peter Brook, metteur en scène, directeur de théâtre.

Enfin dans les nominations comme chevaliers, on relève les noms de : Philippe Streiff, ancien pilote automobile, Jean-Pierre Elkabbach, président de France-Télévision, François Kosciuszko-Morizet, délégué interministériel à l'organisation de la Coupe du monde de football de 1998, Robert Metzger, premier vice-président de la Croix-Rouge française, Jean Auroux, ancien ministre, maire de Roanne, Jacques Anquetin, maire de La Roche-sur-Yon, Alain Bonnet, ancien député, Dalil Boubakeur, recteur de l'Institut de la Mosquée de Paris, Mgr Eyt, cardinal, archevêque de Bordeaux, Jean-Charles Marchiani, préfet, David de Rothschild, maire de Font-l'Évêque, Kofi Yamgnane, ancien ministre, conseiller général du Finistère, Robert Fabre, membre du Conseil constitutionnel, ancien médiateur de la République, André Jarrosson, industriel, Maurice Denzère, écrivain, Pierre Grimal, auteur-réalisateur-producteur de films, Gaby Tacchino, pianiste, Dominique Jamet, journaliste, Françoise Gaspard, maître de conférences à l'École des hautes études en sciences sociales, Joël de Rosnay, directeur du développement et des relations internationales de la Cité des sciences et de l'industrie, Claude Simonet, président de la Fédération française de football.

► Nous publions demain (le Monde daté 4 janvier) la liste des promotions et nominations.

Le Monde

Édité par la SA Le Monde
Société anonyme
avec direction et conseil de surveillance

Comité exécutif :
Jean-Marie Colombani, président du directoire,
directeur de la publication
Dominique Auby, directeur général
Noël-Jean Bergeron, directeur de la rédaction
Eric Fialoux, directeur de la gestion
Anne Chaussebourg, directeur délégué

Directeur de l'information :
Philippe Labarda
Rédacteur en chef :
Thomas Ferenzi, Edwy Plenel, Robert Solé
adjoints au directeur de la rédaction

Bruno de Camas, Laurent Grillaud, Danièle Heymann
Bertrand Le Gendre, Luc Rosenzweig

Manuel Luebert, directeur du « Monde des débats »
Alain Rollat, Michel Teta, conseillers de la direction
Daniel Vermet, directeur des relations internationales
Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction

Médiateur :
André Laurens

Conseil de surveillance :
Président : Alain Minc
Vice-président : Olivier Biffaud

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry [1944-1968], Jacques Fauvet [1969-1982],
André Laurens [1982-1985], André Fontaine [1985-1991],
Jacques Lacombe [1991-1994]

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25 - Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94802 VRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25 - Télécopieur : (1) 40-60-30-10

مكتبة العالم

هكذا من الاصل

IMAGES

20.30 T

20.30 Tout le sport.
A 20.35, le Journal du Rallye Grande-Dakar, en direct.

20.55 Cinéma :
La Mort aux trousses. ■ ■ ■
Film américain d'Alfred Hitchcock (1959).

23.10 Météo et Journal.

23.40 Cinéma :
La Belle Noiseuse. ■ ■ ■
Film franco-suisse de Jacques Rivette (1991).

M6

M6	
13.30	Cinéma : Le Fou du roi. (1984) Film français d'Yves Chiffra
17.00	Variétés : Hit Machine.
17.30	Série : Kriminell Junior.
18.00	Série : Brisco County.
19.00	Série : Code Quantum.
19.54	56r minutes d'informations, Météo.
20.00	Série : Cosby Show.
20.35	Magazine : Ciné 6. Présenté par Laurent Weil.
20.50	Cinéma : L'Histoire sans fin. ■ ■ ■ Film allemand de Wolfgang Petersen (1984).
22.30	Cinéma : La Bamba. ■ ■ ■ Film américain de Luis Valdez (1987).
0.15	56r minutes pleine heure. Météo.
0.25	Magazine : Culture pub. Le 6 à 5.20. Présenté par Anne Magnien et Christine Barthe.

ANAL

CANAL +

13.35	Téléfilm : <i>Bonnie et Clyde, la véritable histoire.</i> Guy Hoffman.
15.05	Documentaire : <i>Le Réveil des ours bruns.</i> De Roger Jones.
15.55	Cinéma : <i>Tout ça... pour ça !</i> Film français de Claude Lelouch (1982).
17.50	► Canaille petcha. <i>Instructors : Les Contes du chat perché.</i>
En clair jusqu'à 20.35	
18.30	Ce cartoon.
18.40	Magazine : <i>Nulla part ailleurs.</i>
19.20	Magazine : <i>Zéronima.</i> Présenté par Delcy d'Eneta, Eric Laugierias, Marianne Nizen, Albert Algoud, Christophe Bertin, José Garcia, Karl Zéro.
19.55	Magazine : <i>Les Guignols.</i> <i>La Journée du cinéma.</i>
20.35	Cinéma : <i>Tom et Jerry, le film.</i> O

13.50 T8
1.4

13.50 **Téléfilm :**
Les Mille et Une Nuits.
De Philippe de Brocs, avec
Thierry Lhermitte, Gérard
Jugnot (2 parties).

15.25 **Tiercé.**

15.35 **Médocs : La Chance**
aux champions (et à 5.15).

16.20 **Des chiffres et des lettres.**

16.50 **Série : Les Années collège.**

17.15 **Série : Seconde B.**

17.45 **Série : La Fête à la maison.**

18.16 **Que le meilleur gagne** (et à 3.00).

18.50 **Studio Gabriel** (et à 19.25).

19.30 **Sérial d'informations.**

19.59 **Jeudi**
Suivi du résumé du Rallye
Granade-Dakar, Météo et Point
rouge.

20.30 **Cinéma : La Léopold.** ■
Film français de Jean-Claude
Serafin (1958). Avec Claude
Brasseur, Dominique Lavanant.

22.25 **Documentaire :** Tel est Ser-
rault.
De Jean-Louis Remilleux et
Jean-Luc Prouvé.

23.30 **Documentaire : Météo.**

23.50 **Le Cercle de minuit : Portrait**
Documentaire : Les Heures
chaudes de Montparnasse.
Léon-Paul Fargue, la pionne de
Paris.

0.50 **Programmes de nuit.**
Le Journal du Rallye Granade-
Dakar (rediff.) : 1.05, Studio
Gabriel (2^e partie, rediff.) : 1.30,
Europeos : 2.25, Guide au fémi-
nisme : 2.55, Dessins animés (et à
5.10, 5.30, 3.30, 24 heures d'info :
4.20, Little Karim.

DANCE :

FRANCE 3

- 8.00 Euronews.
- 7.15 Bonjour Babar.
- 8.25 Les Minikéens.
- 10.45 Les Mystères de l'Ouest.
- 11.40 La Cuisine des mouquetarières.
- 11.55 Flash d'informations.
- 12.00 Télévision régionale.
- 12.45 Journal.
- 13.05 Documentaire :
Le monde avec la mort.
- 13.30 Téléfilm : Roanoke. Da Jean
Egleston, avec Victor Garber,
James Runninghoff (2^e partie).
- 14.50 Série : La croisière s'annule.
- 15.45 Série : Magnum.
- 16.30 Les Minikéens.
- 17.00 Les Aventures de Tintin : le
Sceptre d'Ostéor (3^e épisode) ;
Peter Pan ; Fermé 2004.
- 17.40 Magazine : Une pêche d'enfer.
- 18.00 Questions pour un champion.
- 18.50 Un livre, un jour.
- 18.55 Lettres d'Oscar Wilde.
- 19.00 Les 15 de l'information.
- 19.05 A 18.05, Journal de la région.
- 20.05 Jeu : Je suis la chanter.
- 20.30 Tout le sport.
A 20.35, le Journal du Rallye
Granada-Dakar en direct.
- 20.55 Spectacle : Megala. Avec David
Lalanne et Claude Sciffer.
- 22.30 Météo et Journal.
- 22.55 Mardi chez vous. Programm
des télévisions régionales.
Alecce Redde M^r Devon ; Télé

Journal
ar en dire

A 20.35, le Journal du Rallye Grande-Océan en direct.
20.55 Spectacle : Magia. Avec David Copperfield et Claudia Schiffer.
22.30 Météo et Journal.
22.55 Mardi chez vous. Programme des télévisions régionales.
Alors (Roadie M7 Devon ; Télé-

23.40 Courts métrages (79 min).
Hemmen D'Hab, de Moncef
Dhouib, avec Chaddia Azzouz,
Fatma Turki ; Le Transe, de Mon-
cef Dhouib, avec Hichem Ros-
tom, Sandra Chelbi ; Octobre,
d'Abderrahmane Sissako, avec
Irina Apekeimova, Wilson
Bismu.

FRANCE-CULTURE

FRANCE-CULTURE

20.00 **La Rythme et la Raison.**
Clara Haskil (1).

20.30 **L'Histoire en direct.**
L'été des siècles. Julien Drey,
Harlem Désir, Diego, Serga
Mellik, Thalma Sarman.

21.30 **Fiction.**
Florilège de fumisteries.

22.40 **Accès direct.**
Avec Daniel Mesguich, Jacques
Henne, Eduardo Mena, Arnette
Vielon, Hélène Kussner.

0.00 **Du jour au lendemain.**
Jean-Luc Nancy (Les Muses).

0.50 **Coda.**
Le tour du monde en 50 Ocora, la
France, 1. Le Centre.

FRANCE-MUSIQUE

FRANCE-MUSIQUE

20.00 Concert
[onné le 25 juillet 1994 à la cathédrale de Lorient] L'auditorium de Cortona, mystère médiéval du troisième siècle, par Francine Julian-Gouzes, soprano; Jean Gouzes, ténor; et l'Ensemble vocal de Montpellier, dir.: Jean Gouzes.

22.00 Soliste.
Clara Haskil, piano. Concerto pour piano et orchestre n° 8 K 271, de Mozart, par l'Orchestre symphonique de Vienne, dir.: Paul Schacher.

22.30 Musique pluriel.
Par Ensemble Charlotte Rémond. Etude pour piano, de Ligeti, par Pierre-Laurent Aimard; Tre cantate et finale op. 28, de Beethoven; Cosmic waltz, de Satoh, par Margaret Lockyer, piano.

23.05 Ainsi la nuit.
Par Marc André. Overture à cordes n° 1 op. 5, de Nielsen; Overture à cordes op. 74 n° 2, de Haydn; La Quatrième Harmonie. La Rose des vents.

0.00
Par Caroline Bourgain. Concert donné le 18 novembre à l'Institut du monde arabe; Ensambla Soutaria, dir.: Chetikh Abderrahman.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

A télévision n'a pas de cœur. Elle est bien l'héritière de ces sirènes de l'Antiquité dont les chants pervers captivaient les marins qu'elles prenaient plaisir à voir périr aux récifs. Cette gorge s'ingénie à torturer notre conscience aux moments les moins opportuns. On ne peut pas aller au stade de football tranquillement sur les Champs-Élysées pour fêter le Nouvel An.

Nous étions encore tout chevillés par les odieux testamentaires de Tonton François, plongés dans la nostalgie du village blanc de famille, celui qu'on feuilletait pour les mariages, les enterrements, cette putain de boîte à tourments nous tarabait déjà les tripes avec das voix aas images venues d'outre-tombs.

D'abord, la voix de Yannick, celle de ce jeune cuisinier engagé dans son métier d'été en Algérie. Elle allait à l'encontre d'un monde qu'il n'avait jamais, cassée par une rafale. Captée par un radiomateur sur l'aéroport d'Alger, diffusée par France 2, cet oiseau était calme le voix de cet otage au moment où il mourait d'approcher de lui... « Je m'appelle Yannick Baudouin. Je travaille à l'embarcadere de Suez. Je suis en danger. Si vous ne faites rien, si vous nous exécutez... » Puis, derrière celle de Yannick, la voix carnassière de son porteur de mort, celle d'un imprécateur qui prophétisait l'apocalypse : « Dieu nous s désigné... C'est nous qui allons combattre pour la religion... Vous ne pouvez rien faire nous... » Les explosions et les coups de feu ont fait du monde là Deux voix réduites à néant dans un insupportable mélancolie. On devrait interdire

ce genre de scoop les jours de gueule de bois.

Il faudrait aussi prohiber les rétrospectives. Elles ont le chic pour faire mal aux endroits les plus douloureux. Elles mettent tellement de soin à trier les images muettes, à les assembler, à les ficeler, à les monter en épingle qu'elles labourant le champ de nos mémoires avec le gigantisme d'un bulldozer chinois. Celle de TF1, dimanche soir, était un modèle du genre. Le tri était irréprochable, l'assemblage impeccable, le montage parfait, le commentaire au-delaas de tout soupçon de complaisance. Le tri donnait à l'automatisme coupure, une chute à l'ouest, mais imparable, comme le sont toujours les baffes da la télévision quand celle-ci prend un melin plaisir à convertir aas bouts de vérité en pellicules de plomb. Il n'y avait rien à redira à ces images d'archives qui firent irruption dans notre album de famille. Certe herbivore grise, sortant d'un bureau de l'eyse par une porte dérobée, c'était bien celle de feu François de Grossouvre, l'ex-*« ombra portée du président »*, l'ancien « gestionnaire zélé de sas secrets », mort par suicide après avoir été, selon la rumeur, « délaissé par son protecteur ». Et la photo en noir et blanc de cet homme attablé chez les Mitterrand, c'était bien celle d'un autre revenant, certain René Bousquet.

Tu as raison, Tonton, il faut croire aux forces de l'esprit. Mais les forces de l'esprit, est-ce qu'elles croient encore en nous ?

ALAIN ROLLAT

Norbert Blüm, ministre allemand du travail. Reportages : Melinda

Norbert Blom, ministre allemand
 du travail. Républicain ; Membre
 étrangers et clandestins ; SDF
 Wittenberg ; Le rêve américain
 est mort.
 15 Soirée thématique :
 Made in Europe.
 Soirée proposée par Susann
 Hoffmann et Soren Schumann.
 16 Téléfilm : D'amour et d'allo.
 De Jim Morris, Pip Broughton,
 Keith Thompson et Alan Bress
 Kelly.
 A Blackpool, les jeunes entre-
 chômage et petits boulots.
 20 Documentaire : Prix Europe
 1994.
 Bilan et perspectives, de Michael
 Strauven.
 L'inventiv du documentaire à la
 5 Documentaire :
 Suzanne dans le cave.
 De Sukita Cramerlin (40 min.).

FRANCE-CULTURE

FRANCE CULTURE

Le Rythme et la Raison.
Clara Hestil (2).

Archipel médicale.
Maurice Lemaire (2).

Quatorzième rencontre
franco-allemande.
Tolérance en France, en Pologne
et en Allemagne.

5. Multitude multilingues.
Roger Dubois (2).

Neige. Cubens : Un certain
regard sur le cinéma latino-amé-
ricain. Avec Arturo Ripstein,
Alfonso Cuarón, Hanna Segal,
José Luis Guzmán, Alisa
Du Jour au Tiers-monde.
Brigitte Dzriné (Lumière).

6. Code. Le tour du monde en 50
Cours, la France. 2. La Bretagne.

FRANCE CULTURE

5 Concert
(donné le 10 octobre au Théâtre
des Champs-Élysées) : The
Chairman Dance, d'Adams ;
The Glass Menagerie, d'Adams
(création), de Deshpande ; The
Mozart of Debussy, par l'Orchestre
national de Lyon, dir. Emma-

Solista.
Clara Haskil, piano. Sonate pour

Solistes.
 Clara Haskil, piano. Sonate pour piano en sol mineur, op. 36, de Frédéric Chopin.
Musique chorale.
 Deux études pour piano, de Ligeti, par Pierre-Laurent Aimard, piano; Fœvrun, de Takemitsu, par John Crowley, piano, et le London Sinfonietta, dir. Ottavio Kusan; Obliquus 3, d'Arny, par Brian Gurr, piano.
Alti au liuit.
 Trois parties, violoncelle et alto, par 18, de Pergaudi, par Adeline Oprean, violon, Thomas Demenga, violoncelle, à Christoph Keller, piano; Quatre parties, cor et cordes en majeur K 487, de Wolfgang Amadeus Mozart, par Thompson, cor, et l'Ensemble de chambre de l'Académie de l'Antique Music.
La Guitare dans tous ses états.
 par Robert J. Vidal, Espagne, œuvres de Costa, Krouse et Ponce.

1. *Journal of Management Studies*, 1991, 28, 1.

LA CINQUIÈME

6.15 Opinions publiques.
6.20 Le Journal du temps.
6.25 Eurojournal (et à 8.30).
7.00 Jeunesse.
Téléchat (rediff.). Animeux
superstars: Q comme quadru-
pède (rediff.); Crocs livres: Le
cavalier qui venait de la mer:
Jeu.
7.30 Je: Ça déminéage (et à
12.00).
8.00 Magazine: Emploi (et à 15.00).
Présenté par Bernard Brunhes,
Michel Godat, Bertrand Lobry,
Michelle Fitoussi.
9.00 Les Ecrans du savoir.
Autres: Les secrets de l'inventa-
re d'Alain T. / L'Alouette: Le

Mémoire de la glace (2°)
Eco et compagnie ; C
clap : Le Bureau des

- 11.15 **Magazine : Jeux d'encre**
Iredit.
- 11.45 **Magazine : Qui vive (à 15.30).**
Les performances du cervet.
- 12.00 **Jeunesse.**
Téléchat ; Animaux superstars :
W comma waatern ; Le Vra
dent mol ; le média ; Astro
physien Iredit ; Le Journal du
temps.
- 12.30 **Magazine : Atout savoir.**
L'achat de voitures d'occasion.
- 13.30 **Magazine : Dér.**
Doux girafe.
- 14.00 **Rendez-vous avec l'Histoire.**
Le monde en guerre. Une nou-

15.45 Les Ecrans du savoir.

rediff.).

15.45 Les Enfants du savoir.
Aujourd'hui et demain : Inventer
demain ; Alio le Terre : Eco et
compagnie ; Cinq sur cinq ;
Langue : s'espagnol, leçon n° 5,
s'espagnol, leçon n° 6 ; Le Journal
du temps (rediff.).

17.30 Les Enfants de John.
Clichés de la Terre.

18.30 Les Miroirs des hommes.
Le Forêt du déluge.

ARTE

— Sur le câble jusqu'à 19.00 —

17.00 Cinéma : Mister Boo,
détective privé.
Film chinois (Hongkong) de
Michael Hui (1977) (v.o., rediff.).

18.30 Reportage.
L'histoire du paradis, de Bernd
Wiegman (rediff.).

19.00 Magazine : Confetti.
L'Europa dans toutes ses
couleurs.

19.25 Documentaire :
Leonard Bernstein,
concerts pour les jeunes.
Que signifie la musique ? Avec

20 27 **Chapman** 1044 2017 600

20.27 ► Chaque jour pour Sarajevo.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Magazine : Transit.
Les oubliés de la reprise. Avec
Xavier Emmanuelli, président,
de Médecine sans frontières, et

